

LE FEDERALISTE

revue de politique

*Espérer le maintien de l'harmonie parmi
plusieurs Etats indépendants et voisins
ce serait perdre de vue le cours uniforme
des événements humains et aller contre
l'expérience des siècles.*

Hamilton, The Federalist

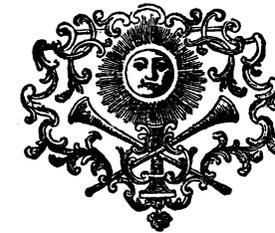


LE FEDERALISTE

revue de politique

Directeur: Mario Albertini

Le Fédéraliste est la revue d'un groupe de militants du Mouvement Fédéraliste Européen. Sa base théorique particulière est la demystification de la justification idéologique des Etats souverains (la nation). Sa base pratique actuelle est la tentative de déplacer la lutte politique des domaines nationaux au champ supranational. *Le Fédéraliste* se propose d'étudier le sens du cours de l'histoire, les aspects du processus du pouvoir, la situation des cadres conceptuels de la connaissance politique, dans le but de rendre possible une action politique autonome. *Le Fédéraliste* est jumelé avec *Der Foederalist*, de Frankfurt, que dirige Claus Schöndube. Il a été publié pendant trois ans en italien. Pour ne pas limiter ses lecteurs aux seuls Italiens et pour tenir la promesse faite dès le départ, il paraît maintenant en français et compte paraître plus tard en anglais. Il vit grâce aux abonnements et à la publicité. A la fin de chaque année est publié le bilan.



Quatre numéros par an

Le numéro 3 NF - 300 l. Abonnement de soutien 25 NF - 2500 l.
Abonnement 10 NF - 1000 l. Abonnement méritoire 50 NF - 5000 l.

Direction et Administration: Corso Cavour 16, Pavia - CCP. n. 3/38688.
Rédaction milanaise: Via della Guastalla 1, Milano. *Rédaction lyonnaise:* B. Lesfargues, 324 rue Garibaldi, Lyon 7 - CCP. n. 5654-32, Lyon.

La situation de l'Occident et l'unité européenne

TABLE DES MATIERES

<i>La situation de l'Occident et l'unité européenne</i>	p. 287
<i>ANDREA CHITI-BATELLI, Nouvelle stratégie atlantique et défense de l'Europe</i>	» 298
LES FAITS ET LES IDEES	
<i>Le nationalisme américain (m. s.)</i>	» 314
<i>Considérations sur quelques écrits à propos d'une nouvelle conscience nationale allemande (a. c.)</i>	» 319
<i>Planification européenne et planification nationale (a. c. b.)</i>	» 334
LES PROBLEMES DE L'ACTION	
<i>Le Projet de Charte et le Projet de Manifeste du fédéralisme</i>	» 339

1. — Les modifications dans la situation de l'Occident.

L'actuelle situation européenne ne peut être comprise si l'on n'a pas présentes à l'esprit les deux modifications profondes, l'une militaire et l'autre économique, qui ont altéré les rapports entre les Etats de l'Occident et en particulier entre les Etats-Unis d'Amérique et les pays du continent européen.

Le premier de ces changements consiste dans la fin du monopole atomique nord-américain. Aussi longtemps que les Etats-Unis ont maintenu le monopole des armements nucléaires, ils ne se sont pas trouvés en butte à la menace dirigée contre leur sécurité nationale. Par conséquent, ils pouvaient utiliser ce monopole contre toute tentative soviétique d'envahir l'Europe occidentale. Leur formidable avantage militaire permettait aux Américains de défendre les Européens en brandissant la menace atomique sans mettre en péril directement et massivement leur sécurité. La situation s'est modifiée de façon substantielle au fur et à mesure des progrès rapides que l'Union Soviétique a faits dans la construction des engins nucléaires et des moyens nécessaires à leur lancement.

Kissinger (1) a divisé la seconde après-guerre, sous cet angle, en quatre phases: 1: la période pendant laquelle les Etats-Unis possédaient le monopole atomique et le monopole des moyens de lancement; 2: la période pendant laquelle, le monopole atomique ayant pris fin, ils conservaient encore un avantage écrasant dans les moyens de lancement; 3: la période pendant laquelle l'Union Soviétique commençait à développer un système suffisant de moyens de lancement, mais les Etats-Unis maintenaient encore un net avantage, grâce à la supériorité quantitative et à la distribution stratégique des bases; 4: la période pendant laquelle soit pour le nombre des armes, soit pour les moyens de lancement, les capacités des deux camps ont commencé à se rappro-

(1) Voir HENRY A. KISSINGER, *The Necessity for Choice (Prospects of American Foreign Policy)*, New York, Harper & Brothers, 1961, chap. II.

cher, et où, dans certaines catégories, l'Union Soviétique est même passée en tête. Le résultat, c'est que la force de dissuasion américaine est maintenant contrebalancée par la force de dissuasion soviétique. Une guerre nucléaire totale signifie non seulement la destruction d'une grande partie de l'Union Soviétique, mais également, et dans le même temps, la destruction d'une grande partie des Etats-Unis. Dans cette situation, comme l'a justement fait observer le général de Gaulle dans sa conférence de presse du 14 janvier, « personne dans le monde, en particulier personne en Amérique, ne peut dire si, où, quand, comment, dans quelle mesure les armements nucléaires américains seraient employés à défendre l'Europe » (2).

Le second changement dans la situation de l'Occident est de nature économique et consiste dans le formidable développement de l'économie des six pays du Marché commun, parallèlement à la période prolongée de récession de l'économie américaine et au déficit préoccupant dans la balance des paiements des Etats-Unis. Un tel changement est trop connu pour qu'il soit besoin de s'y arrêter longtemps. Il suffira de rappeler que de 1957 à 1961 l'ensemble des revenus nationaux des Six a augmenté d'environ 21% pendant que le revenu national américain a seulement augmenté de 10% environ (et celui de la Grande Bretagne de 11%); que le revenu national de la France et celui de l'Allemagne ont dépassé tous deux, en 1961, le revenu national britannique; que de 1951 à la fin du troisième trimestre de 1962 les disponibilités en or et en valeurs étrangères ont monté en Europe continentale de 7,445 à 24,420 milliards de dollars, alors que celles des Etats-Unis sont tombées de 22,873 à 16,532 milliards de dollars (et les britanniques sont montées seulement marginalement de 2,374 à 2,798 milliards de dollars) (3). Ces dernières années la balance des paiements des Etats-Unis d'Amérique, sous le poids des énormes engagements que ce pays doit assumer sur le plan international, a enregistré un déficit préoccupant. D'une part l'économie européenne — sur la base de son unité de fait, rendue juridiquement opérante par le Marché commun — s'est extraordinairement développée et représente désormais une puissance mondiale de tout premier plan. D'autre

(2) Voir *Le Monde* du 16 janvier 1963, p. 3.

(3) Ces données ont été en partie rapportées par le Dr. Franco Bobba, Directeur général des Affaires économiques et financières auprès de la Commission de la C.E.E., dans sa relation à la « Réunion des revues italiennes sur les problèmes du Marché commun », qui s'est tenue à Rome les 14 et 15 décembre 1962. Voir, pour les autres données, l'article de fond du *Times* de Londres ayant pour titre « The Springs of Power », du 22 janvier 1963.

part l'économie américaine se trouve devoir affronter de sérieuses difficultés. Cette nouvelle situation économique tend à modifier les rapports de pouvoir entre l'Europe et l'Amérique.

Les deux profondes modifications, économique et militaire, que nous avons examinées ont placé le monde occidental dans une situation nouvelle, dans laquelle l'Europe s'est très enrichie mais ne peut plus se confier aveuglément à la défense de la seule force nucléaire américaine, alors que l'Amérique est placée devant la nécessité absolue de penser avant toute autre chose à sa propre défense au moment même où elle commence à avoir besoin de la puissance économique européenne.

2. — La politique de Kennedy et la politique de de Gaulle.

La nouvelle situation dans les rapports entre Etats-Unis d'Amérique et Europe occidentale a provoqué des frictions et des oppositions entre la politique de Kennedy et celle de de Gaulle, et a mis en crise l'O.T.A.N.

D'une part l'administration Kennedy, ayant bien conscience qu'une guerre atomique provoquerait d'énormes destructions pour l'Amérique, propose une nouvelle stratégie militaire de l'Occident dont la prémisse est la possibilité d'une guerre locale conventionnelle en Europe. Les Européens devraient renforcer de toutes leurs forces les troupes et les armements conventionnels, de façon non seulement à contenir le premier choc de l'invasion soviétique avant l'intervention nucléaire américaine, mais aussi à pouvoir mener avec succès une guerre locale aux proportions limitées. Le « bouclier » nucléaire devrait continuer à dépendre des seuls Américains, et n'intervenir que dans le cas où la situation deviendrait tellement dangereuse qu'on ne pourrait moins faire. C'est la stratégie dite de l'« escalation », dont la raison d'être est de rendre suffisamment élastique la ligne frontière entre les deux blocs, même en Europe, et en définitive de rendre possible une localisation des conflits, et beaucoup moins probable une guerre nucléaire totale qui engloberait immédiatement et de façon dramatique les Etats-Unis (4).

(4) Encore récemment le Secrétaire à la Défense des Etats-Unis, Mr Robert McNamara, a affirmé que, tandis qu'une attaque massive, déclenchée par l'Union Soviétique contre l'Europe occidentale, susciterait la réaction atomique américaine immédiate, on peut toutefois concevoir des circonstances dans lesquelles, à une attaque soviétique moins violente, on pourrait répondre avec les armes conventionnelles pendant quelques jours ou pendant quelques semaines (voir le compte-rendu du *Times* de Londres du 30 mars 1963, p. 7). Il est légitime de se demander quelles sont ces circonstances, et si, dans une situa-

En même temps, les difficultés économiques des Etats-Unis, notamment le déficit de la balance des paiements, jointes à la croissance des six pays du Marché commun, poussent le gouvernement américain à demander un plus grand effort financier à ses alliés européens, aussi bien concernant les dépenses dans le domaine de la défense que l'aide aux pays sous-développés. Mais, surtout, la modification de la balance économique entre l'Amérique et l'Europe pousse le gouvernement américain, dans le but de donner un sang nouveau à l'économie affaiblie de son pays, à proposer une politique économique libre-échangiste entre les Etats-Unis et l'Europe. Une telle politique voudrait en somme créer graduellement un grand marché économique pour l'Occident tout entier. Ce dessein est en contradiction avec l'existence d'un tarif extérieur assez élevé commun aux Six, et considère le Marché commun comme un point de départ pour la création d'une très vaste zone de libre-échange.

Au même moment en Europe continentale, en Allemagne et surtout dans la France de de Gaulle, s'est formée une ligne de conduite qui contraste avec celle de l'Amérique. Tandis que le gouvernement américain voudrait maintenir le droit de dire le dernier mot au sujet de la guerre et de la paix nucléaire, tout en rendant vigueur à l'économie américaine au moyen d'un accroissement des échanges avec l'Europe occidentale, l'Allemagne et la France ne supportent pas de jouer le rôle militaire de domestiques et essaient, en conséquence, de donner également un tour politique et militaire à la puissance économique du Marché commun.

Du point de vue militaire l'Allemagne et la France n'acceptent pas le rôle de combattants d'une éventuelle guerre conventionnelle en Europe. Comme l'a dit Adenauer dans une interview, pour les Européens il ne s'agit pas de savoir de quelle façon ils se battraient, mais de quelle façon ils pourront éviter de se battre. Cela implique l'armement nucléaire qui dissuade l'Union Soviétique d'une invasion éventuelle. C'est pourquoi le gouvernement français, qui avait commencé à travailler à la construction des engins nucléaires après le camouflet de Suez, a élaboré un plan intensif et extensif d'armement atomique; et il n'acceptera pas d'intégrer ses moyens nucléaires dans une O.T.A.N. au sein de laquelle les dernières décisions sont entre les mains des Américains. A ceux qui soutiennent l'inutilité d'une force atomique française qui ne pourrait jamais atteindre le niveau de celle

tion de grande vulnérabilité nucléaire des Etats-Unis, les limites du conflit conventionnel seraient vraiment de quelques jours ou de quelques semaines.

des Américains et des Soviétiques, de Gaulle objecte l'énorme puissance de destruction qu'auront les moyens nucléaires français, si limités soient-ils.

Mais le fondement des bombes atomiques françaises est constitué par la puissance économique du Marché commun. C'est l'unité économique des Six, et en premier lieu la réconciliation et l'intégration économique franco-allemande, qui forme la base économique de la construction d'une force atomique indépendante en Europe. C'est pourquoi, dans la vision de de Gaulle, l'intégration économique européenne est étroitement liée au problème de la stratégie militaire; le Marché commun est l'embryon, non pas d'une zone de libre-échange qui regrouperait tout l'Occident, mais d'une confédération politique et militaire européenne.

On comprend par conséquent pourquoi le point de friction entre la politique de Kennedy, et celle de de Gaulle a été constitué par la rupture des négociations, sur l'initiative de la France, entre les Six et la Grande-Bretagne, au sujet de l'adhésion de cette dernière au Marché commun.

3. — La Grande-Bretagne et le Marché commun.

La Grande-Bretagne n'a jamais voulu se lier étroitement au continent dans la seconde après-guerre. La chose s'explique aisément. Elle n'a pas perdu la seconde guerre mondiale, comme l'Allemagne et l'Italie. Elle n'a pas vu son propre territoire envahi par l'ennemi, comme la France. Bien que profondément affaiblie par les bombardements aériens, la Grande-Bretagne sortait victorieuse de la seconde guerre mondiale, et sans avoir été touchée par cette profonde crise de l'Etat qui avait frappé et qui frappait encore, en même temps que l'Italie et l'Allemagne, la France. Pendant quelque temps encore les Britanniques eurent presque l'illusion de représenter, auprès de l'Union Soviétique et des Etats-Unis, une troisième puissance mondiale. En outre, à travers le Commonwealth, la Grande-Bretagne gardait encore la possibilité d'exercer une grande influence dans de nombreuses zones du monde et elle conservait des liens étroits et importants, sur le plan économique et politique, avec ses colonies et ex-colonies. Paradoxalement, cette position insulaire et cette prédominance sur les océans qui, pendant des siècles, avait permis aux Britanniques d'exercer la fonction d'aiguille de la balance dans l'équilibre européen des Etats, sans que leur territoire ait été jamais directement menacé, formait, tout en déclinant rapidement et en tendant à disparaître, un rideau fait autant d'illusions que de demi-réalités, qui empêchait la Grande-Bretagne de se ren-

dre pleinement compte de la nouvelle situation dans laquelle elle aurait dû se trouver depuis longtemps.

De la sorte, tandis que les six pays du continent européen devaient nécessairement passer par l'unité économique de fait et ses structures juridiques pour reconstruire et développer leur potentiel économique, la Grande-Bretagne ne participa ni à la C.E.C.A. ni à la C.E.E. Elle essaya au contraire par tous les moyens d'entraver le fonctionnement de la C.E.E. Elle se sentit en mesure de mener son économie toute seule, grâce aux liens étroits conservés avec le Commonwealth et avec l'Amérique, plutôt que de participer au processus d'intégration économique de l'Europe qui se développait sur le continent. En politique étrangère, si l'on devait bien vite s'apercevoir que les seuls protagonistes réels de l'équilibre mondial du pouvoir étaient l'Union Soviétique et les Etats-Unis, le gouvernement anglais continua cependant à cultiver l'illusion de pouvoir compter de façon importante dans l'équilibre mondial en se présentant comme une troisième force médiatrice. Il y eut une période au cours de laquelle ce fut presque un lieu commun, mais faux, d'accoupler la puissance nord-américaine avec les capacités britanniques dans les domaines de la négociation et de la diplomatie. Cependant la Grande-Bretagne, à un certain moment, dut abandonner jusqu'à l'idée de développer une force nucléaire indépendante, mais les rapports spéciaux d'amitié maintenus avec les Etats-Unis lui permirent de conserver, au moins verbalement, un « deterrent » indépendant avec leur aide généreuse.

Toutefois, peu à peu, la réalité devait montrer la situation britannique telle qu'elle est en fait. Le rythme du développement économique de la Grande-Bretagne se fit de plus en plus lent et essoufflé. Très vite se fit sentir un vaste malaise économique. Le problème du chômage s'aggravait de plus en plus. Les liens avec le Commonwealth n'étaient pas de nature à résoudre ce problème. Les Etats-Unis se trouvaient dans une longue phase de développement économique très ralenti. En même temps, par ailleurs, de l'autre côté de la Manche, l'économie des six pays du Marché commun se développait à un rythme remarquable, attirant les capitaux et les investissements américains qui, dans un premier temps, s'étaient portés de préférence sur le sol de l'Angleterre. Dans cette situation il devenait nécessaire de demander l'adhésion à la C.E.E. La chose fut d'emblée et, par la suite, toujours plus chaleureusement appuyée par les Etats-Unis qui la voyaient comme une façon d'entreprendre la réalisation de leur dessein de libre-échange atlantique et pour contrebalancer d'éventuelles tendances protectionnistes qui auraient pu se manifester dans la sphère des Six.

La Grande-Bretagne chercha donc à adhérer au Marché com-

mun. Mais de Gaulle, préoccupé — comme Adenauer — par la défense de l'Europe, considérait la C.E.E. comme la base économique d'une confédération politique et militaire qui aurait dû voir le jour. Il proposa aux membres du Marché commun la constitution d'une confédération politique avant que la Grande-Bretagne y entrât, mais l'Italie et le Bénélux répondirent en substance de façon négative. Dans ces conditions de Gaulle aurait pu accepter l'adhésion anglaise seulement au cas où la Grande-Bretagne aurait décidé de participer activement, avec ses connaissances et ses ressources, à la construction d'une défense nucléaire européenne indépendante. Que pensait à ce sujet le gouvernement britannique? Il se trouvait juste alors aux prises avec de sérieuses difficultés, du moment que les Etats-Unis avaient décidé d'abandonner le projet des Skybolt, qui devaient constituer le « deterrent » nucléaire anglais, et proposaient aux Britanniques une reconversion très coûteuse de la stratégie nucléaire anglaise, offrant les missiles Polaris qui, à la différence des Skybolt, nécessitaient des sous-marins atomiques comme base de lancement. Le « deterrent » nucléaire anglais était différé de six ou huit ans, requérait des dépenses très importantes et étant intégré à l'O.T.A.N. devenait de moins en moins indépendant. A Nassau, aux îles Bahamas, Macmillan accepta l'offre américaine: cela signifiait que l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun n'aurait été qu'une façon de revigorer l'économie britannique, sans que les Anglais acceptent de participer à ce qui — dans la pensée de de Gaulle — était étroitement lié au Marché commun: la défense nucléaire indépendante de l'Europe. Le résultat inévitable fut le veto que la France opposa à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun (5).

4. — Les deux politiques confédérales.

Partant de tout cela, on peut facilement voir combien est profondément fautive l'idée selon laquelle l'exclusion de la Grande-Bretagne de la C.E.E. représente un dangereux point d'arrêt dans le processus de l'intégration politique européenne. A la

(5) La Grande-Bretagne, qui n'a pas subi et qui ne subit pas la profonde crise de l'Etat et de la démocratie qui a caractérisé et qui caractérise encore les principaux pays du continent européen, n'a pas participé à l'intégration économique européenne, mais elle a, au contraire, suivi la ligne de moindre résistance tracée par sa vitalité relative persistante et par ses liens avec les pays du Commonwealth et avec les Etats-Unis. Ce n'est que lorsque le Marché commun s'est révélé efficace et solide qu'elle a tenté d'y entrer. C'est pour les mêmes raisons que la Grande-Bretagne n'a jamais participé et ne participera

clôture des négociations entre les Six et la Grande-Bretagne, le ministre italien Colombo exprima effectivement cette opinion, qui par la suite a été répétée d'innombrables fois et de toutes parts de façon totalement dépourvue d'esprit critique. On est allé jusqu'à comparer la fin des négociations de Bruxelles à la chute de la C.E.D. La vérité est bien différente. Les deux politiques qui se sont affrontées à Bruxelles sont en réalité deux politiques confédérales, c'est-à-dire ne tendant pas à l'unité effective de l'Europe; et des deux, la plus favorable à l'unité politique de l'Europe, même si c'est indirectement, est celle de de Gaulle. D'un côté l'entrée de la Grande-Bretagne dans la C.E.E. aurait représenté un élargissement de la confédération économique déjà existante; et dans le même temps la dilution du cadre des Six (où la crise de l'Etat national est très avancée) dans la perspective d'une zone de libre-échange atlantique sous le leadership nord-américain. D'un autre côté, l'exclusion de la Grande-Bretagne et le pacte franco-allemand qui s'ensuit représentent une tentative de construire une confédération politique et militaire en Europe continentale; et de ce fait la tentative de consolider le cadre des Six (et surtout de l'entente franco-allemande, qui est le cœur de ce cadre), sous le leadership des deux Etats les plus forts, la France et l'Allemagne.

Les deux politiques confédérales en question correspondent ponctuellement à ces modifications foncières dans la situation de l'Occident que nous avons analysées au début de cet article. A Bruxelles, en fait, se sont affrontées la politique de Kennedy et celle de de Gaulle: l'exigence américaine de maintenir le leadership de l'Occident et l'exigence française (et même si c'est de façon voilée, allemande) de constituer une force nucléaire indépendante pour défendre l'Europe. La partie n'est pas encore terminée, même si de Gaulle a gagné la première manche. En réalité les deux exigences qui sous-tendent les deux politiques qui se sont affrontées à Bruxelles sont relativement permanentes. D'une part l'Europe ne peut se défendre aujourd'hui sans l'aide américaine. D'autre part la défense atomique, désormais douteuse, de l'Eu-

pas, à la tentative de former l'unité politique de l'Europe. Très vraisemblablement elle ne jugera utile d'adhérer à l'unité politique de l'Europe que lorsque la Fédération européenne sera née sur le continent et se sera révélée efficiente et solide. En effet, même au cours des négociations en vue de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, toute la classe politique anglaise — tant la majorité conservatrice que l'opposition travailliste — n'a pas perdu une seule occasion d'affirmer que la Grande-Bretagne n'avait et n'a aucune intention de participer à quelque chose de plus qu'à une confédération entre Etats qui n'enlève rien à la souveraineté des Etats membres.

rope par l'Amérique, fait naître une force atomique indépendante en Europe. La permanence de ces deux données de fait permet de prévoir avec une raisonnable tranquillité que les deux politiques aujourd'hui présentes en Occident se résoudreont très probablement dans une formule de compromis. Kennedy devra, tôt ou tard, admettre une force atomique indépendante en Europe. De Gaulle devra, tôt ou tard, consentir à la formation d'une zone atlantique de libre-échange.

Quelle signification ont ces deux politiques pour la création d'une unité politique effective de l'Europe, c'est-à-dire pour la construction de la Fédération européenne? Sous cet angle, c'est-à-dire par rapport au problème fondamental de l'Europe, ces deux politiques sont structurellement inadéquates et fallacieuses. Même si celle de de Gaulle conserve le seul cadre politique dans lequel il est aujourd'hui possible de construire l'Europe (celui des Six), elles sont toutes les deux des politiques confédérales. Ce sont des politiques basées sur la convergence temporaire et provisoire des intérêts d'Etats indépendants et souverains. Ce sont des politiques qui, pour fonctionner, impliquent l'hégémonie politique et militaire — plus ou moins voilée — d'un Etat ou de plusieurs sur les autres. Ce sont des politiques profondément antidémocratiques, parce qu'elles assignent à des gouvernements et des ministères des affaires étrangères — européens ou non — ou à des organismes technocratiques les problèmes fondamentaux (de la défense, des rapports avec le reste du monde, de la politique économique) qui relèvent exclusivement de la compétence du peuple européen.

5. — La question de la démocratie et la solution fédérale.

La dernière observation du paragraphe précédent, le caractère antidémocratique des deux politiques confédérales qui se sont affrontées à Bruxelles, nous permet de faire justice d'un autre lieu commun des plus répandus dans l'opinion publique et dans la presse européenne, surtout celle des partis nationaux de gauche: que l'entrée de la Grande-Bretagne dans la C.E.E. aurait rendu celle-ci plus démocratique qu'elle n'est présentement. La chose est en vérité insoutenable. Toute confédération est par nature antidémocratique, si par démocratie on entend une large influence organisée du peuple sur la classe politique et sur le gouvernement. Comme nous l'avons observé, dans une situation confédérale, en Europe — et dans quelque confédération que ce soit — les questions fondamentales qui influencent de façon décisive le destin des Européens ne sont pas soumises à leur contrôle démocratique, mais sont débattues et décidées (le plus

souvent elles ne le sont pas) dans les ministères des Affaires étrangères et dans des organismes technocratiques qui n'ont aucune responsabilité politique à l'égard du peuple européen. C'est pour cette raison qu'on ne peut établir de discrimination entre confédération et confédération au moyen de leur qualification démocratique. La seule façon de construire une démocratie européenne est celle qui consiste à ne pas accepter les politiques confédérales et à fonder la Fédération européenne.

Arrivés à ce point, il nous semble entendre un chœur d'objections provenant de tous les partis démocratiques nationaux de gauche: mais n'est-il pas vrai, par hasard, que la France de de Gaulle, et aussi l'Allemagne d'Adenauer, sont plus autoritaires que la Grande-Bretagne? Oui, c'est vrai. Même si l'on ne tombe pas dans la vieille erreur, vraiment trop vieille, dans laquelle sont tombés encore une fois tant d'hommes de la gauche démocratique, identifiant la démocratie avec le parlementarisme; même si on a la ferme conviction (et combien de démocrates ne l'ont pas tout à fait!) qu'il n'existe pas une influence considérable de l'opinion publique et du vote populaire sur le gouvernement hors d'un cadre d'institutions gouvernementales stables avec un exécutif suffisamment fort; même quand on se rend compte du fait qu'en Europe continentale le parlementarisme a, d'un côté, trop affaibli l'exécutif pour pouvoir fonder des institutions démocratiques, et, d'autre part, que le renforcement de l'exécutif a toujours fini par enlever de l'autorité au parlement; même en tenant compte de tout cela, on ne peut pas nier que le régime gaulliste ait des caractéristiques antidémocratiques, et on ne peut pas non plus admettre que la démocratie allemande soit saine et vigoureuse.

Mais quel sens cela a-t-il? Le problème peut être divisé en deux: la question de la démocratie européenne et celle de la démocratie de chaque Etat national. Sous le premier angle de vision (la démocratie européenne) l'affirmation ci-dessus est valable. Qu'une confédération soit composée de tels ou tels Etats ne change pas le fait que toute confédération est, du fait de sa structure, antidémocratique.

Sous le second angle de vision (la démocratie de chaque Etat européen pris à part) l'expérience devrait nous avoir enseigné suffisamment que le cadre national n'admet pas le développement d'un Etat démocratique. Pendant un certain temps, les guerres entre les Etats favorisèrent la transformation des nations européennes du continent en organismes politiques toujours plus centralisés et parfois décidément autoritaires. Maintenant c'est la contradiction entre la vie économique, scientifique, technologique et même militaire, qui se développe au niveau européen, et les étroits cadres politiques nationaux qui produit

le même effet: les problèmes fondamentaux sont de dimension européenne alors que les pouvoirs politiques sont nationaux et deviennent de plus en plus antidémocratiques pour se maintenir. C'est pourquoi nous assistons aujourd'hui en Europe continentale à un processus de lente mais progressive dégénérescence de la démocratie, plus voyante dans les deux Etats les plus puissants: l'Allemagne et la France. La Grande-Bretagne n'en est qu'au début de cette évolution: ce n'est que maintenant que s'y manifestent les premiers signes de crise du système du bipartisme (6). Tout cela est vrai. Mais tout cela nous dit encore une fois que le problème de la démocratie n'est plus en Europe un problème relevant de chaque Etat pris à part, mais un problème qui n'a sa solution que dans des dimensions européennes. Le processus de dégénérescence de la démocratie ne s'arrête pas avec une certaine politique à l'intérieur d'un Etat national ni avec telle politique étrangère définie par un ou plusieurs Etats nationaux. Il ne s'arrête qu'avec l'édification de la démocratie fédérale européenne.

Pour conclure, donc, nous pouvons résumer la situation européenne pour les fédéralistes de la façon suivante. Les forces politiques normales, les gouvernements et les partis, présentent deux politiques confédérales opposées. Elles sont très probablement destinées à trouver un compromis, parce qu'elles sont fondées sur des données de fait relativement permanentes dans la situation de l'Occident. Elles ne résolvent pas le problème de l'unité politique de l'Europe, parce qu'elles ne peuvent pas dépasser le niveau confédéral. Pour la même raison, elles ne peuvent arrêter et retourner le processus de dégénérescence de la démocratie. C'est pourquoi les fédéralistes ne se mettent pas au service de l'hégémonie nord-américaine. Et qu'ils ne se mettent pas non plus au service de l'hégémonie franco-allemande. Ils maintiennent une opposition inflexible à ces deux politiques. Ils n'ont cure de se mettre à la remorque des forces politiques normales, qui ne peuvent pas dépasser le niveau confédéral, mais de construire une force populaire révolutionnaire qui déchaîne la lutte pour la Fédération européenne. Une force révolutionnaire qui constitue le « fédérateur ».

Le Fédéraliste

(6) Ce fait prouve encore une fois, si cela est nécessaire, que ce n'est que dans le cadre des Six que la crise de l'Etat et de la démocratie est si avancée qu'elle offre la possibilité d'édifier une fédération européenne; tandis que la Grande-Bretagne a encore la vitalité nécessaire pour continuer à vivre (même en subissant un processus de lent déclin et de dégénération) en tant qu'Etat relativement efficient et en tant que démocratie.

Nouvelle stratégie atlantique et défense de l'Europe

ANDREA CHITI - BATELLI

LES TERMES REELS DU PROBLEME...

Les derniers mois de 1962 ont été caractérisés par des discussions particulièrement intenses sur le problème de l'alliance atlantique, de la défense de l'Europe occidentale et de son armement. Après l'affaire cubaine, cela a été tour à tour la réunion de l'Assemblée des parlementaires des pays du pacte de l'Atlantique, celle de l'Assemblée de l'U.E.O., celle du Conseil de l'O.T.A.N., et finalement la rencontre Kennedy-MacMillan aux Bahamas.

Les termes du problème sont connus. La possession de forces nucléaires toujours plus puissantes de la part de l'Union Soviétique — c'est-à-dire la fin du monopole des Etats-Unis dans ce domaine — a amené la stratégie atomique américaine à un *agonizing reappraisal* (révision déchirante) (1).

A l'époque de Dulles étaient au premier plan les forces nucléaires (*l'épée*) qui auraient dû fournir une réponse massive et totale à toute tentative d'agression, même limitée, du bloc oriental, par rapport auquel l'armement conventionnel aurait dû constituer le premier rempart (*le bouclier*).

Les risques d'un conflit atomique bilatéral, et la signification qu'un tel conflit aurait eue pour la population, pour les villes et pour l'économie américaine ont complètement renversé cette conception: bien loin de faire recours immédiatement aux réponses nucléaires, il faut multiplier les gradins de l'*escalation* (réponses avec des armes conventionnelles, avec armes nucléaires

(1) Les termes de cette révision sont exprimés clairement dans un rapport de la Commission des Affaires étrangères du Sénat des Etats-Unis sur les *Problèmes objectifs de l'Alliance atlantique* (« La documentazione italiana », 2 décembre 1962), et particulièrement dans l'article de H.A. Kissinger, *The unsolved problems of european defense*, « Foreign Affairs », juillet 1962. Sont aussi remarquables, toujours dans « Foreign Affairs », les articles de A. Wohlstetter (avril 1961) et de A. Buchanan (janvier 1962).

tactiques, avec armes nucléaires stratégiques); et les forces conventionnelles doivent pourtant être réévaluées et rétablies dans leur fonction d'*épée*, tandis que les missiles à ogive nucléaire devraient désormais constituer seulement le *bouclier*, le dernier recours dans des cas désespérés, après avoir laissé aux Soviétiques une marge de réflexion adéquate...

Cela a fatalement engendré en Europe le doute que les Etats-Unis — fermement décidés à courir le risque atomique quand leurs propres intérêts vitaux sont en jeu (voir leur attitude énergique et décidée dans la question des missiles à Cuba) — le soient beaucoup moins — et toujours moins au fur et à mesure que les Soviétiques comblent toujours plus leur infériorité — quand sont en jeu les intérêts vitaux des pays européens (voir leur attitude faible et complètement passive vis-à-vis de l'écrasement de la révolution hongroise, à une époque — 1956 — à laquelle pourtant leur supériorité nucléaire était beaucoup plus grande qu'aujourd'hui (2); ou, plus récemment, vis-à-vis du mur de Berlin — août 1961 —) ce qui d'ailleurs est tout à fait conforme à la logique rigoureuse de la raison d'Etat, à laquelle on ne comprend pas pourquoi les seuls Etats-Unis devraient pouvoir se soustraire.

D'autre part le contraste entre la nouvelle prospérité économique de l'Europe et la persistance de sa profonde faiblesse militaire a fait sentir de nouveau et d'une manière très vive, comme un fait anormal et humiliant, ce qui paraissait devenir peu à peu quelque chose de tacitement toléré comme « naturel»: l'Alliance atlantique constitue un *foedus iniquum*, où la responsabilité véritable réside dans les mains des Américains, les seuls qui disposent d'un *deterrent* digne de ce nom, et qui aient les moyens de le produire et de l'utiliser.

Si les Etats européens ont considérablement diminué leur

(2) Cet événement — à notre avis absolument décisif, et peut-être le plus important de toute la période de l'après-guerre — a été fatal aux Américains: car il a signifié non seulement la faillite définitive de la politique de *roll-back*, et une faillite particulièrement déshonorante (on laissa massacrer ceux qu'on avait encouragés, et vis-à-vis desquels on avait donc des responsabilités précises); mais aussi un affaiblissement très grave de la position morale de l'Occident et de l'Europe elle-même et une consolidation définitive du bloc oriental (à l'intérieur duquel tous les espoirs des populations de pouvoir se libérer de l'oppression soviétique se sont évanouis, pour se transformer, tout au plus, en un espoir de « déstalinisation », à l'intérieur et dans le cadre de ce bloc et de son système), et en même temps une désagrégation progressive de la confiance de l'Europe occidentale elle-même dans l'efficacité du parapluie atomique américain, c'est-à-dire dans la volonté effective des Etats-Unis d'en faire usage — ou même seulement de menacer d'en faire usage — en cas de nécessité.

caractère de satellites au point de vue économique, grâce à l'expansion que leur production a connue dans les dernières années, leur position militaire reste celle d'Etats vassaux, dans la mesure où ils sont dépourvus d'un armement atomique.

Bien sûr, on n'entend pas contester avec cela la thèse — à notre avis certainement vraie — de ceux qui rappellent aux Européens le caractère prioritaire et irremplaçable des armements classiques. Se bercer dans le rêve d'une puissance atomique sans penser aussi (et même surtout) à l'armement conventionnel signifierait créer encore une fois une mentalité de « ligne Maginot », encore plus dangereuse aujourd'hui qu'elle ne l'a été dans les années 30.

Car en réalité, lorsque, en l'absence d'un armement conventionnel solide, le choix est entre céder ou provoquer un conflit atomique, l'expérience prouve que l'on a la tendance à céder, toujours céder: jusqu'à ce que, se trouvant finalement devant le choix d'une dernière démission, qui signifierait la défaite totale et définitive d'une part, et la catastrophe atomique de l'autre, on finit par choisir celle-ci.

La possession, de la part d'une grande puissance, de *seules* forces nucléaires — expliquent les défenseurs de cette thèse — est, pour paradoxal que cela puisse paraître, un élément de grave faiblesse par rapport à une autre grande puissance qui posséderait *aussi* un armement conventionnel adéquat: car celle-ci aurait alors la possibilité de résoudre favorablement toute une série de questions secondaires, pour lesquelles il est raisonnable d'espérer que l'adversaire ne fera pas recours à l'*extrema ratio* (mais la seule dont il dispose) du déclenchement d'une guerre thermonucléaire. Et avec le temps une telle série de succès particuliers pourrait mener à l'hégémonie mondiale définitive. Dans l'époque nucléaire — telle est leur conclusion, aussi paradoxale — *there is no substitute* à un armement conventionnel. Ou encore: « La véritable objection contre une politique O.T.A.N. fondée sur le seul usage des armes nucléaires n'est pas qu'elle serait provocante — bien qu'elle le soit effectivement — mais qu'elle serait fatalement faible: il lui manquerait la condition indispensable — le véritable *deterrent* — de la crédibilité » (3).

(3) Un exemple intéressant — explique ultérieurement l'un d'entre eux, et parmi les plus influents (bien qu'il ne se soit converti qu'assez récemment à cette thèse) — a été l'écrasement de la révolution hongroise par les tanks soviétiques. Si l'U.R.S.S. n'avait disposé que d'un armement nucléaire, problament n'aurait-elle pas bougé, et la Hongrie aurait été perdue pour elle (et un raisonnement analogue peut être fait, aujourd'hui, à propos de la victoire américaine à Cuba). Par analogie, si l'O.T.A.N. ne disposait pas de forces conventionnelles adéqua-

La conclusion presque naturelle est que l'Alliance atlantique doit accroître la « sélectivité » (ou, comme on le dit aussi, la « flexibilité ») de ses possibles « réponses », multipliant, comme nous le disions tout à l'heure, les degrés de l'*escalation*, et rendant très prudent le passage de l'une à l'autre (le soi-disant « caractère contrôlé » de la « réponse »: contrôle qu'il faudra obtenir, entre autres, à travers une centralisation des armes nucléaires tactiques, soustraites à l'arbitraire de chaque unité de combat); et que l'Europe doit se limiter au seul armement conventionnel (l'épée), laissant le soin du bouclier, du parapluie protecteur atomique — l'*ultima ratio* — à l'Amérique (4).

Avec tout cela pourtant, on ne sort pas du cadre d'un satellitisme intelligent. Il ne faut pas oublier non plus, en effet, que:

a) l'une des raisons du manque de volonté des Etats européens de bâtir une force conventionnelle adéquate — ce que les Américains leur reprochent souvent — réside dans le fait qu'ils savent qu'en tout cas la décision définitive, dans l'emploi

tes, n'importe quelle attaque orientale, p.ex. sur Berlin, mettrait l'Occident devant le choix entre la capitulation ou le déclenchement du SAC (*Strategic Air Command*). Qui peut dire quelle serait la décision? Qui peut dire si le Président américain accepterait les conséquences épouvantables d'un tel acte, y compris le risque de destruction de dizaines de villes américaines et de dizaines de millions de citoyens américains, pour une raison moins grave qu'une invasion générale de l'Europe occidentale? Même le recours aux seules armes nucléaires tactiques, d'ailleurs, impliquerait des risques également graves de faiblesse et d'absence de pratique, parce que leur usage (qui deviendrait bientôt réciproque) aurait en fait comme conséquence le sacrifice des habitants du pays en question, pour lesquels l'acceptation passive de l'occupation russe serait par conséquent de loin préférable à une résistance dans ces conditions. Un argument en plus, selon ce même auteur, pour une organisation de la défense aussi sur des bases conventionnelles. (Je fais allusion à Lord Strachey, ancien Ministre de la Défense du Gouvernement travailliste, dans son article *Una nuova strategia per la difesa dell'Europa*, « Tempo Presente », juillet 1962. Cette stratégie est surtout nouvelle pour Strachey lui-même, qui, jusqu'à il y a quelques années, défendait la stratégie exactement opposée, de la nécessité d'un armement britannique aussi nucléaire: voir son essai sur les problèmes de la défense dans l'ouvrage de plusieurs auteurs *Fabian International Essays*, edited by T.E.M. McKitterlic and N. Younger, London, The Hogart Press, 1957).

(4) Cf., sur ce thème, M. Cesarini, *L'opzione convenzionale*, « Il Mondo », 25 décembre 1962; A. Spinelli, *Patto atlantico o unità europea*, « Il Mulino », septembre 1962, (de « Foreign Affairs » de juillet); du même, *L'Europa tra armamento atomico e armamento convenzionale*, « Il Mulino », novembre-décembre 1962; *Schild und Schwert*, « Neue Zürcher Zeitung », 23 décembre 1962; *Kennedys Strategie und Europa*, ibid., 6 janvier 1963; la même thèse est défendue par l'« Economist » (voir par exemple l'article du 8 décembre *Splitting Nato's Atoms*), par l'« Observer », par « Le Monde » (voir par exemple l'article de A. Clément, des 23-24 décembre), par le « New Statesman and Nation », etc.

de l'arme atomique — donc, comme nous l'avons déjà dit, la véritable responsabilité de la défense de l'Europe — reste dans les mains des Etats-Unis et dans leur volonté d'y faire réellement recours;

b) c'est justement pour cela que les Etats européens qui en ont la possibilité (aujourd'hui la Grande-Bretagne ou la France, demain l'Allemagne, et ainsi de suite) sont poussés au contraire, et même contre la logique et le bon sens, à rechercher des solutions « nationales » européennes de l'armement atomique. Comme le fait remarquer le rapport présenté sur cet argument à l'Assemblée de l'U.E.O. par le néerlandais M. Duynstee, la possession de forces nucléaires très limitées, qui ne permettraient pas au pays qui en disposerait de relever à lui seul un défi éventuel du bloc soviétique — et encore moins d'être en mesure de donner une réponse de *second strike* — suffirait toutefois à « faire basculer de son côté tout le poids des armes américaines, si jamais l'intérêt national l'exigeait ». Plus généralement, cet armement constitue en quelque sorte « comme une assurance contre tout changement à long terme de la politique américaine », modification dont nous avons vu plus haut le danger réel (5).

Il n'y a pas de réponse nationale valable à cette difficulté, bien que la Grande-Bretagne et la France se soient mises décidément sur cette voie.

Tout d'abord, une force de frappe est, dans l'état actuel des choses, de par sa nature même, irréalisable au niveau national. La conclusion de l'affaire *Skybolt* et la crise de l'armement nucléaire britannique donnent raison au Secrétaire à la Défense américain McNamara qui a défini l'armement nucléaire de ce pays « dangereux, coûteux, désuet et inefficace »; jugement qui vaut aussi, bien entendu, pour l'armement nucléaire français.

Pour comprendre l'absurdité d'une force atomique nationale, il suffit de penser que la plus grande partie des dépenses consacrées à une force nucléaire va, si celle-ci doit être réellement efficace, à la mise au point et à la fabrication de « moyens d'a-

(5) « Dans ces conditions — précise Duynstee — il serait, par exemple, extrêmement difficile pour la Russie de savoir qui est le propriétaire d'un armement nucléaire employé contre elle ». En d'autres termes, ajoute, dans ce même ordre d'idées, « L'Express » du 3 janvier 1963, « si une bombe anglaise tombait sur le territoire soviétique, elle provoquerait une contre-attaque de l'U.R.S.S. contre tous les pays de l'O.T.A.N., y compris les Etats-Unis ». Voilà pourquoi même un armement atomique militairement inadéquat peut être toutefois politiquement suffisant à impliquer les Etats-Unis dans un conflit (à travers une guerre « catalytique »), et par conséquent à exercer sur eux une pression autrement inconcevable.

cheminement » (avions et *engins*) toujours plus complexes. Les Etats-Unis consacrent actuellement 15 milliards de dollars par an aux seuls systèmes d'armes nucléaires, alors que l'ensemble des budgets annuels de défense des sept pays membres de l'U.E.O. (les Six plus la Grande-Bretagne) ne s'élève qu'à 14 milliards de dollars. Et il faut encore ajouter qu'un système d'armement nucléaire ne comprend pas seulement la construction d'ogives nucléaires et de moyens d'acheminement, mais aussi la construction d'un équipement onéreux et complexe destiné à la reconnaissance (pour identifier les objectifs de l'adversaire), à la prédétection de l'attaque ennemie (jusqu'à l'usage de satellites artificiels spéciaux) et à la défense et à la protection de la force nucléaire elle-même (sous-marins nucléaires, bases de lancement en cavernes spéciales): équipement qui peut être aussi onéreux que les principaux éléments de la force nucléaire elle-même.

Les dépenses de recherche elles-mêmes, d'ailleurs, atteignent des niveaux exceptionnellement élevés. Que l'on pense par exemple que le coût de l'usine de séparation isotopique française, qui doit être construite à Pierrelatte, n'est pas inférieur à 800 millions de dollars; et que son installation serait superflue — dans le cadre d'une organisation européenne de la défense — étant donné que l'usine correspondante de Capenhurst, qui fonctionne depuis 1954, ne travaille pas actuellement à plein rendement (ce qui implique d'autres gaspillages du côté britannique).

Puisque d'autre part les dépenses pour des recherches de ce genre — par exemple sur les moyens d'acheminement — ne peuvent être réduites et ramenées à des limites abordables pour nos Etats nationaux, sans compromettre tout le résultat de l'opération, il s'ensuit que des sommes relativement moins élevées, mais toujours énormes, risquent de ne donner aucun résultat positif et d'apparaître, finalement, comme jetées par la fenêtre.

L'exemple britannique, auquel nous avons déjà fait allusion, explique cet état de choses d'une façon presque paradigmatique. De 1957 à ce jour la Grande-Bretagne a dépensé, d'abord pour la fusée *Blue Strike*, ensuite pour le *Skybolt* (6) — les études ont été commencées en Grande-Bretagne — et pour équiper son propre armement dans ce sens, quelque chose comme 2000 milliards d'an-

(6) Il est bien connu que le nom *Skybolt* désigne une fusée nucléaire air-terre d'une portée de 1.600 km. destinée à être lancée par les bombardiers stratégiques américains « B-52 » ou par les *Vulcans* britanniques. Cette fusée, essentielle pour prolonger de quelques années l'efficacité du *détterrent* nucléaire britannique, ne sera plus produite. MacMillan a accepté en échange, aux Bahamas, les *Polaris*.

ciens francs français: et s'est retrouvée les mains vides. Si elle veut les *Polaris*, elle devra repartir à zéro et dépenser sinon autant, certainement presque autant (un *Polaris* coûte un million de dollars; un sous-marin équipé pour le lancer 200 milliards d'anciens francs français). De plus, la Grande-Bretagne devra construire elle-même les ogives nucléaires que l'Amérique ne cédera pas. Et tout cela encore dans le doute, d'une part, que le Congrès américain refuse finalement ce que le Président des Etats-Unis a promis; et dans la certitude, d'autre part, que l'indépendance atomique nationale sera ainsi terminée (que signifie donc la possibilité de faire usage, exceptionnellement, d'une arme même en dehors de l'O.T.A.N., si ses propres intérêts vitaux sont en jeu, lorsque l'appréciation en dernier ressort de ces intérêts, et la décision s'y rapportant, restera toujours, de fait, entre les mains de l'allié le plus fort? Cela signifie — comme l'a observé un *columnist* italien, Augusto Guerriero, à propos du projet d'« armement nucléaire multilatéral O.T.A.N. » dont nous parlerons par la suite — avoir le doigt sur la détente, mais avec les Américains qui ont le doigt sur le cran de sûreté) (7).

Le cas britannique montre ainsi d'une façon exemplaire quel est le sort réservé à l'effort atomique national, même en ce qui concerne les autres Etats européens — et en particulier la France —: se donner, au prix d'énormes sacrifices, un armement nucléaire dépassé avant de naître et inutilisable par manque de moyens d'acheminement adéquats (même les « Mirage IV » supersoniques français seront bientôt trop vulnérables pour être réellement utiles), pour être finalement obligés de l'abandonner sans gloire après quelque temps (l'année critique de la France viendra autour de 1964: qui a choisi le nom « Mirage » — a-t-on dit — a fait de l'ironie involontaire); ou bien pousser les dépenses militaires au-delà de toute limite tolérable pour un régime libre (8).

D'autre part, un développement de l'armement atomique sur base nationale serait à juger de façon négative même indépendamment de ces considérations: d'une part, parce qu'il constitue surtout en France, le catalyseur du *trend* réactionnaire et immobiliste, à l'intérieur comme dans les rapports internationaux, qui

(7) « Epoca », 27 janvier; cf. K.S. Karol, *Le calvaire anglais*, « L'Express », 3 janvier 1963. L'acceptation, de la part des Britanniques, de cet état de choses, de ce « déclassé nucléaire » — qui isole la politique militaire française, tout orientée vers la « force de frappe » nationale — constitue probablement la raison foncière du raidissement du général de Gaulle contre l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun.

(8) L'impasse de la thèse « outrancière » et nationaliste risque ainsi de donner crédit à l'antithèse, non moins décevante, de l'« unilatéralisme neutraliste », voir p. 306).

caractérise les politiques des droites européennes, et particulièrement françaises et allemandes; de l'autre parce qu'il favorise la prolifération des armes atomiques, ce qui augmente objectivement les risques de guerre et le chaos dans le monde.

Certes, on ne peut pas ne pas observer à ce propos que le monopole des grandes puissances crée pour elles une position de privilège qui ne se justifie pas moralement. Et il est certain, d'autre part, que la tendance à la prolifération ne pourra pas, finalement, être arrêtée, dans l'organisation actuelle du monde, puisque, comme d'autres l'ont observé, le jour viendra assez tôt où l'on pourra construire des bombes atomiques aussi facilement et aussi bon marché que des *Volkswagen* (ce qui pourtant ne peut pas être répété, pour le moment au moins, pour les fusées). Mais si ces deux arguments démontrent la nécessité d'une Fédération mondiale, ils ne disent rien, en revanche, contre l'opportunité d'une limitation, autant que possible, du « Club atomique », tant que cette Fédération ne sera pas devenue une réalité.

L'Europe se trouve donc acculée à un dilemme, qui apparaît désormais en des termes de plus en plus clairs:

a) ou accomplir un effort d'armement atomique national, à la fois insuffisant, inutile et dangereux. C'est la solution « gaulleliste », dont nous avons déjà démontré les dangers et l'absurdité;

b) ou accepter sans réserves et une fois pour toutes, au point de vue militaire, une position de satellitisme, vis-à-vis de l'Amérique, analogue à celle qu'ont, vis-à-vis de la Russie, les pays de l'Europe orientale. C'est la solution que proposent ceux qui voudraient limiter l'armement de l'Europe au seul armement classique. Et c'est une solution à la fois anachronique (car un armement nucléaire européen existe déjà, en France et en Grande-Bretagne) et, surtout, peu réaliste (car — nous l'avons déjà fait remarquer — c'est justement l'absence d'autonomie nucléaire qui enlève à nos Etats, et au fond avec raison, tout sens de la responsabilité de leur défense et donc toute volonté réelle de se donner un armement classique adéquat); en outre, elle enlève à nos citoyens cette confiance dans leur capacité de résister à n'importe quelle attaque, qui est la prémisse psychologique indispensable à se vouloir défendre réellement, ne fût-ce que par des moyens « conventionnels », et pour affronter les sacrifices et les risques que cela comporte.

Il est particulièrement important d'observer à ce propos (9), qu'une guerre « conventionnelle », dans un territoire aussi

(9) Comme l'a fait récemment A. Weinstein dans la revue allemande « Wehrkunde », spécialisée dans les problèmes de la défense.

intensément industrialisé et peuplé que celui de l'Europe (10) — et en particulier celui de l'Allemagne, plus directement et immédiatement exposé — aurait pratiquement des effets destructifs tels (étant donné la puissance et la quantité exceptionnelle des armes modernes, même dans ce domaine) qu'elle impliquerait le sacrifice pratique, au point de vue à la fois industriel et humain, du pays qui accepterait de la mener sur son propre territoire: une perspective qui n'est certainement pas encourageante pour ceux qui sont directement intéressés à la question — c'est à dire les Allemands, et avec eux tous les Européens occidentaux (11).

En conclusion, la thèse de l'armement conventionnel de l'Europe — même si abstraitement séduisante, et sans doute conforme aux intérêts américains — ne tient pas, parce qu'elle est dépourvue, pour les raisons que nous venons d'indiquer, d'une base psychologique, et par conséquent politique; et, si elle est pensée avec cohérence et portée à ses dernières conséquences, elle aboutit naturellement au « neutralisme » (12) et à l'« unilatéralisme » (13).

(10) La densité de la population par km² est de 10 hab. en U.R.S.S., de 19 aux Etats-Unis, de 145 dans la Communauté européenne.

(11) A l'appui d'une telle conception, le point de vue de Lord Strachey devrait être retourné: seul un armement en majeure partie et même exclusivement nucléaire, et dans des mains européennes — affirme cette thèse allemande (qui est finalement celle de Strauss et de son entourage) — aurait une propre « crédibilité » réelle, car il démontrerait aux Russes que les Européens sont réellement décidés, vis-à-vis d'une attaque soviétique, à courir le terrible risque atomique, et par conséquent serait capable de prévenir même des guerres conventionnelles. Autre exemple, pour nous, et particulièrement significatif, des contradictions inévitables dans lesquelles tombent les différentes positions « nationales », souvent opposées entre elles, mais toutes également insatisfaisantes (Weinstein et ceux qui raisonnent comme lui pensent naturellement à un armement atomique des Etats européens — y compris l'Allemagne — et non de l'Europe). Cf., pour une explication ultérieure de la thèse « outrancière » sur un plan plus modéré, les articles de R. Aron et de A. François-Poncet dans le « Figaro » des 26 et 31 décembre 1962 et du 2 janvier 1963, ou ceux de A. Guerriero dans le « Corriere della Sera » (p. ex. du 12 janvier); et, dans un ton plus violent et décidément « gaulliste », celui du général Gallois dans « Candide » (du 3 janvier 1963) ou, dans le même hebdomadaire, de J.L. Guillard (dans le numéro du 17 janvier), et, en général, ceux que « La Nation » consacre à ces arguments.

(12) R. Lombardi, dans « Mondo Operaio », juillet-août 1962.

(13) Sont à voir à ce propos, en plus des ouvrages, assez connus en Italie, de A. Capitini (par exemple *La non violenza*, Milano, Edizioni di Comunità), les revues spécifiquement « unilatéralistes », comme « Peace News » et « Sanity », et surtout L. Mumford, *L'etica dello sterminio* (que je connais dans le texte italien, « Il Ponte », avril 1961), les ouvrages de B. Russell et surtout de Ph. Noel Baker, et, du point de vue spécifiquement communiste, G. Bernal, *Mondo senza guerra*, (que je connais aussi dans la traduction italienne: Roma, Editori Riuniti).

C'est celle-là, donc, l'autre proposition du dilemme, la véritable et sérieuse: la thèse du désarmement total et unilatéral de tous les pays de l'Europe occidentale: thèse qui a une cohérence indéniable, si elle est conçue comme une réduction de tous les Européens à *geschichtspensionierte Völker*, des peuples en marge de l'histoire; mais qui cependant ne résiste pas, elle non plus, à une critique politique de fond. D'une part l'Europe, principal enjeu dans les conflits entre les deux blocs, ne peut pas se séquestrer de l'histoire — comme, dans une époque passée, a pu le faire, par exemple, renonçant au rôle de « grande puissance » joué jusqu'alors, la Suède (14) — mais doit au contraire devenir l'élément déterminant de la rupture de l'équilibre russo-américain, qui ouvrira le chemin de la Fédération mondiale, et plus généralement s'engager activement à orienter le progrès du monde, et en particulier du monde sous-développé, vers une organisation fédérale et démocratique. D'autre part, même si elle pouvait faire ce *gran rifiuto*, l'idée que celui-ci pourrait être utile à réduire la tension internationale et la possibilité de guerre ne peut qu'être le fruit d'une conception *dilettantesca* et peu scientifique des rapports entre Etats et de la cause des conflits internationaux: car il est évident que ce ne sont pas les armements qui déterminent la possibilité de guerre, mais c'est la possibilité de guerre elle-même — conséquence à son tour de l'anarchie internationale — qui pousse fatalement aux armements, et dans un certain sens les rend nécessaires (15).

En tout cas la thèse « unilatéraliste », entendue dans le sens que nous venons de préciser, reste l'alternative plus sérieuse — la seule — à l'idée fédérale: la forme la plus cohérente de cette partie de la pensée démocratique qui est incapable de dépasser la perspective nationale, et qui est alors justement préoccupée de ne pas donner à nos démocraties — trop faibles, à l'échelle nationale, pour les supporter — des tâches militaires et diplomatiques qui finiraient par mettre toujours plus au premier plan les forces militaristes, immobilistes et réactionnaires (16).

Mais justement parce qu'elle ne sait pas dépasser les frontières et la perspective nationale, même une telle solution — qui n'est pas dépourvue, répétons-le, d'une cohérence interne indéniable — apparaît comme dangereuse et utopiste. D'une part,

(14) Cette impossibilité a été efficacement démontrée par A. Philip, *Socialisme, neutralisme, pacifisme*, « Preuves », octobre 1962 (thèse IV, 1).

(15) Cf. *Bertrand Russell et le problème de la paix*, « Le Fédéraliste », juillet 1962.

(16) Dans ce sens G. Rendi dans « *Sinistra Radicale* », mars et octobre 1962.

si elle se réalisait, elle modifierait d'une façon peut-être décisive l'équilibre — politique et psychologique, même avant que militaire — à l'avantage d'un des deux blocs. D'autre part, elle n'a, justement pour cela, aucune possibilité de se réaliser, car, si l'alternative « démocratique » est celle-ci, alors les forces conservatrices n'auront pas de difficultés à la reléguer dans une éternelle position de minorité, en faisant valoir contre elle ses indéniables caractères « défaitistes » et ouvertement philoso- viétiques.

Il est évident quelle serait la seule solution valable du problème. L'Europe fédérée transformerait, dès le début et par le fait même d'exister, l'O.T.A.N. en une alliance entre égaux — et la rendrait, à plus long terme, superflue; elle romprait, même du point de vue atomique, l'équilibre russo-américain actuel, parce qu'elle aurait la force — et la volonté — non seulement de mettre sur pied les trente divisions « conventionnelles » efficaces que les stratèges de l'O.T.A.N. jugent, à raison, indispensables, mais aussi de poursuivre, si nécessaire, l'effort d'armement nucléaire indépendant, qui s'est révélé irréalisable ou trop onéreux pour l'Angleterre et pour la France, sans que toutefois l'entrée dans le « Club atomique » mondial d'une troisième puissance, ayant, comme les deux autres, des dimensions continentales, signifie l'acceptation d'une prolifération indiscriminée des armements nucléaires (17).

D'autre part, l'Europe fédérée — et cet argument nous paraît d'une importance décisive — pourrait toujours négocier, comme il serait particulièrement opportun, une renonciation à son armement atomique (pratiquement déjà existant au moment où elle naîtra, si la France et la Grande-Bretagne en font partie) en échange de contreparties adéquates, qui restent à définir: et que j'ai essayé de préciser ailleurs (18) dans la « libéralisation » de l'Europe orientale, unie elle aussi dans une Fédération, assortie d'une démilitarisation d'une zone centrale de

(17) C'est la proposition formulée — mais non acceptée — par R. Stephens dans l'« Observer » (16 décembre). Et c'est la conviction qui paraît se manifester désormais peu à peu, même parmi les thèses naguère rigoureusement neutralistes et unilatéralistes de « France Observateur », sur la base de l'observation que « la politique de Kennedy de règlement direct avec Krouchtchev passe à travers la vassalisation de l'Europe occidentale et par le monopole nucléaire » (C. H., *Où en est la bombe atomique française?* dans le numéro du 3 janvier; cf. aussi A. Laurens, *La « capitulation » de MacMillan*, dans le numéro du 27 décembre).

(18) Dans les différentes parties de mon *Pour un renouvellement de l'action fédéraliste* et dans *Contro la distensione* (extrait de « I quaderni della crisi », août 1961).

notre continent, comprenant entre autres les deux Allemagnes, et d'une élimination des bases américaines et soviétiques de l'Europe occidentale et orientale (*).

Ainsi conçue, l'idée d'un *deterrent* nucléaire européen sur des bases fédérales — à employer, si possible, comme monnaie d'échange pour mettre à l'épreuve la bonne volonté soviétique et arriver avec elle à un compromis européen raisonnable, basé sur une détente militaire à l'Occident, compensée par une détente politique à l'Orient — dépasse les objections qui ont été soulevées contre elle, et parfois avec des arguments de poids (19).

...ET LES FAUSSES SOLUTIONS DE L'EUROPEISME

Le problème, et l'alternative dont nous parlions, est posé pour l'Europe avec une telle clarté, qu'il est difficile de croire que seuls les fédéralistes soient en mesure de le comprendre. Il est beaucoup plus logique de penser que cette conjuration du silence sur le préalable fédéral de la part des détenteurs du pouvoir national, n'est pas fruit d'ignorance ou d'incapacité à comprendre, mais suggérée par l'instinct de conservation mesquin qui préside à toutes leurs activités.

C'est donc dans cette perspective — et tenant compte de cet élément de plus ou moins consciente mauvaise foi — qu'il faut considérer les pseudo-solutions que nos « européistes » et nos « démocrates » nationaux suggèrent avec une fantaisie inépuisable, essayant de trouver la méthode pour faire l'omelette sans casser les oeufs.

Nous avons déjà rappelé le contraste entre la position amé-

(*) Nous ne partageons pas, sur ce point, l'opinion de notre collaborateur. Il serait plus réaliste, et plus utile, de ne renoncer à l'armement atomique qu'en échange de la destruction des stocks américain et russe, et d'un traité général destiné à empêcher la dissémination des armes nucléaires (*Note de la rédaction*).

(19) En particulier à la Conférence des Parlementaires de l'O.T.A.N. du 15 novembre dernier, par le travailliste Mr. Wilson — devenu entre-temps leader de l'opposition — d'après lequel un *deterrent* continental pourrait distraire les Etats européens d'objectifs économiques plus importants, n'ajouterait rien à la défense occidentale, aurait une signification inutilement provocatrice vis-à-vis de l'U.R.S.S. (avec les conséquences de raidissement, même pour les régimes satellites internes, qu'il est facile d'imaginer) et marquerait le début de la dissémination ou prolifération appréhendées. Objections, celles-ci, pleinement valables même, à notre avis, contre un *deterrent* de chacun des Etats nationaux européens; mais pas contre un *deterrent* « fédéral ».

ricaine, contraire à une prolifération des armements nucléaires et favorable à un accord avec l'U.R.S.S. qui permette aux deux grandes puissances de consolider et de perpétuer leur monopole atomique et de garder dans la plus grande mesure possible l'hégémonie sur la partie du monde qui échoit à leur contrôle; et celle de de Gaulle qui, soucieux de la « grandeur » française, entend développer à tout prix une force de frappe nationale. Nous avons vu que ces deux alternatives sont également décevantes, et qu'entre elles *tertium non datur*, si ce n'est la perspective humiliante et suicide de la démission unilatérale. Eh bien, la tâche de nos européens, de nos démocrates nationaux sera justement de rechercher la quadrature du cercle, de trouver un pseudo-compromis entre les positions américaines et celle de de Gaulle, qui finira par cumuler les défauts des unes et de l'autre.

Hier on cherchait à escamoter le problème du dépassement des souverainetés étatiques par l'hybride « formule supranationale » qui s'est avérée, comme les fédéralistes l'avaient bien prévu (20), une sorte de « masque confédéral » qui canalise les poussées de l'« européisme diffus » vers une voie de garage et permet à nos Etats, à travers un certain degré de fusion de leurs économies, de garder ce qu'il leur reste de souveraineté politique. Aujourd'hui, dans les milieux « européens » bien, la mode — on l'a vu clairement à l'Assemblée de l'U.E.O. (21) — tend à proposer la création d'une non mieux définie « force nucléaire atlantique », c'est-à-dire (lisons la résolution approuvée par l'Assemblée) à affirmer la nécessité « d'intégrer les forces nucléaires indépendantes de l'Alliance (c'est-à-dire française et anglaise) dans une seule force multilatérale »; et donc la nécessité de créer « un exécutif efficace centralisé, représentatif de l'Alliance dans son ensemble » (on envisage un exécutif à trois, composé par les Etats-Unis, un représentant des Six — naturellement la France — et un représentant des autres — évidemment la Grande-Bretagne), et « seul habilité à décider du déploiement et des utilisations des armes nucléaires sur le territoire couvert par l'alliance ».

(20) Je renvoie à mon article *La fine di un feticcio: « Il sovranazionale, « Il Federalista », septembre 1959.*

(21) Je me réfère surtout au rapport de M. Duynstee (document 251) déjà cité, assez remarquable dans son genre, et au vote largement favorable que ses propositions ont obtenu. Dans la discussion au sein de l'Assemblée, au contraire, les critiques n'ont pas manqué, tant au point de vue que nous pouvons définir, par brièveté, « gaulliste » (MM. Couve de Murville, Thorneycroft), qu'au point de vue « américain » et « conventionnel » (MM. Goedhardt et Patijn, néerlandais; Sir Otho Prior Palmer, britannique).

Sous le contrôle de cet « exécutif » devrait être assurée « l'intégration des forces nucléaires alliées dans une seule force nucléaire O.T.A.N., qui pourrait être organisée sur la base d'un contingent européen et d'un contingent américain, dans le cadre d'une structure de commandement unique ». (C'est — la conférence des Bahamas l'a encore une fois prouvé — une idée largement partagée par l'administration américaine).

Certes, il est désormais avéré que l'Assemblée de l'U.E.O. est le plus pâle des fantômes parlementaires européens, puisqu'elle ne peut même pas faire semblant de contrôler, même pas dans la forme la plus vague, la défense de l'Europe (comme l'Assemblée du Conseil de l'Europe peut faire semblant d'être le forum politique du Continent, et le Parlement européen le corps consultatif du Marché commun et de l'économie communautaire): le Conseil des Ministres des Sept qu'elle a devant soi n'est rien militairement, et les problèmes de l'Alliance occidentale se décident tous au sein de l'O.T.A.N.

Toutefois, des débats — et des textes — comme ceux de décembre dernier ont encore un certain intérêt, pour la « représentativité », malgré tout, de l'Assemblée, par rapport aux forces politiques nationales les plus importantes des sept pays, et pour le fait que, justement à cause de son manque de toute autonomie, même velléitaire, elle reflète assez fidèlement des points de vue largement partagés dans les milieux gouvernementaux et atlantiques.

Eh bien, si les mots ont un sens, les propositions de l'Assemblée ne peuvent signifier que deux choses:

a) ou bien l'Assemblée entend proposer une sorte de C.E.D. élargie au niveau atlantique: et alors il est de toute évidence que les Etats-Unis n'accepteraient jamais une telle limitation de leur souveraineté et une dilution de leur *deterrent* dans une force atlantique « multilatérale », doublée pardessus le marché d'un « relâchement » du secret atomique vis-à-vis de l'Europe, avec une révision de la « loi Mac Mahon » (ce que la résolution appelle élégamment « accroître l'échange des connaissances scientifiques et industrielles »);

b) ou bien la suggestion de l'Assemblée traduit une volonté de réduire le plus possible la liberté d'action de la France et de la Grande-Bretagne, accentuant le caractère « intégré » de leur armement atomique (c'est-à-dire spécialisé et par conséquent inutilisable d'une façon isolée) et le posant plus étroitement sous le contrôle du commandement atlantique, à travers lequel les Etats-Unis pourraient maintenir leur *leadership* (22).

(22) Tout cela est tellement évident, qu'il ne vaut même pas la peine d'évoquer dans ce cas les impérieuses raisons politiques —

Cette solution, toutefois, ne pourrait pas empêcher les autres membres de l'Alliance, et en particulier l'Allemagne, de continuer à aspirer à un armement atomique au moins aussi autonome que celui de la Grande-Bretagne et de la France; et favoriserait même un tel développement par le truchement du « contingent européen » nucléaire projeté.

Dans les deux cas, l'absurdité et les contradictions d'une pseudo-solution de ce genre (bien résumée et soulignée dans la formule « L'O.T.A.N., quatrième puissance nucléaire », comme si l'O.T.A.N. était un Etat) ne sont que trop évidentes.

Et dans les deux cas, par conséquent, les gaullistes ont beau jeu à démontrer le caractère « irremplaçable » de l'armement atomique national comme instrument d'indépendance et de politique autonome, « base de tout système de sécurité effectif » comme l'a dit le ministre des Affaires étrangères français à l'Assemblée — imité d'ailleurs par son collègue britannique.

D'une façon tout à fait analogue, les gaullistes ont constamment eu de leur côté la logique par rapport à de semblables efforts de ces mêmes européistes officiels lorsqu'ils ont défendu leur projet d'« Union politique » (l'Europe « des Etats »), car si l'alternative n'est que celle de l'équivoque et évanescence « formule supranationale » (élection directe d'un Parlement sans pouvoirs; fusion d'Exécutifs sans compétences véritables, et ainsi de suite), alors la thèse de Debré (« l'Europe est un mot, derrière lequel il n'y a que les réalités des Etats ») est et reste incontestablement vraie, et qui agit en conséquence et refuse de « trattar l'ombra come cose salde » finit paradoxalement par avoir raison: *beati monoculi in regno caecorum*.

Une réponse anticipée aux propositions hybrides et incohérentes de ces « aveugles » (aveuglés qui ne veulent pas voir, comme nous le disions tout à l'heure) est venue, juste à la veille de cette session de l'Assemblée — et sous une forme particulièrement franche et même brutale, comme il le fallait — d'une polémique qui a opposé Walter Lippmann et Raymond Aron (23). Le premier avait souligné énergiquement — et à notre avis fort à

apparues dans toute leur clarté à l'époque de la C.E.D. — qui excluent la possibilité d'une intégration militaire aussi profonde, sans une préalable fusion des souverainetés politiques, qu'à l'heure actuelle, et au niveau atlantique, personne n'envisage sérieusement. Même la standardisation des armements — tâche infiniment plus modeste — rencontre au sein de l'O.T.A.N. des difficultés telles qu'elle ne peut aller beaucoup plus loin — comme d'autres l'ont observé — de la mise en commun... de l'air pour gonfler les pneus des autocars des forces alliées. N'est il pas tout à fait irresponsable de vouloir confier à un cadre institutionnel aussi faible une tâche tellement plus lourde?

(23) Cf. « Le Figaro », 3 décembre.

raison — dans une conférence tenue à Paris, l'absurdité d'une conception stratégique qui voudrait quinze (ou trois, ou quatre) doigts sur la même détente, faisant remarquer qu'une voiture qui avance dans une voie difficile, en montagne, ne peut avoir qu'un seul chauffeur, et que rien ne serait plus dangereux que de mettre au volant deux ou trois personnes à la fois: c'est l'évidence même (24).

Raymond Aron, tout en étant incapable de lui opposer une alternative sérieuse (bien plus, ne l'essayant même pas), lui a répondu — et son observation est, à notre avis, également irréfutable — que « dans la mesure où la diplomatie use de la menace nucléaire, le monopole américain combiné avec la règle de non consultation des alliés réduit finalement les pays européens au statut d'Etats protégés (25). Le Général de Gaulle, dont les projets inquiètent tant notre ami, ne pouvait souhaiter confirmation plus éclatante de ses thèses ».

Ceux qui réclament une renonciation unilatérale et sans contreparties, de la part de l'Europe, à l'armement nucléaire — comme, *a fortiori*, ceux qui demandent son désarmement complet et indiscriminé — ne devraient pas oublier cette leçon, en compagnie des « européistes » vulgaires qui proposent la solution également absurde d'un armement nucléaire « européen » sans une autorité politique européenne. Il n'y a pas de meilleurs alliés des défenseurs des solutions réactionnaires que ceux qui proposent des solutions « démocratiques » incohérentes et irresponsables.

(24) Cf., encore de Lippmann, *L'accord de Nassau*, « Le Figaro », 27 décembre.

(25) Et cela d'une façon particulièrement évidente lorsque les armes nucléaires américaines, dont l'usage est soustrait à tout contrôle effectif de ces pays, se trouvent sur le territoire même de ces derniers, même si elles sont rebaptisées comme affectées à la « force multilatérale O.T.A.N. ».

Les faits et les idées

LE NATIONALISME AMERICAIN

Pendant plus d'un siècle, à partir de leur naissance, les Etats-Unis d'Amérique jouirent d'une position internationale tout à fait privilégiée. L'Océan Atlantique, en effet, avec le bouclier protecteur que constituait la puissance navale de l'Angleterre, qui poursuivait une politique de conservation du statu-quo pour maintenir sa prépondérance maritime, les tint pendant longtemps à l'écart du système européen des Etats. Cette situation d'« île » politique permit aux Américains, ainsi que l'avait magistralement prévu Hamilton dans le huitième essai du *Federalist*, de ne pas se consacrer massivement à leur propre défense militaire et, en fin de compte, de ne pas intervenir activement dans l'équilibre mondial du pouvoir. Tandis que les Etats européens se trouvaient périodiquement impliqués dans des guerres de plus en plus violentes et voyaient par conséquent se développer un nationalisme toujours plus radical, les Américains — avec la seule parenthèse de la guerre civile — purent vivre constamment en paix, développant librement et de façon très poussée l'organisation du bien-être matériel et les institutions de la démocratie politique et sociale. Même après avoir dû intervenir dans la première guerre mondiale pour rééquilibrer le système politique européen, les Etats-Unis retournèrent bien vite à leur isolationnisme traditionnel. Et toute leur contribution à la politique internationale entre les deux guerres ne constitua pas une intervention effective dans l'équilibre mondial du pouvoir pour essayer de le modifier par leur propre puissance, mais se limita à un appui sans discrimination, idéologique et inefficace, aux arbitrages internationaux et aux négociations pour parvenir à une entente internationale. Leur position

dans la situation mondiale permettait encore aux Américains de se limiter, dans le domaine international, à une politique velléitaire et irresponsable de pacifisme désarmé.

Mais après la seconde guerre mondiale les Etats-Unis se trouvèrent être une des deux principales puissances, sur lesquelles portait forcément la plus grande partie du poids de l'équilibre mondial du pouvoir. Les Américains ne pouvaient plus esquiver les responsabilités et les terribles engagements que la situation internationale impliquait. Un fait nouveau, cependant, leur permit encore pour un certain temps de ne pas voir leur sécurité mise directement en danger: le monopole des armements nucléaires. Aussi longtemps qu'ils conservèrent cette position de monopole, les Etats-Unis — qui n'étaient pas directement menacés — purent adopter une politique d'intervention négative dans les rapports internationaux, la politique dite de *containment*, face au bloc communiste. Leur incontestable supériorité militaire en égard à l'ennemi permettait aux Américains de se sentir encore bien en sécurité et d'aider et de défendre magnanimement leurs alliés européens. Mais bien vite l'Union Soviétique accomplit des progrès importants dans le domaine de l'armement nucléaire. Peu à peu les Etats-Unis perdirent, d'abord le monopole atomique, puis même la suprématie dans le domaine des moyens de lancement des engins nucléaires. Pour la première fois dans leur histoire les Américains se sont ainsi trouvés, récemment, en face d'une menace constante et directe sur leur sécurité nationale. En présence de ce nouveau et formidable défi il leur a fallu se rendre compte qu'il n'y a plus pour eux la moindre marge de sécurité leur permettant de se tenir à l'abri sans une permanente, active et combien lourde intervention dans l'équilibre mondial du pouvoir. L'administration Kennedy a marqué elle-même cette prise de conscience, de la part des Etats-Unis, de leur propre situation internationale.

C'est dans une telle situation que commencent ponctuellement et, dirai-je, inévitablement, à se manifester — sous le poids exercé par l'équilibre mondial du pouvoir — les premiers et inquiétants symptômes d'un nationalisme américain commençant. L'orgueil national, l'ostentation de la puissance, le sentiment que c'est sur le peuple américain que reposent les espérances pour l'avenir de l'humanité tout entière, tels commencent à être les caractères marquants et de plus en plus fréquents de l'attitude de la classe politique américaine. En termes de politique intérieure ce nationalisme commençant se traduit par la préférence toujours plus grande accordée aux intérêts suprêmes de la nation et à la défense nationale par rapport aux intérêts des Etats membres, aux intérêts locaux et à ceux des

individus (1). Dans son discours d'installation, le 20 janvier 1961, le président Kennedy avait dit à ses concitoyens: « ... ne vous demandez pas ce que votre pays pourra faire pour vous, mais ce que vous pourrez faire pour lui » (2). En termes de politique étrangère le nationalisme américain commençant se traduit par une attitude plus vigoureuse et plus ferme vis-à-vis de l'ennemi, et toujours plus impérieuse et plus dure vis-à-vis de ses faibles alliés européens.

A cet égard est vraiment symptomatique le dernier livre publié par Walter Lippmann, *Western Unity and the Common Market* (3). Les principaux arguments que Lippmann développe dans ce bref volume sont les suivants: avec leur armement atomique, les Etats-Unis défendent l'Europe; c'est pourquoi les Etats-Unis doivent et veulent avoir le dernier mot en ce qui concerne la guerre et la paix avec le bloc communiste; aux Français et aux Allemands il convient de ne pas trop se lamenter, de ne pas créer trop de complications (en essayant par exemple, comme le fait la France, d'édifier une force nucléaire indépendante), car la conséquence pourrait bien être la décision que prendraient les Etats-Unis d'abandonner la défense de l'Europe. Tout cela est exprimé avec passablement de clarté et de brutalité. Le droit des Américains à la décision ultime en matière de guerre et de paix est revendiqué par Lippmann avec des formules de cet ordre: « Nous n'avons pas un droit divin de garder entre nos mains, plutôt que les Européens entre les leurs, les ultimes décisions. Mais c'est notre intérêt de contrôler les ultimes décisions, si nous le pouvons, et nous ne devons pas nous laisser séduire ou tromper par quelque adulation sentimentale venant d'hommes d'Etat vénérables, mais qui ne sont précisément pas mus par les sentiments » (p. 9). « Après des discussions nombreuses et approfondies, l'Administration décida, et à juste

(1) Voir, sur ce point, l'essai de M. ALBERTINI et F. ROSSOLILLO sur le déclin du fédéralisme aux Etats-Unis, publié dans le fascicule précédent de cette revue.

(2) Evidemment, cette phrase venait après d'autres aptes à susciter chez les auditeurs l'orgueil national: « Dans la longue histoire du monde, peu nombreuses sont les générations auxquelles a été confiée la tâche de défendre la liberté à l'heure du plus grand danger. Pour moi, je ne recule pas devant cette responsabilité, je l'accepte avec joie. Je ne pense pas qu'aucun de nous accepterait d'appartenir à un autre peuple ou à une autre génération. L'énergie, la foi et l'abnégation que nous dépenserons dans cette entreprise illumineront notre pays et tous ceux qui le servent, et la lumière de cette flamme pourra véritablement illuminer le monde ».

(3) Le livre, édité par Harrish Hamilton Ltd. (Londres, 1962), est dédié à Jean Monnet, que dans certains milieux l'on appelle pompeusement « le père de l'Europe ».

titre, je crois, que le principe de base de la loi McMahon veut dire que dans l'Alliance atlantique l'ultime responsabilité dans le domaine nucléaire doit se trouver dans une seule capitale, et non dans deux ou trois. Cela constituerait une situation intolérable pour les Etats-Unis si les clés pour l'usage de nos forces nucléaires stratégiques n'étaient pas à Washington » (p. 36). Même la menace de laisser l'Europe sans défense, qui s'adresse surtout à l'Allemagne, n'est pas exprimée en termes voilés: « Un axe franco-allemand est contraire aux intérêts allemands. En premier lieu, il met gravement en danger l'engagement militaire des Etats-Unis sur le continent européen » (p. 31). « Le président a parfaitement raison de dire aux Allemands et aux Français que, tandis que les Etats-Unis n'ont pas l'intention de se détacher de l'Europe, l'Europe doit comprendre que les Etats-Unis pourraient être forcés d'en partir. Nous pourrions être forcés d'en partir si l'on nous mettait dans une situation telle que nous devrions défendre l'Europe alors que les décisions critiques qui mènent à la guerre seraient prises non plus à Washington mais à Paris ou à Bonn » (p. 50). Le nationalisme transforme, semble-t-il, le visage souriant de l'ami en celui, menaçant, du patron (4).

Naturellement on pourrait rapporter ici de nombreuses phrases et déclarations, significatives de la nouvelle atmosphère de nationalisme qui rapidement s'installe aux Etats-Unis, prononcées par des membres du gouvernement américain et en premier lieu par le président Kennedy, un homme qui, pour reprendre la formule de Carl Sandburg, « jour après jour et nuit après nuit plonge son regard dans les multiples miroirs de ce chaos mouvant qu'est l'histoire du monde » (5). Contentons-nous de rappeler une des plus récentes. A l'occasion de la présentation à l'Amérique de la Joconde de Léonard de Vinci, le président Kennedy aurait, si l'on en croit les journalistes, prononcé cette phrase: « Nous sommes pleins de reconnaissance et d'admira-

(4) Sur la situation de l'Europe voir l'éditorial de la présente livraison de cette revue. Sur les possibilités et les limites de la politique étrangère américaine, *Le Fédéraliste* publiera prochainement une étude.

(5) On peut lire cette phrase emphatique dans la préface de *To Turn the Tide* (New York, Harper, 1962), un volume contenant un choix des messages et des interventions du président Kennedy au cours de la première année de son mandat. Sur Kennedy, James MacGregor Burns a rédigé une biographie politique de caractère hagiographique. Sur ses aventures de guerre a même été écrit en Amérique un roman. On en a ensuite tiré un film, qui est en cours de tournage, et dont l'acteur principal a été choisi personnellement par le président.

tion pour la Joconde, certes, mais nous n'épargnerons pas nos efforts pour développer une force artistique qui soit bien la nôtre». Quand l'art lui-même est lié par le chef de l'Etat et du gouvernement au prestige et à l'orgueil national, et qu'encore on manifeste l'intention de développer une « force artistique » nationale, le nationalisme n'est plus sur le seuil: il est entré dans la maison.

En fait, ce nationalisme américain commençant ne se manifeste pas seulement au niveau de la classe politique et de tous ceux qui s'occupent constamment, bien qu'au titre d'observateurs accrédités, — c'est le cas de Lippmann — de politique. Il semble pénétrer rapidement et progressivement dans l'opinion publique, dans la culture et dans la société américaine. Pour donner un exemple significatif, un livre récent écrit par une femme américaine et qui traite de la responsabilité de l'homme du vingtième siècle, après avoir abordé des problèmes de caractère très général (tels que la double nature de l'homme, sa tension vers les valeurs, le sens de la responsabilité, etc...). finit en assignant par dessus tout au peuple américain des années 60 la tâche et le devoir de sauver l'humanité. Les dernières phrases du livre sont si bien coulées dans le moule de la rhétorique kennedienne qu'elles méritent d'être citées: « La responsabilité de choisir de façon active le cours futur de la survivance de l'homme appartient aujourd'hui à tous les hommes, mais constitue surtout la responsabilité des Américains des années 60. C'est un fait reconnu que le destin de la Grande-Bretagne et des autres démocraties du monde libre dépend de la capacité des Etats-Unis d'accepter le présent défi historique et d'y répondre. La capacité des Etats-Unis d'assumer cette tâche dépend de la capacité de chaque citoyen de comprendre que ce défi existe et de trouver la manière d'y faire front. Si les Américains d'aujourd'hui, qui vivent dans la civilisation la plus riche et techniquement la plus avancée de toute l'histoire humaine, gardent présent à l'esprit que la révolution commencée avec la Déclaration d'Indépendance a produit une conception de l'homme et de l'Etat qui a servi d'aspiration et de guide pour tous les peuples du monde, ils considéreront avec davantage de sympathie les aspirations de ces peuples. Si les Américains apprécient à sa juste valeur l'héritage sacré qu'est la liberté sous la règle du droit, ils ne pourront pas s'empêcher de comprendre que c'est leur devoir moral de choisir catégoriquement que la liberté ne doit pas disparaître de cette terre, exactement comme firent leurs ancêtres. Si les Américains veulent bien écouter et apprendre, et par suite exercer le pouvoir dont ils disposent, alors ils seront sur

le seuil d'une « Nouvelle Frontière » qui les conduira, et conduira tous les hommes vers une existence plus profondément humaine » (6).

m. s.

CONSIDERATIONS SUR QUELQUES ECRITS A PROPOS D'UNE NOUVELLE CONSCIENCE NATIONALE ALLEMANDE

« C'est en vain, Allemands, que vous espérez former une nation, formez en vous — vous le pouvez — des hommes libres ».

« Quiconque refuse de prendre conscience de trois mille ans d'histoire demeure dans les ténèbres de l'ignorance, vit au jour le jour ». (*)

Ces deux pensées de Goethe, par la densité cristalline de l'expression poétique constituent à la fois l'introduction, le résumé et la conclusion des considérations que je voudrais exposer sur ce sujet. On y trouve en effet réunis en un raccourci admirable la constatation du caractère contradictoire avec lequel se présentaient — même et surtout pour un esprit cosmopolite à cheval sur le 18^e et le 19^e siècle — les valeurs de nation et de liberté, en même temps que l'exhortation de vivre et d'agir dans la continuité historique. Aujourd'hui plus que jamais, vivre dans la continuité historique signifie pour tous les Européens et, d'une manière toute particulière pour les Allemands, prendre conscience d'un siècle et demi de nationalisme, en distinguant le mythe de la réalité, les fondements sur lesquels on peut bâtir et les résidus qu'il faut éliminer.

Pendant ce siècle et demi le destin des Allemands, sous bien des aspects si semblable à celui de tous les autres Européens, a été pourtant singulier. Ils ont connu du nationalisme toute la gamme des manifestations par lesquelles celui-ci est apparu sur

(6) ROSALIE B. GERBER, *The Responsibilities of Man*, Washington, D.C., Public Affairs Press, 1962, pp. 133-4.

(*) « Zur Nation zu bilden, ihr hofft es, Deutsche, vergebens. Bildet statt dessen, ihr könnt es, freier Menschen euch aus... ».

« Wer nicht von dreitausend Jahren/Sich Weiss Rechenschaft zu geben/Bleibt im Dunkel unerfahren/Mag vom Tag zu Tage leben ».

la scène de l'Europe, depuis le premier nationalisme, naïf, imprégné d'idéaux cosmopolites, supranationaux et démocratiques, jusqu'au dernier, autarchique, totalitaire, brutal.

L'Etat-nation, qui a rassemblé autour de lui la plus grande partie des Allemands, a connu dans le bref laps de temps d'une génération, les sommets les plus élevés de la puissance et les abîmes les plus profonds de la défaite. Si l'on ajoute à cela que les Allemands, qui du reste ne furent jamais unis politiquement en un seul Etat, vivent depuis la fin de la guerre en plusieurs formations étatiques au milieu desquelles passe la division du monde en sphère d'hégémonie américaine et sphère d'hégémonie soviétique, on arrivera à comprendre comment les Allemands sont aujourd'hui à la fois dans la situation la plus favorable et la plus dangereuse pour procéder à l'examen du nationalisme.

Dans la situation la plus favorable, parce que la catastrophe politique et morale à laquelle l'idéologie nationale a conduit l'Allemagne, impose à chacun un effort de réflexion. Dans la situation la plus dangereuse, parce que d'une part, l'écroulement total peut inciter à échapper à l'histoire, porte à la tentation de vivre hors de la continuité historique sans aucun rapport avec le passé et sans perspectives vers l'avenir et, d'autre part, laisse la place encore toute encombrée de passions et de résidus instinctifs qui menacent d'insérer la pensée et l'action des hommes dans les directions du passé et par suite vers de fausses perspectives de renouvellement. Pour aller dans le sens de l'histoire, pour retrouver le sentiment perdu de la communauté et de l'Etat, il est nécessaire d'accepter de porter le poids de son siècle, même si cela est pour les Allemands un poids terrible. Ce qui ne veut pas dire d'ailleurs continuer sur le chemin d'autrefois. C'est même tout le contraire. On ne part jamais de zéro. Mais pour aller de l'avant il faut savoir où l'on est, connaître le point de départ. Aussi l'examen historique est-il indispensable à l'action: sans passé il n'y a pas d'avenir.

Telles sont en substance les raisons pour lesquelles, plus qu'en toute autre partie de l'Europe, le problème de la nation est actuel et occupe une place considérable dans les discussions qui se déroulent dans les publications politiques allemandes. Ces publications — fort abondantes — s'étendent des premières années de l'après-guerre jusqu'à aujourd'hui.

Je me suis limité à examiner ce qui a été publié de plus significatif pendant les deux dernières années (1). Devant la con-

(1) KARL JASPERS, *Freiheit und Wiedervereinigung (Über Aufgaben deutscher Politik)*, R. Piper Verlag, München, 1960.

WILHELM KAMLAH, *Die Frage nach dem Vaterland*, W. Kohlhammer Verlag, Stuttgart, 1960.

cordance — au premier abord surprenante — des points de départ et des points d'arrivée des divers auteurs, il m'a semblé qu'il était indiqué d'intenter une étude globale. Ces divers auteurs ont en effet en commun une même fonction sociologique: ils proviennent presque tous du monde académique ou de celui des enseignants.

Il n'est pas difficile de se rendre compte de la raison pour laquelle le monde de l'Université ou de l'éducation sentent vivement l'actualité particulière de ce problème. Dans sa limpide contribution au symposium de la fondation Friederich Naumann, Ludwig Dehio met en lumière la signification profonde de l'année 1945 dans l'histoire de l'Allemagne et de l'Europe. L'année 1945 ne marque pas seulement la fin de la plus terrible guerre qu'ait vécue l'humanité, mais clôt définitivement une époque de l'histoire de l'Europe qui a duré pendant plus de quatre siècles. C'est pourquoi les générations arrivées à l'âge d'homme pendant le deuxième après-guerre présentent un visage radicalement différent, et souvent opposé, à celui des générations de leurs pères. Jamais peut-être, autant qu'aujourd'hui, le mot jeunesse n'a eu un sens aussi sociologiquement important. En Allemagne, des expressions comme « la génération sceptique », « les enfants des déçus » sont presque entrées dans le langage courant. Devant une jeunesse qui ne comprend pas le passé et n'a aucun pôle d'attraction, les problèmes de l'enseignement se posent avec une ampleur et une gravité particulières. C'est une opinion fort généralisée qu'en Allemagne la jeunesse n'a plus le sens de l'Etat. Le phénomène — nous le savons — a une portée européenne et non seulement allemande, c'est le phénomène plus général de la décadence des valeurs civiles. Mais ce qui a disparu en Allemagne, d'une manière évidente pour tout le monde, c'est la justification idéologique de l'Etat: la nation, alors que les autres Etats européens conservent encore, sous forme d'illusion, le mythe de la souveraineté nationale. La République Fédérale Allemande n'est plus un Etat national allemand et le fait

HERBERT CYSARZ, *Das Deutsche Nationalbewusstsein (Gegenwart, Geschichte, Neuordnung)*, Günter Olzog Verlag, München, 1961.

Was bedeuten uns heute Volk, Nation, Reich? Schriftenreihe der Friederich Naumann-Stiftung n. 3, Deutsche Verlags Anstalt, Stuttgart, 1961.

HELMUT THIELICKE, *An die Deutschen*, Rainer Wunderlich Verlag, Tübingen, 1962.

WILHELM KAMLAH, *Probleme einer nationalen Selbstbesinnung*, W. Kohlhammer Verlag, Stuttgart, 1962.

HANS CHRIST, *Die Rolle der Nationen in Europa*, J. Fink Verlag, Stuttgart, 1962.

HEINZ GOLLWITZER, *Weltbürgertum und Patriotismus heute*, *Aus Politik und Zeitgeschichte*, 12 septembre 1962.

qu'elle cherche à se donner avec la réunification une mission nationale n'est pas suffisant pour obturer la faille ouverte dans la conscience politique des Allemands par l'écroulement du troisième Reich. La jeunesse allemande sent, confusément peut-être d'ailleurs, que la République Fédérale n'a plus, je ne dis pas une mission à accomplir, mais une tâche à effectuer. Tous les contenus politiques que l'on a cherché à développer chez les Allemands occidentaux depuis la guerre: démocratie, liberté, réunification, ne vivent dans leur conscience politique qu'à un degré de tension fort bas. L'idéal ne devient ni engagement, ni expérience. Il ne faut donc pas s'étonner si le degré de dépolitisation, non seulement chez les générations les plus anciennes, mais même chez les plus jeunes, qui n'ont eu aucune expérience directe du nazisme, est plus élevé en Allemagne qu'ailleurs. Cette situation, que peut constater en Allemagne tout voyageur attentif, est relevée par tous les auteurs pris en considération. Mais ce qui, au niveau descriptif, est indiscutable, ne l'est plus au niveau explicatif. L'explication comporte l'examen historique du nationalisme. Depuis un siècle et demi en effet, le rapport entre le citoyen et l'Etat est exprimé par le terme souveraineté nationale. La nation correspond ainsi aussi bien à l'ensemble des citoyens qu'à l'Etat, absorbant en elle toutes les valeurs de communauté et d'autorité. Nos auteurs tentent, précisément, un examen du nationalisme. Il sera donc utile de suivre de très près leurs propos, même au prix d'en alourdir l'examen par de nombreuses citations, pour voir dans quelle mesure les catégories conceptuelles qu'ils emploient sont aptes à expliquer le phénomène du nationalisme et par suite, en dernière analyse, à donner aux Allemands une nouvelle conscience et un nouvel idéal politiques.

Au centre de la discussion se trouve évidemment le nazisme, mais il importe peu de relever avec quels accents et quelles nuances les divers auteurs le jugent. Sa condamnation est chez tous sans appel. Ce qui, au contraire, est plus intéressant, c'est la façon dont le nazisme est compris dans le contexte de l'histoire allemande et de l'idéologie nationale. On verra alors que ce n'est pas le nazisme qui est au centre de la discussion mais le problème de la continuité historique. Il est intéressant de remarquer que bien des représentants de l'historiographie allemande d'après-guerre sont beaucoup moins éloignés d'admettre la continuité entre fondation du Reich et nazisme que ne le sont les historiens italiens d'admettre la continuité entre Risorgimento et fascisme. L'opinion des historiens de cette tendance bien loin d'être limitée à des cercles académiques, exprime un état d'opinion fort répandu en Allemagne et qui considère avec défiance tout ce qui parle de Volk, Nation, Vaterland. Cette attitude négative à l'égard de tout ce qui est natio-

nal explique l'enthousiasme sincère bien que superficiel, suscitée en Allemagne par la perspective d'unification européenne, surtout chez les jeunes, et explique aussi comment, dans la mesure où cet idéal a de la peine à se réaliser, les sentiments et les états d'âme s'écartent de la politique et se réfugient dans l'indifférence. La plus grande partie de la littérature sur le nationalisme se présente donc comme une réaction contre cette attitude antinationale spontanée, consciente ou non, comme une tentative d'opérer une « réhabilitation du nationalisme » (l'expression est de l'historien suisse Herbert Lüthy), d'adapter une conscience nationale renouvelée à la nouvelle constellation historico-politique qui s'est produite après 1945.

Christ s'exprime ainsi à ce sujet (op. cit., p. 7): « On note plutôt une aspiration qui, entre les extrêmes du nationalisme et de l'antinationalisme, réclame une interprétation de la nation neuve et positive. Prendre au sérieux cette exigence sera le meilleur moyen de s'opposer à une renaissance du nationalisme négatif ». Tandis que Cysarz écrit (op. cit., p. 19): « Avant tout il faut refuser la symbiose des termes. National ne veut pas dire nationaliste et moins encore fasciste. D'un antinationalisme justifié ne doit dériver aucune conception antinationale ». Dans la page suivante le même auteur parle « de l'impardonnable trahison du nationalisme à l'égard de la nation », et encore (p. 30): « une saine conscience nationale allemande doit être antinationaliste »; et ensuite il énumère (p. 69 et suiv.) « les péchés mortels du national-socialisme à l'égard de la nation allemande », pour conclure (p. 81): « le vieux nationalisme est mort, que vivent les nations toutes ensemble ». En d'autres termes, mais avec le même sens Kamlah (Die Frage nach dem Vaterland, p. 10) écrit: « la dégradation du nationalisme à travers le national-socialisme est une oeuvre des nationaux-socialistes qui a survécu à leur chute et qui survit encore avec le résultat que défenseurs et accusateurs du national s'accordent dans l'incapacité de faire une distinction ». Nos auteurs, au contraire, qui se présentent aussi bien en accusateurs qu'en défenseurs du national, réclament une distinction qui pour Christ est exprimée par le couple des termes: nationalisme positif et négatif, pour Cysarz par: conscience nationale et nationalisme, pour Kamlah par: national-socialisme et nationalisme; les couples de termes ne sont pas identiques, mais nous pouvons pendant un moment négliger les nuances.

Une sentence latine dit: « Qui bene distinguit, bene docet », mais c'est précisément l'utilité de distinctions de ce genre qu'il faut mettre en doute, et pour le faire, il est nécessaire, avant tout, de se rendre compte de ce que nos auteurs entendent par nation et quelle est leur opinion sur l'origine des nations. En

ce domaine la confusion est grande mais il vaut la peine de tenter de s'orienter (2). Christ fait à ce propos des observations intéressantes en ce qu'il met en lumière — de manière assez peu consciencieuse malheureusement — le caractère idéologique des deux théories dominantes de la nation. Il y aurait selon Christ une théorie fondée sur l'Etat ou française, qui considère l'Etat comme l'élément constitutif de la nation et de laquelle dériverait la volonté des citoyens de vivre ensemble (« plébiscite de tous les jours ») et la théorie du Volkstum de Herder et de Mazzini. En réalité ce que Christ entend par théorie fondée sur l'Etat, n'apparaît pas très clairement; on ne voit pas très bien s'il entend par là la théorie qui considère la nation comme une création de l'Etat ou s'il y insère aussi l'élément subjectif et volontaire du « plébiscite de tous les jours ». Importante est l'affirmation de Christ que la première théorie a servi à justifier les Etats dont la souveraineté s'étendait sur divers groupes ethniques, tandis que la seconde a justifié les Etats où le processus de formation a trouvé devant lui des Etats dynastiques multinationaux, comme l'Autriche et la Prusse. Ces considérations amènent Christ à une distinction entre Volk et Nation. Volk serait quelque chose de spontané, par suite politiquement non encore formé, tandis que Nation serait une unité politiquement formée et cimentée par un sentiment de solidarité où les éléments du Volkstum (langue, traditions, etc.) ne seraient que les matières premières, c'est-à-dire des conditions nécessaires mais non suffisantes (Christ, *op. cit.*, pp. 11-16, 49-50). Christ met en relief à plusieurs reprises l'importance du facteur « Etat » et a probablement aussi l'intuition de la nature de l'Etat dont il s'agit (l'Etat bureaucratique moderne dont Max Weber a fait la théorie) quand il met l'accent sur l'importance dans le processus de formation des nations, de l'industrialisation et de l'organisation des espaces économiques en économies nationales (p. 21). Il arrive même à se rendre compte du danger que représente l'Etat à l'égard des nationalités spontanées. A la page 15 nous lisons en effet: « La nation naturelle au sens du Volkstum périclité facilement par l'effet de l'« inté-

(2) Le lecteur s'apercevra que l'examen de ces écrits sur le nationalisme s'effectue sur la base d'une conception du national qui n'émerge qu'en passant de manière explicite au cours de cette étude. Notre but n'était pas en effet d'exposer nos schémas conceptuels mais d'en vérifier la valeur en cherchant, sur leur base, à comprendre ceux des autres. Aussi est-il nécessaire de renvoyer le lecteur aux écrits qui ont inspiré ce travail et qui sont dus à Mario Albertini et en particulier: *Lo Stato Nazionale*, Milano, Giuffrè, 1960; *Per un uso controllato della terminologia nazionale e supernazionale*, « Il Federalista », III^e année, n. 1, Janvier 1961.

gration » de l'Etat ». Toutefois, l'analyse de Christ est insuffisante. On le relève clairement lorsqu'il en vient à parler des facteurs qui auraient porté à la formation des nations, où il note des phénomènes disparates et hétérogènes dont quelques uns pertinents (ascension de la bourgeoisie, principe démocratique, industrialisation), d'autres au contraire tout à fait hors de question (dissolution de la monarchie universelle médiévale, renaissance, réforme). Christ en arrive à ne plus savoir très bien ce que sont les nations parce qu'il ne part pas de la seule donnée empirique vérifiable: le comportement national, c'est à dire le comportement de fidélité à un groupe appelé nation. Parlant des nations, mais non du comportement national, il ne réussit pas à distinguer ce qu'il y a en elles de mythe et ce qu'il y a de réalité, et par suite il ne peut même pas nous dire quand sont nées les nations, c'est-à-dire s'il faut rechercher leur origine à la fin du Moyen-Age ou même dans la nuit des temps, ou encore dans la Révolution française, ce qui est au contraire possible en termes de comportement car, une fois qu'on a défini celui-ci, on peut dire avec certitude quand il est apparu sur le plan de l'histoire. Cette remarque est fondamentale et elle vaut non seulement pour Christ mais pour presque tous les auteurs considérés. En effet, si les nations font partie du monde des hommes et non d'autres mondes, on ne peut parler des nations sans parler du comportement relatif des hommes impliqués.

La même observation s'applique aussi à Kamlah, bien que cet auteur se rapproche de la considération du comportement national mais s'arrête à mi-chemin. Après avoir noté qu'il y a des Etats où s'est formée une conscience nationale de l'Etat sans toutefois qu'il y ait un Volkstum unitaire (ex.: Suisse, Belgique, Hollande), il constate qu'ailleurs, dans les Etats nés du démembrement des empires dynastiques, s'est développée une théorie qui « par nation n'entend pas seulement la communauté des citoyens, comme en Europe occidentale, mais quelque chose comme Volk, où la délimitation de ce Volk est relativement naturelle en même temps qu'historique. Cela n'a rien à voir avec la biologie et encore moins avec la « race ». L'individu est membre d'une nation mais en même temps il dépend de lui de reconnaître ou de refuser, de modifier ou d'oublier cette prédétermination historique » (Kamlah, *Die Frage nach dem Vaterland*, p. 18) et il conclut: « Les nations sont des formations historiques, aussi ne sont-elles pas éternelles, mais sujettes au changement historique » (*op. cit.*, p. 24). Il me semble que Kamlah, en affirmant, justement, que l'individu peut accepter, refuser, modifier ou oublier son appartenance à un groupe historique national admet implicitement la possibilité et la nécessité de prendre en considération le comportement national. Mais en cela il s'arrête à

mi-chemin dans la mesure où il ne définit pas la nature de ce comportement qui est un comportement de fidélité envers une entité collective pensée comme réelle alors qu'elle est mythique: la nation. De cela il résulte que le comportement doit être considéré comme idéologique et la nation, précisément, comme une idéologie. En particulier l'idéologie de l'Etat bureaucratique moderne (l'Etat bourgeois) né avec la Révolution française. Ces considérations nous aident aussi à examiner critiquement la position de Gollwitzer, qui, parmi celles jusqu'ici rencontrées, a le mérite de séparer clairement le nationalisme comme phénomène politique de tout ce qui ne lui appartient pas. Cette distinction préliminaire permet à Gollwitzer de considérer comme idéologiques toutes les positions qui font remonter le nationalisme au Volkstum et parsuive de débarrasser la question d'une source inépuisable d'équivoques. Le point de départ étant précisé, Gollwitzer peut définir avec clarté l'origine du nationalisme. Il faut citer in extenso le passage le plus saillant. « Comme date de naissance du nationalisme socio-politique il faut considérer la grande Révolution française, donnée de fait qu'en Allemagne n'est pas du tout acceptée. Que s'est-il passé pendant la Révolution française dont l'inexacte interprétation dans notre enseignement de l'histoire constitue une des déficiences de notre formation politique et qu'on ne peut simplement identifier, comme on le fait souvent, avec la période de la Terreur? Les avènements de 1789 ont provoqué l'écroulement du vieux système de la société fondé sur les classes et ont introduit à sa place une libre nation fondée sur l'égalité des citoyens. ... Par suite l'ancien rapport entre autorité et sujets devient insoutenable, à la souveraineté de droit divin se substitue la souveraineté populaire. ... De ce rapport mutuel entre Etat et société... naît le nationalisme politique de la Révolution française, un nationalisme de la souveraineté populaire, de l'autodétermination et de l'autoaffirmation de la nation, un processus d'intégration à l'intérieur de la nation avant que se manifestent encore les tendances expansionnistes vers l'extérieur » (Gollwitzer, op. cit., p. 458). Toutefois le chemin parcouru par Gollwitzer ne le conduit pas à abandonner une conception idéologique de la nation, mais le conduit d'une conception idéologique à une autre. Le passage suivant confirme cette interprétation. « Un changement ultérieur de notre conception de la nation est désormais imposé par le fait que sur la base de l'expérience historique et de la recherche scientifique, il faut parler avec une extrême circonspection des aspects naturalistes et biologiques du Volk, Volksgeist, Volkseele, Volkscharakter — entendu comme caractère indélébile — concepts sur lesquels les générations passées se sont appuyées les yeux fermés et qui sont devenus aujourd'hui équivoques... Quant à nous, de-

meurons encore solidement ancrés au concept de nation entendue comme le stade historico-politique et culturel d'un peuple ou d'un ensemble de peuples... La nation est en premier lieu une communauté de destin... à laquelle correspond subjectivement la nation comme communauté de volonté » (Gollwitzer, op. cit., p. 461). Pour mieux éclaircir ce qu'il entend, par « communauté de volonté » Gollwitzer rappelle expressément la doctrine de Renan du « plébiscite de tous les jours ».

L'examen des conceptions de la nation que nous venons d'étudier a mis, me semble-t-il, en lumière un fait important: nos auteurs ne sont pas arrivés à dépasser le dualisme fondamental dans les conceptions du national entre théories naturalistes et théories volontaristes de la nation, en mettant parfois davantage l'accent sur l'une plutôt que sur l'autre ou en tentant une médiation entre les deux (voyez par exemple Cysarz, op. cit., pp. 15-16). On lit la solution entre les lignes du livre de Christ, bien qu'il démontre à plusieurs reprises qu'il ne l'a pas lui-même aperçue, lorsqu'il affirme qu'en principe, les théories volontaristes ont servi à justifier les Etats de l'Europe occidentale et les théories naturalistes les Etats de l'Europe orientale. De là à considérer que la nation est une idéologie il n'y a pas loin, mais aucun de nos auteurs ne semble s'en rendre compte. Et cependant la force des choses est désormais irrésistible. Nous vivons à une époque où l'organisation de la société a rendu insignifiantes les barrières des nations. Il n'est personne — même s'il est encore emprisonné dans les vieux schémas conceptuels — qui ne doive se rendre compte de cette situation et de ses significations. C'est précisément ce que font nos auteurs. Le problème fondamental pour tous s'énonce ainsi: quelle place occupe encore l'élément national dans un monde où les rapports sociaux ont franchi les confins des Etats nationaux et même des continents? En particulier, quel est le rapport entre les sentiments nationaux et l'unification de l'Europe? Nos auteurs répondent en chœur à ces questions. Christ (op. cit., p. 69): « L'Europe ne peut pas naître de la rupture de la fidélité des individus envers leurs nations ». Kamalah (Probleme einer Nationalen Selbstbesinnung, p. 10): « Le supranational présuppose le national, même nous (Allemands) nous ne pourrions résister longtemps sans cette condition préalable ». Et à la page 19: « L'Europe nécessaire que nous devons réaliser est la sincère unification de ses nations ». Cysarz (op. cit., pp. 94-95): « Il n'y a pas de conscience nationale sans perspective mondiale, comme il n'y a pas une nouvelle organisation politique du monde sans la structure individuelle et universelle des peuples ». Gollwitzer (op. cit., p. 460): « Aucun homme raisonnable ne conteste la nécessité d'unions supranationales, mais celles-ci ne peuvent et ne doivent s'accomplir sous la forme

d'une décomposition des nations, au contraire celles-ci doivent être insérées dans un tout plus vaste, tout en gardant leur unité et leur individualité». C'est dans cette perspective, et dans celle-là seulement, que la distinction entre national et nationaliste prend un sens pour nos auteurs. Car les nations qui doivent harmonieusement s'insérer dans des unités supranationales ne sont pas les vieilles nations, autarchiques, rivales, jalouses de leur grandeur, avec leurs traits autoritaires et brutaux, mais des nations neuves, purifiées et à qui correspondrait une nouvelle conscience nationale. Aussi voyons-nous un cercle se fermer. De même que le nationalisme de la première moitié du XIX^e siècle était le fils du cosmopolitisme (Herder, Mazzini, etc.), de même le nationalisme de la seconde moitié du XX^e siècle, se présente à nouveau imprégné d'idéaux cosmopolites; il n'a plus la prétention de représenter une valeur absolue, mais il cherche, timidement, à faire sa place dans une nouvelle échelle de valeurs. Il me semble qu'il faut rechercher l'explication de ce cheminement dans deux ordres de facteurs. En premier lieu l'éclipse de la raison d'Etat des souverainetés nationales dans l'Europe continentale, fondement du nationalisme présomptueux du siècle qui court entre 1848 et 1945. En second lieu la faiblesse de la base sociale du nationalisme à ses origines et à nos jours. Alors, parce que la première révolution industrielle n'avait pas encore entamé profondément la structure agraire et artisanale d'une société conservatrice, aujourd'hui, parce que la seconde révolution industrielle a créé une économie supranationale et en expansion. Alors, l'intégration économique et sociale dans les espaces nationaux n'avait pas encore eu lieu, aujourd'hui l'intégration économique et sociale a détruit les barrières des économies nationales.

Toutefois, expliquer pourquoi le nationalisme contemporain se présente imprégné de cosmopolitisme ne signifie pas le justifier. Il est évident que si l'on considère les nations comme quelque chose à la fois de naturel et d'historique ou bien comme le résultat d'un plébiscite de tous les jours, l'Europe, ou n'importe quelle autre communauté supranationale, ne peut naître contre les nations, car il serait fou d'aller contre la nature, l'histoire et la volonté générale des hommes. Mais si au contraire les nations sont, comme nous l'affirmons, le reflet de la fidélité des hommes à leur Etat national, il est alors évident qu'on ne peut penser à l'Europe, ou à un ordre politique mondial, sans en même temps opérer dans sa conscience politique la rupture de la fidélité à son Etat national et par suite à la nation et substituer un nouveau loyalisme à l'ancien. Il s'agit donc d'opérer une dévaluation du nationalisme et non comme cherchent à le faire nos auteurs une réévaluation.

A l'insuffisance des catégories conceptuelles pour l'analyse du nationalisme, correspond, et il fallait s'y attendre, la confusion la plus complète quant à l'ordre supranational qui doit remplacer en Europe et dans le monde l'ordre stato-national.

Christ parle à ce propos (pp. 66-67) d'une *Europa der Völker*, se déclarant complètement indifférent à la question de savoir si cette Europe doit être fédérale ou confédérale; d'une Europe qui devrait être fondée sur les peuples, les Etats et les régions, mais qui toutefois devrait avoir un caractère politique. A la page 64 il s'exprime ainsi: « Les unions économiques ne sont pas suffisantes, car l'économie doit être portée et justifiée par la politique ». Christ oppose sa conception de l'*Europa der Völker* à celle du Peuple Européen connue en Allemagne à la suite de la traduction du « Manifeste des Fédéralistes Européens » d'Altiero Spinelli (*Europäische Verlagsanstalt*, 1958), où précisément il accuse les fédéralistes de ne pas distinguer entre nation et « Etat national absolu » et d'attribuer à celle-ci les défauts de celui-là. Dans cette critique de Christ transparait l'Allemand d'origine hongroise, qui a dû défendre autrefois sa nationalité contre les tentatives d'assimilation. Il n'est pas étonnant par suite qu'il applaudisse (page 47) aux idées de Guy Héraud d'une Europe garante des particularités ethniques des groupes. On doit cependant reconnaître à Christ le mérite d'avoir cherché, parmi les auteurs considérés, à approfondir, bien que d'une façon incorrecte, le problème de l'organisation politique de l'époque postérieure à l'Etat national. En ce qui concerne les autres auteurs, au contraire, des termes tels que *fédération* ou *confédération*, *union européenne* ou *union atlantique*, *Nations Unies* et *ordre politique mondial*, sont pris l'un pour l'autre avec une légèreté vraiment extraordinaire, ce qui démontre une fois de plus que lorsque on conçoit les nations en dehors de l'organisation politique de l'Etat national il n'est plus possible ensuite de déterminer avec clarté le problème de la création d'une organisation politique supranationale, de déceler quelles sont les idées et les institutions qu'il faut vaincre et éliminer pour atteindre ce but. Il ne vient à l'esprit de personne de croire que seul l'Etat fédéral peut être l'instrument institutionnel capable de donner sa valeur à l'expérience typique de l'Europe qui est une expérience d'une unité dans la diversité et que ce cadre seul peut garantir que les diversités ne s'estomperont pas dans une nuit, où tous les chats sont gris.

Nous avons vu souvent exprimée, dans ces écrits, la sympathie pour les minorités ethniques opprimées, la nostalgie pour les vieilles traditions locales balayées par l'esprit de masse actuellement régnant, la nostalgie pour une véritable *Kultur* nation que l'on ne conçoit qu'insérée dans le grand panorama de la culture

européenne. Certes, on sent derrière ces accents la trace d'un sentiment latent, sinon hostile du moins méfiant, devant certains aspects de la société contemporaine qui tend à étouffer tout pluralisme. Toutefois, nous n'avons aucune peine à reconnaître dans ces accents le sentiment de désarroi qui saisit le voyageur devant ces magnifiques villes allemandes modernes si dépourvues de visage et d'histoire, si détachées du paysage, si anonymes. Et cependant c'est avec difficulté que ceux qui ont le sentiment de cette dimension des choses, reconnaissent que c'est justement à l'Etat-nation qu'il faut attribuer cette tendance effrénée à tout niveler, unifier et détruire, cette tendance à briser les habitudes les plus enracinées, à falsifier les données de l'histoire et de la culture, à modifier brutalement le paysage humain de nos villes, en un mot à violenter les nationalités spontanées et les Kulturnationen. Très difficilement ces gens-là sont amenés à penser que ce n'est qu'en enlevant aux Etats nationaux les pouvoirs démoniaques de la politique extérieure et de la politique militaire que l'on pourra trouver une base institutionnelle qui permette le plein développement d'une société pluraliste et profondément différenciée telle que se présente notre société européenne et que, pour réaliser cela, il est nécessaire d'en finir avec le mythe de la nation que soutiennent encore les Etats-nations en décadence.

Nous étions partis de la constatation, si évidente pour l'Allemagne, de la décadence, surtout chez les jeunes, des valeurs civiques et communautaires, et de la nécessité de remplir ce vide dans la conscience politique des Allemands. Nous avons vu comment la tentative de donner une valeur nouvelle au nationalisme non seulement ne sert pas ce but, mais au contraire dirige la pensée et l'action des hommes vers des perspectives stériles et dangereuses. Il nous reste maintenant à examiner la position de Karl Jaspers qui se différencie de celles que nous avons analysées jusqu'ici en ce que Jaspers ne tente pas une réévaluation du nationalisme, mais se propose exactement le contraire. Il semblerait donc à première vue qu'entre la position soutenue dans ces notes et celle de Jaspers il existe une affinité profonde. Si cette affinité existe, ce n'est toutefois qu'une affinité — qu'on excuse l'expression imprécise — d'intentions, non certes, d'analyses et de contenus conceptuels. Et même si l'on examine avec attention les résultats auxquels aboutit Jaspers on constate qu'ils ne sont point tellement différents de ceux auxquels arrivent les auteurs considérés. Sans vouloir diminuer en rien la valeur morale du plaidoyer antinational de Jaspers, il me semble toutefois que je suis obligé de constater qu'il n'arrive pas à une connaissance positive des phénomènes nationaux et que par suite son appel et son message demeureront sans audience.

Jaspers part d'une distinction entre conscience nationale politique et conscience nationale apolitique. La conscience nationale politique correspond pour l'Allemagne à la conscience nationale germano-prussienne du Reich bismarckien. C'est-à-dire qu'elle est liée à l'Etat national dont elle partage le sort. Aujourd'hui où « dans tout l'Occident l'idée de l'Etat national est devenue le danger majeur » (page 60) cette conscience nationale doit être abandonnée et faire place à une conscience nationale apolitique qui « n'est pas liée à cette conscience particulière de l'Etat national, et plus généralement avec l'idée même d'un Etat. Il y a quelque chose de plus vaste: l'autre Allemagne, plus grande et plus profonde, est, pour qui vit d'elle, spirituellement plus puissante, bien que matériellement plus éloignée des réalités politiques » (op. cit., p. 60). Il affirme peu après qu'il s'est opposé en 1948 à ce que l'on considérât le Parlement de la Paulskirche — dont c'était le centenaire — comme le symbole et la base de la nouvelle conscience de l'Etat car, continue Jaspers, ce fut précisément dans la Paulskirche que naquit l'équivoque entre unité et liberté. « Mais cela ne signifie pas que l'on doive bâtir sur le néant. Nous avons la grande tradition de l'Ethos allemand... Nous avons une patrie allemande qui plane, en quelque sorte, au dessus de la terre, dans le royaume des esprits et nous retrouvons toujours des Allemands qui semblent être là chez eux » (op. cit., pp. 72-73). Jaspers tombe là dans une contradiction évidente. Si les mots ont un sens, Jaspers affirme donc que le nouvel Etat (il semble que l'on doive entendre la République Fédérale Allemande) ne devrait plus se fonder sur l'idée de l'Etat national, mais sur une conscience nationale apolitique. Nous demandons: qui est-ce qui garantit à Jaspers qu'une conscience nationale demeurera apolitique? Nous sommes ici, c'est l'évidence, dans le monde des désirs et non dans le monde réel. Jaspers en arrive même à affirmer que « en tant que grande nation, ce que nous devons offrir à nous mêmes et au monde c'est la compréhension de la situation mondiale actuelle, à savoir que l'idée de l'Etat national est aujourd'hui aussi bien le mal de l'Europe que celui de tous les continents » (op. cit., p. 73). La nation, donc, selon Jaspers devrait renier son origine: l'Etat national. Résultat sensationnel: les choses toutefois ne sont pas aussi simples, car Jaspers parle de nation en un sens différent du nôtre.

Quand Jaspers parle de nation il a probablement dans l'esprit la Kulturnation qu'en effet n'a rien à voir avec la nation allemande. Kant, Goethe et Beethoven appartiennent à un ouvrier ou à un paysan allemand autant que Vico, Dante, Vivaldi à un Italien, c'est à dire pas du tout. Tandis qu'il n'est philosophe, littérateur ou musicien italien à qui n'appartient en quelque mesure Kant, Goethe et Beethoven. Ce n'est que l'Etat na-

tional qui a tenté de réaliser la symbiose contre nature entre culture et puissance nationale, sans y réussir — heureusement — et, à l'extrême limite, nous pouvons penser à la survivance de l'Allemagne comme Kulturnation alors même que tous les Allemands auraient disparus de la surface de la terre. Ceci est encore plus évident quand on considère le monde anglo-saxon qui représente sans discussion possible une unité culturelle bien que personne n'ait l'idée d'attribuer la culture anglo-saxonne à la nation anglaise, américaine, écossaise, irlandaise, etc.

Aussi la critique que l'on peut faire à Jaspers c'est plutôt de ne pas avoir analysé le problème, en permettant que les termes assument un sens ambivalent de telle sorte que son appel, valable sur le plan de la morale, ne l'est plus sur celui de la connaissance et s'avère en définitive stérile. Ceci vaut aussi bien pour Jaspers que pour les autres auteurs considérés car sa position ne diffère pas en substance de la leur en ce sens que tous ne cherchent pas à définir sur un plan de connaissance rigoureuse l'objet de leur étude: la nation. Quand en effet on analyse le problème de la nation, la première chose à faire est d'avoir recours à une analyse linguistique pour se rendre compte du destin singulier du mot nation. On verra alors comment, pendant de longs siècles, jusqu'à la Révolution française certainement, mais même après, le mot nation a conservé son sens étymologique originaire (natio, de nascere), la communauté d'appartenance des individus au milieu naturel, culturel, historique dans lequel ils sont nés. On se réfère à ce que nous appelons nationalité spontanée, concept du reste fort vague et qui peut indiquer soit des communautés citadines, régionales, soit même des communautés idéales (Kulturnationen) comme par exemple la communauté des anglo-saxons. Ce n'est qu'avec la Révolution française, puis avec une intensité croissante dans les décades successives, que nous commençons à trouver le mot nation dans le sens de communauté politique (c'est à dire organisée sous forme d'Etat) justifiée par une unité supposée de langue, de traditions, de culture, de volonté des citoyens, etc. Ce concept de nation, à la base duquel se situent tous les problèmes des minorités nationales qui ont empoisonné un siècle et demi d'histoire européenne, est désormais le concept de sens commun auquel il faut nous reporter quand nous parlons des nations. Quand nous disons le mot Italie, France, Allemagne, etc., nous pensons précisément à ces entités collectives, personnalisées, capables de volonté et de sentiments, capables de commettre des crimes et, même, d'en éprouver des remords (3). Une fois l'objet défini par l'analyse lin-

(3) L'idée de « la responsabilité collective de l'Allemagne » est, elle-même, un produit de la déformation nationale. La lecture du petit

guistique il faudra l'analyser conceptuellement (c'est-à-dire en définissant le type-idéal du comportement national) comme je l'ai indiqué précédemment au passage. On verra alors que les nations ne sont autres que la représentation que se font les citoyens d'un Etat, obligé, par le système de rapports interétatiques dans lequel il est inséré, à tout transformer en volonté de puissance et par suite à demander aux citoyens les sacrifices les plus grands jusqu'à celui de la vie. Sans une méthode d'analyse rigoureuse on confondra toujours des termes et des idées absolument hétérogènes: Kulturnation, nationalité spontanée et nation qui désignent des choses différentes sur des plans différents. Ceci, qui devrait être clair, n'est pas seulement un problème de terminologie, et éviter de l'affronter conduit — quelles que soient les intentions morales — à l'impossibilité de distinguer entre mythe et réalité, et par suite à l'impossibilité de trouver une base solide pour l'action, en demeurant pour l'éternité prisonniers d'idéologies et de schémas mentaux dépassés. Les Allemands ont aujourd'hui besoin d'une âme politique; il est certain qu'il ne la trouveront pas dans la nation mais il est non moins certain qu'ils ne la trouveront qu'en cherchant à pénétrer profondément le sens de la nation (4).

a. c.

volume de Karl Jaspers « Die Schuldfrage » (Schneider Verlag, Heidelberg et Arthemis Verlag, Zürich, 1946) est à ce sujet surprenante. Au cours de quelques pages Jaspers affirme justement que c'est « une erreur de croire à la culpabilité de toute une collectivité » ainsi que l'opinion contraire: « Nous portons tous la responsabilité du fait que parmi les conditions spirituelles sur lesquelles reposait la vie allemande se trouvait la possibilité d'un tel régime ». Pour un examen plus étendu des passages en question voyez: *Il Federalista*, III^e année, n. 3-4, Juillet 1961.

Une analyse assez satisfaisante de la *Schuldfrage* est soutenue dans le petit volume de Kamlah: *Probleme einer nationalen Selbstsinnung*, pp. 37-40.

(4) Tandis que dans le livre de Jaspers la discussion sur la nation sert de voile de fond à la discussion sur la réunification, dans les autres écrits examinés c'est le contraire, c'est-à-dire que le discours sur la nation offre l'occasion de parler aussi de la réunification. De toute façon il est certain que toute étude sérieuse sur la réunification implique une étude profonde du problème de la nation. J'ai évité de parler de la réunification allemande — même si cela ne sortait pas de mon sujet — car l'importance du problème mérite un examen en soi. Quoi qu'il en soit, il est clair que quiconque pense à la nation (au sens explicité) comme à une valeur, admet la légitimité de la réunification nationale allemande, quitte ensuite à affirmer que les Allemands doivent y renoncer et la sacrifier sur l'autel de la liberté de l'Occident. Les concepts de « Verzicht » (renonciation), de « Hinnahme » (acceptation) se rencontrent à tout bout de champ dans la littérature qui refuse la réunification comme la tâche politique de l'Allemagne occidentale d'aujourd'hui. Une question vient alors

PLANIFICATION EUROPEENNE ET PLANIFICATION NATIONALE

Le scepticisme radical que nous avons eu l'occasion de manifester, quant à la « récupérabilité » européenne des nouvelles gauches, à propos de L'Etat et le citoyen du Club Jean Moulin (cf. « Le Fédéraliste », IV, n. 2, p. 204), a été pleinement confirmé en nous par la lecture du récent ouvrage de P. Mendès-France, La République moderne (1).

Encore une fois, l'auteur énonce une critique du régime gaulliste, des suggestions sur une réforme constitutionnelle dans un Etat qui se voudrait à la fois fort et démocratique et des

spontanément à l'esprit: pour qui faut-il faire ce sacrifice (si sacrifice il y a)? Pour la liberté de l'Occident, répond-on. Pour cet Occident donc, serré autour de l'hégémonie américaine? Pour l'hégémonie américaine en Europe, pour un ordre, qu'on y prenne garde, non pas supranational mais impérialiste? Il y a un passage, dans le livre de Jaspers, qui me semble contradictoire d'une manière presque scandaleuse. Il vaut d'être cité: « notre élaboration d'une conscience autonome de l'Etat présuppose que nous reconnaissons et ne perdions pas de vue que notre existence en tant qu'Etat libre est assurée par la présence de troupes américaines dans la République fédérale et à Berlin... il est devenu pour moi toujours plus évident que si nous collaborons inconditionnellement avec l'Occident tout entier sous l'effective hégémonie américaine nous pouvons obtenir notre liberté politique interne dans cette situation mondiale ». (op. cit., p. 85, c'est moi qui souligne). Que l'hégémonie américaine ait sauvé et continue à sauver les Etats de l'Europe occidentale de l'impérialisme soviétique est incontestable, mais que cela soit la condition nécessaire pour une conscience autonome de l'Etat et pour la liberté politique, me semble insensé. La réalité est différente. Aujourd'hui l'hégémonie américaine limite la souveraineté nationale des Etats de l'Europe occidentale, mais dans la mesure où elle ne remplace pas la souveraineté nationale par une organisation supranationale, elle empêche la prise de conscience autonome des Européens devant la situation mondiale. Le problème de la réunification prend donc un sens tout différent dans une véritable perspective de dépassement de l'Etat national. Et même il prend son véritable sens de revendication du droit sacré qu'ont tous les hommes à la liberté politique et à la lutte contre la tyrannie, droit qui n'appartient pas seulement aux Allemands, mais aux Polonais, aux Hongrois et à tous les autres que la folie nationaliste de la première moitié du siècle a poussés dans la longue nuit de l'impérialisme soviétique. Dans une perspective stato-nationale ou dans une perspective occidentale sous l'hégémonie américaine, aussi bien la revendication de l'unité que la renonciation à l'unité, empêchent les Allemands de se diriger avec sûreté sur la route de l'unité européenne.

(1) P. MENDES-FRANCE, *La République moderne*, Paris, Gallimard, 1962.

idées relatives à une planification moderne et dynamique qui ne peuvent que rencontrer dans une large mesure l'approbation des démocrates: c'était aussi le cas de l'étude du Club Jean Moulin. En particulier, l'idée de Mendès-France, que dans un Etat moderne le gouvernement, investi par l'Assemblée nationale, devrait rester à sa place, en principe, pendant toute la législature, et être chargé de l'exécution d'un « plan » qui serait la base même de son programme, semble digne d'être étudiée et acceptée, au niveau européen, aussi par les fédéralistes, car elle répond à des exigences réelles de l'administration, de la politique économique et des rapports entre exécutif et législatif dans un Etat moderne. (Seuls les remèdes qu'il propose au mal du centralisme apparaissent beaucoup trop faibles et insuffisants, comme conséquence inévitable de l'optique strictement nationale qui est la sienne).

Mais tant de sagesse est employée à vide si l'on ne reconnaît que la cause première et fondamentale de la crise de la démocratie nationale — dans ce cas, de la démocratie française — ne réside pas dans le caractère défectueux des institutions de la IV^e ou de la V^e République, mais bien dans le fait que les problèmes réels dépassent désormais le cadre national, et condamnent l'Etat à l'alternative désespérante de l'immobilisme pseudo-démocratique ou de l'aventure bonapartiste.

C'est cela qui engendre de plus en plus dans l'opinion publique cette indifférence profonde aux valeurs de la liberté (indifférence qui enlève toute valeur à n'importe quelle réforme institutionnelle, incapable par elle-même de restaurer la démocratie sans la participation active des citoyens à la chose publique) qui devrait nous faire désespérer du sort des institutions démocratiques dans l'Europe occidentale et dans les pays civilisés, si elle n'était pas la conséquence de ce divorce entre les problèmes réels et les institutions, divorce que l'opinion publique comprend confusément — il est vrai — mais mieux et plus vivement que les vieilles classes dirigeantes nationales, contre lesquelles surtout elle s'est prononcée dans la consultation électorale française d'octobre 1962.

L'échec de Mendès-France à ces élections doit donc être considéré comme symbolique, et comme une sorte de jugement de Dieu.

En effet, si la seule réalité possible est celle de l'Etat national, alors de Gaulle a raison, car ses critiques de l'« ancien régime » partitocratique étant impeccables, il représente encore le moindre mal. Telle est la dure leçon que les démocrates français n'ont pas voulu apprendre.

Mendès-France ne fait pas exception à cette règle. Pour en avoir la preuve, il n'y a qu'à lire les pages qu'il consacre à l'idée

européenne dans ses chapitres — les plus intéressants de son ouvrage — sur le problème de la planification.

D'une part ses considérations paraissent aller dans le même sens que le récent débat qu'on peut lire dans « Esprit » (juillet-août 1962) et que d'autres ouvrages sur le même sujet cités par Mendès lui-même, c'est-à-dire qu'une planification économique n'est pas suffisante pour qu'un Etat fasse une politique progressive: en France il existe un commissariat au Plan dès les premières années de l'après-guerre, et pourtant l'influence que les grandes forces économiques ont exercée et exercent dans l'orientation du plan a donné à ce dernier une fonction foncièrement conservatrice. D'ailleurs la faiblesse de l'Etat national arrive à un tel point que souvent il n'est même pas en mesure d'imposer sa politique de plan aux entreprises nationalisées et soumises à sa gestion. Ce qui devrait mener à la conclusion que c'est seulement dans un cadre de profond renouvellement démocratique — auquel la nature anachronique et immobiliste de nos Etats fait constamment obstacle — que la « planification » peut produire tous les effets d'égalisation et de justice sociale qu'on en attend.

D'autre part, l'auteur paraît reprendre pour son compte, et dans la forme la plus explicite, l'affirmation suivante de P. Pflimlin: « Les prévisions économiques, les programmes d'investissement, risquent d'être affectés gravement par les investissements réalisés dans les autres pays membres du Marché commun. Je suis persuadé qu'il faudra bientôt, ou renoncer en France à une planification vraiment sérieuse et efficace, ou alors envisager une planification à l'échelle européenne ».

Faut-il donc un plan européen, auquel le plan national devra être strictement lié et subordonné? Bien au contraire, répond Mendès, il faut défendre et protéger le plan national, et n'accepter l'intégration européenne que dans la mesure (alors nécessairement très faible) où elle ne lui fait pas obstacle. (C'est une thèse qui a été largement reprise et généralisée même au domaine politique dans le Congrès romain du mois de décembre sur la politique européenne organisée par la revue « Il Punto »).

Il vaut la peine de citer entièrement le raisonnement de Mendès-France à ce sujet, car c'est au même genre de difficultés que se heurteront bientôt aussi les démocrates nationaux italiens de l'« ouverture à gauche », dans la mesure où ils envisageront une planification nationale sérieuse (2).

(2) Exemple: la nationalisation de l'énergie électrique italienne. Nous partageons nous aussi, certes, les préoccupations politiques et économiques qui suggèrent de telles solutions. Mais dans les faits

« Certes, en entrant dans un ensemble plurinational — telle est la réponse limitative de Mendès-France à l'affirmation de Pflimlin — une nation n'ignore pas qu'elle accepte des limitations à son indépendance, qu'elle aura même éventuellement à faire face à certaines difficultés nouvelles. Ces limitations, ces difficultés, elle ne sera disposée à les admettre que si l'esprit dans lequel elle envisage son développement économique et social n'est pas altéré et compromis. La planification démocratique, telle que nous la concevons, suppose une répartition des investissements et des profits qui bénéficie à la collectivité entière et spécialement aux catégories les plus défavorisées. Ces objectifs ne sauraient être remis en cause par le Marché commun, sans qu'il en résulte une crise politique grave. Pour le Français, l'Europe en formation ne doit pas être l'Europe des trusts et des cartels », etc. etc.

Oui, mais que doit donc être l'Europe en formation? Une Europe démocratique et fédérale — ou rien du tout?

Ce qui est intéressant ici, ce n'est pas la critique du Marché commun tel qu'il est — critique qui est aussi la nôtre — mais la perspective dans laquelle elle est développée.

Dans cette perspective, l'hypothèse que la « planification dé-

on ne peut pas nier ce que M. Philip, membre allemand du Parlement Européen, a constaté dans deux questions écrites (n. 99 et 100) posées respectivement à la Haute Autorité et à la Commission de la C.E.E.: c'est-à-dire que la mesure adoptée par le Parlement italien risque d'impliquer des violations importantes du Traité de Paris comme du Traité de Rome (« Bulletin du Parlement Européen », 10 octobre 1962). La solution correcte du problème, dans notre optique, serait une politique fédérale de l'énergie, qui substitue entièrement les politiques nationales, avec toutes les « nationalisations » au niveau fédéral (de l'énergie électrique comme d'autres secteurs importants de l'économie) qu'une politique courageuse de renouvellement démocratique rend indispensables. Mais ce n'est pas dans ce sens que le gouvernement italien entend se mouvoir. Puisque la majorité qui le soutient ne croit pas à l'Europe — car, n'étant capable de penser qu'en termes nationaux, elle la considère comme une simple entrave aux plans des différents Etats (l'Europe du libre-échange et des monopoles, telle qu'elle est aujourd'hui, et sans possibilités de modification) — alors la défense des petites nationalisations... nationales devient pour lui sacro-sainte, même si elle va contre les Traités de Rome (auxquels on rend pourtant un hommage verbal) qui représentent, tels qu'ils sont, un pas en arrière, et non un pas en avant, par rapport à une politique de plan national. Cela est incontestable, et dans ce sens on peut donner raison au gouvernement italien, qui a refusé d'accepter, au moment du vote, un ordre du jour libéral tendant à l'engager à faire pratiquer par l'E.N.E.L. une politique des prix toujours conforme aux dispositions du Traité de Rome et aux normes communautaires. Mille arguments raisonnables (en particulier la nécessité d'offrir des conditions spécialement favorables au déve-

mocratique» puisse être conçue (et alors seulement réalisée) au niveau européen, par un gouvernement fédéral, n'est même pas envisagée — ne peut pas être envisagée. D'où la conséquence — alors irréfutable — que l'Europe est un mal, peut-être nécessaire, mais vis-à-vis duquel la seule politique valable est en tout cas celle de le circonscrire et d'en limiter et minimiser les dégâts.

C'est donc, on le voit, à une perspective strictement nationale que même des hommes comme Mendès-France restent liés — et c'est pourquoi, notons-le en passant, leurs propositions sont destinées à rester lettre morte. Des réalités comme le Marché commun, et en général comme l'interdépendance de fait des nations européennes et l'«éclipse» croissante des souverainetés nationales sont pour eux des données négatives, qu'il faut, si possible, combattre et chercher à nier (comme, pour sa part, Mendès-France l'a fait tant par son comportement ambigu — c'est le moins qu'on puisse en dire — vis-à-vis de la C.E.D., que par son attitude explicitement hostile, et pour des raisons nationalistes, vis-à-vis de la Communauté Economique Européenne, au moment de sa ratification par l'Assemblée nationale); et auxquelles, s'il n'y a pas d'autre issue, il faut chercher à s'adapter, en ayant soin de sauvegarder la plus grande portion possible de souveraineté nationale. Elles sont donc, dans cette optique, des réalités malgré lesquelles et souvent contre lesquelles — et jamais à partir desquelles — la réforme des institutions, comme les nouvelles idées sur la planification, doivent être pensées.

Voilà pourquoi les démocrates français — rêvant d'un renouvellement dans un cadre qui est la raison même et la cause première de l'immobilisme — sont toujours perdants. Hélas, nous craignons fort que les fédéralistes qui misent sur leur esprit européen le soient aussi.

a. c. b.

loppement du «Mezzogiorno») peuvent justifier une attitude différente. Mais ce qui est grave, c'est que l'idée qu'il puisse exister une Europe, une politique européenne qui marque un progrès ultérieur par rapport aux politiques de planification nationale, n'effleure même pas nos hommes de gauche, de la vieille ou de la nouvelle. Et c'est grave, tout d'abord parce que de telles politiques de planification seront bien plus difficiles à réaliser dans un cadre national foncièrement immobiliste; et deuxièmement parce que, même si elles connaissent des débuts de réalisation, elles se trouveront rapidement en contraste les unes avec les autres, et feront bientôt — limitées à un cadre trop étroit et insuffisant — figure de politiques dépassées, autarchiques et réactionnaires par rapport aux exigences libre-échangistes dont les grands intérêts économiques continueront, bien entendu, à se faire les champions, au nom «de l'Europe». Quos deus vult perdere...

Les problèmes de l'action

LE PROJET DE CHARTE ET LE PROJET DE MANIFESTE DU FEDERALISME

Avec les deux textes qui suivent commence à prendre forme le débat théorique sur le M.F.E. Ce débat trouve son origine dans le IX^e Congrès (cf. «Le Fédéraliste», IV, 1). C'est alors un effet que la majorité décida que le Mouvement devait avoir une Charte qui le caractérise idéologiquement, tandis que notre courant, resté minoritaire, affirmait que le M.F.E. devait surmonter l'immobilisme et l'opportunisme qui l'ont freiné jusqu'à présent avec une action-cadre européenne, et avec le débat sur la nature de son organisation et de sa lutte (à mener jusqu'à ce que soient obtenues des réponses efficaces). Le nouveau Comité Central désigna par conséquent une Commission de la Charte. Notre courant, s'étant rangé dans l'opposition, accepta de faire partie de cette Commission parce que le Comité Central avait accepté sa proposition de confier à la Commission en question la charge de susciter, par des questionnaires, le débat de base.

Interprétant librement les réponses parvenues, dans leur majorité «proudhoniennes» en France et «hamiltoniennes» en Italie, Guy Héraud a rédigé un Projet de Charte qui s'inspire de la pensée d'Alexandre Marc, auquel notre courant, formulant des réserves sur cette procédure, s'est réservé d'opposer son propre document. Dans sa session des 20 et 21 octobre 1962, le Comité Central a adopté à la majorité ce Projet de Charte, mais a reconnu à la minorité, c'est-à-dire à notre courant, le droit d'exprimer son propre point de vue par un document à diffuser en même temps que celui de la majorité. Nous avons présenté ce texte et l'avons appelé Projet de Manifeste, autant pour le distinguer de celui de la majorité que parce que nous préférons ce titre.

Tels sont les faits. Nous nous limiterons, en ce qui concerne leur interprétation, à remarquer que dans ces conditions est

en train de se faire jour dans notre Mouvement une division physiologique en deux tendances basées sur les deux théories du fédéralisme dotées d'une consistance historique: la tendance proudhonienne représentée par Alexandre Marc, de caractère idéologique et intégraliste, et celle qui est représentée par nous, hamiltonienne dans l'interprétation politique du fédéralisme, et kantienne pour ce qui concerne son aspect idéal. Ce débat, basé finalement sur de véritables principes fédéralistes, devrait, s'il se développait en profondeur et en extension, et donc de façon concrète, améliorer la préparation et l'efficacité politique des militants. Et nous espérons qu'il se développera, parce qu'est peut-être en train de réussir la tentative de notre courant d'offrir l'indispensable complément du débat théorique, l'action.

PROJET DE CHARTE FEDERALISTE

Introduction

Malgré les apparences résultant d'un développement et d'un équipement matériels croissants, le monde d'aujourd'hui offre le spectacle d'une société en désarroi, en butte à des difficultés inextricables. La crise atteint tous les domaines de la vie de l'homme. Les efforts tentés jusqu'ici, tant dans le monde libre que dans le monde « communiste », en vue de la résoudre ont été inexorablement voués à l'échec.

Pour en sortir, il faut partir à la recherche de conceptions neuves de l'homme et de la société, aussi éloignées du système libéral que du système totalitaire. L'ensemble progressivement organisé de ces nouvelles conceptions s'intègre dans une solution à la fois souple et rigoureuse qui a nom: le fédéralisme.

La révolution fédéraliste donnera naissance à des institutions respectueuses de l'homme et vouées à son service. Elles lui assureront la sécurité et le mieux-être; elles lui donneront le sens de la responsabilité, lui offriront les conditions de son plein épanouissement.

Cette révolution ne pourra s'accomplir sans l'abolition des souverainetés étatiques et l'édification d'une Europe fédérée. Terre des hommes par excellence, l'Europe saura trouver dans ses traditions humanistes les sources du renouvellement nécessaire, pour le plus grand bien des Européens eux-mêmes et de l'humanité toute entière.

I - Notre monde est en proie à une crise totale

La crise de notre temps est la conséquence de l'inadaptation des structures au développement extraordinaire de la science et de la technique. En conséquence, à côté de ses effets bénéfiques, la civilisation technicienne nous met en face de périls redoutables.

1° - *Aspects positifs de l'ère technicienne.* — a) Des progrès extraordinaires ont été accomplis dans le domaine de l'énergie, de la production et de la distribution; b) le niveau de vie moyen n'a cessé d'augmenter du moins dans les pays techniquement évolués; c) le développement des moyens de communication et de l'interdépendance économique et sociale a rapproché individus, peuples et continents, ce qui contribue, au travers des pires déchirements, à préfigurer la solidarité planétaire du genre humain.

2° - *Aspects négatifs: la crise totale.* — a) A l'échelle de l'individu, sévit le fléau du *déracinement* et de la *déshumanisation*. L'homme, arraché à ses cadres naturels, *massifié, prolétarisé*, est en passe de devenir le serf des structures qu'il a créées. La menace est insidieuse et multiforme: elle atteint l'homme dans son travail et dans ses loisirs, elle frappe le producteur et le consommateur; elle livre l'individu de plus en plus désarmé à la puissance anonyme des techniques, des monopoles, de la bureaucratie, de la propagande, permettant ainsi à des minorités restreintes d'exercer un pouvoir abusif et incontrôlable. Toutes les classes de la société, tous les peuples, tous les continents sont contaminés, gangrenés, désaxés.

b) A l'échelle des nations, sévissent le fléau de la centralisation, la sclérose des institutions représentatives, la dégénérescence de la vie politique, le tout conduisant à l'étatisme.

En quelques décennies, l'Etat a subi une prodigieuse métamorphose: il est aujourd'hui partout présent, dans la vie économique, sociale, culturelle. Tout dépend de lui, rien ne peut se faire sans lui: individu, famille, associations et syndicats, écoles et universités, provinces et régions n'osent et ne peuvent plus rien entreprendre sans son soutien et son autorisation. Les corps intermédiaires broyés et assujettis, l'Etat condamne la société à l'atomisation la plus poussée. Ainsi les personnes et les groupes se voient livrés sans résistance possible au « monstre froid et anonyme » de l'Etat contemporain.

Les institutions représentatives ne remplissent plus la mission qui leur incombe. Les partis ont largement perdu le caractère d'organisations démocratiques pour devenir des mécanismes

hiérarchisés, instruments faussés, voire paralysés d'un appareil dirigeant, lui-même inapte à engrener sur le réel. Incapables de transformer l'ordre social selon la volonté du peuple, ils ne peuvent plus que se perpétuer au pouvoir ou dans ses multiples antichambres. Inaptes à assumer leur fonction originelle de délégation, ils deviennent les syndics de faillite du monde qu'ils prétendaient renouveler.

En raison de la technicité croissante des tâches, de la concentration excessive des attributions de l'Etat, le parlement moderne se révèle inadapté à la fonction législative pour laquelle il est fait. La législation actuelle sort des bureaux ministériels où s'exercent sans contrôle les velléités du gouvernement et des administrations ainsi que les volontés contradictoires des groupes de pression. Cette démission du parlement devant l'exécutif signifie la mort du parlementarisme et de cette forme de démocratie qu'il prétendait incarner. Partout dans le monde la démocratie recule, non seulement devant la personnalisation du pouvoir, mais aussi et surtout devant la puissance de plus en plus exorbitante de l'Etat centralisateur et massificateur.

c) *A l'échelle du monde*, sévit l'anarchie des souverainetés étatiques, avec leur cortège de rivalités, de luttes sournoises, de menaces, de désordres et de guerres latentes. Chaque Etat s'efforce de défendre et d'étendre l'empire de sa souveraineté au détriment des autres: les déboires de l'ONU en fournissent une illustration permanente. Les puissances nucléaires, dont le nombre risque de s'accroître en vertu même du principe d'indépendance étatique, répandent sur la terre une atmosphère de terreur. D'énormes ressources, englouties dans des armements insensés, sont détournées des buts humanitaires, de la lutte contre la maladie et la misère dont souffrent les deux-tiers — demain les cinq-sixièmes — de l'humanité.

A crise totale, réponse totale. L'humanité réclame une doctrine nouvelle: *le fédéralisme*.

II - Le message du fédéralisme

1° - Parce qu'il reconnaît dans la personne humaine le fondement, le sujet et le but de toutes les activités sociales, le fédéralisme est un *humanisme*. L'humanisme fédéraliste fait de l'être humain à la fois le point de départ, le chemin à suivre et la fin à réaliser. Pour lui l'homme est un être concret, esprit et matière, pensée et action, être et devenir. Aussi le fédéralisme respecte-t-il la personne dans toutes ses expressions.

2° - Parce qu'il reconnaît toute la complexité du réel, le fé-

déralisme est un *pluralisme* assurant à tous les groupes humains le maximum de liberté compatible avec les exigences de la vie en société. Le caractère complexe de la personne exige que soient prises en considération les diverses communautés et collectivités où elle s'accomplit. A la différence de l'Etat jacobin et de l'Etat dit communiste qui n'admettent de représentation que celle du peuple pris comme totalité indifférenciée (nation ou prolétariat faussement incarné par le parti communiste), le fédéralisme reconnaît *toutes* les autonomies et les fait participer ensemble à la gestion des affaires de la cité.

3° - Parce qu'il s'oppose à toutes les formes d'oppression et d'exploitation de l'homme par l'homme, quels qu'en soient l'occasion, le lieu ou les auteurs, le fédéralisme est *l'âme et la garantie de la démocratie politique, économique et sociale* contre toutes les formes de totalitarisme et de dictature, de racisme et de colonialisme. Le fédéralisme est la négation de la concentration du pouvoir, la protection suprême contre sa personnalisation abusive. Les individus et les groupes trouvent dans la division de la souveraineté la garantie contre l'oppression. Les tensions sociales se résolvent, non par la domination, mais par l'équilibre harmonieux des forces en présence sous l'égide du droit.

4° - *Parce que la justice sociale* est son souci primordial, le fédéralisme garantit une meilleure répartition des richesses, des biens matériels et moraux, permet à chaque collectivité de conserver la plénitude des droits qu'elle est capable d'exercer efficacement, affirme la nécessité d'un dialogue constant entre les personnes et les groupes, et leur offre des procédures souples et nombreuses, pour arbitrer leurs conflits. Nulle décision ne saurait être prise sans l'avis et le concours de ceux auxquels elle doit s'appliquer.

Sur la base de ces principes, le fédéralisme propose un ensemble complet d'institutions originales.

III - Les institutions politiques et économiques

1° - Dans la société fédérale toutes les collectivités, constituées naturellement ou légitimement, se voient reconnaître l'autonomie qui leur convient. Elles se donnent elles-mêmes leur statut, décident de leurs propres affaires et en assurent librement l'exécution; elles disposent de ressources propres et suffisantes. Elles échappent à toute tutelle, tyrannique ou paternaliste, du pouvoir central et ne relèvent dans leurs conflits avec lui que du contrôle judiciaire, selon la constitution et le droit fédéral. Ces principes s'appliquent tant aux collectivités territoriales qu'aux

associations diverses: économiques, sociales et culturelles; ils conduisent la société vers un déploiement général de structure fédéraliste.

2° - La création des communes, des provinces, l'organisation des communautés ethniques, émanent d'un acte libre et spontané des populations intéressées, capables d'en assumer les responsabilités. Les divers groupes s'unissent en collectivités plus larges pour gérer ensemble les affaires communes; cette union implique leur représentation dans les organes de ces collectivités. En outre, les groupes de même niveau ou de niveaux différents s'associent pour la gestion d'intérêts complémentaires. La limitation et le contrôle réciproque des collectivités garantissent le fonctionnement régulier des institutions fédérales. Des instances judiciaires et arbitrales règlent sur la base du droit et de l'équité les conflits éventuels.

3° - Le fédéralisme conçoit l'organisation de l'économie de façon à concilier les moyens de la technique moderne avec la sauvegarde et l'épanouissement de la personne humaine. A cette fin il établit une démocratie économique dans laquelle l'initiative des individus et des groupes se déploie librement dans les limites d'une planification d'ensemble.

a) *La propriété.* — Le fédéralisme a sa conception de la propriété. Il en postule à la fois: la généralisation, afin d'y faire accéder les non-possédants; la purification, par la suppression des rentes parasitaires et des profits abusifs, la différenciation en propriété privée individuelle et propriété collective sous toutes ses formes: familiale, communale, coopérative, syndicale; la fonctionnalisation, afin de la mettre au service du bien commun. Ainsi la propriété cessera d'être un moyen d'exploitation de l'homme par l'homme et, partant, un pouvoir d'oppression d'autant plus redoutable qu'il reste souvent occulte ou camouflé.

b) *L'entreprise.* — Le fédéralisme a aussi sa conception de l'entreprise. L'entreprise est une association d'individus ou d'équipes de travail autonomes. Elle associe tous les intéressés qui traitent entre eux sur un pied d'égalité et jouissent d'un optimum social garanti. Nulle société, en effet, ne peut être appelée « sans classes » tant qu'elle n'assure pas la satisfaction des besoins fondamentaux des hommes. L'entreprise fédéraliste n'achète pas, ne vend pas le travail de ses membres: elle vend le produit de leur libre participation à la production commune. Ainsi seulement sera abolie la condition de salarié.

c) *Le syndicalisme.* — Le fédéralisme préconise l'organisation des travailleurs en fédérations de caractère syndical. Arti-

culés sur une base géographique, professionnelle et interprofessionnelle, les syndicats ne se limiteront pas à la défense des intérêts corporatifs de leurs membres, mais, à l'instar d'autres collectivités intéressées, participeront à la gestion des entreprises et surtout à l'organisation de la vie économique, à l'établissement du plan, au contrôle de son application.

Les travailleurs adhèrent au syndicat de leur choix.

d) *La planification.* — L'économie comportera deux secteurs: le secteur libre et le secteur planifié. Entre les deux, il n'y aura pas de muraille de Chine, mais de souples communications, assurant à l'ensemble des activités économiques, à la fois les chances d'une expansion maximale et une grande stabilité.

La planification de l'économie obéit au principe fondamental: en partant des délibérations de la base, coordonner les conceptions et centraliser la décision; décentraliser à tous les niveaux l'application et l'exécution. Elle ne sera pas traitée d'une façon technocratique mais démocratique. Pour ce faire, les objectifs doivent être élaborés en progressant des communautés de base aux collectivités plus étendues; chacune reçoit ainsi la possibilité de faire connaître ses vues et de maintenir son autonomie, sans affaiblir pour autant l'efficacité de l'ensemble.

De même l'exécution appartiendra aux collectivités intéressées sous un double contrôle: contrôle démocratique de la collectivité elle-même et contrôle technique des collectivités supérieures.

e) *Le crédit.* — Le crédit dans une société fédérale doit répondre aux objectifs suivants: à long terme, il orientera les travaux publics, les programmes d'urbanisme et d'aménagement du territoire, et les investissements productifs, le tout en conformité avec le plan. Dans la période à court terme, il servira à équilibrer la consommation et à conjurer les menaces de crise économique.

f) *Le progrès social.* — Celui-ci n'a pas de sens s'il n'a pas pour résultat de: réduire au strict minimum la part de besogne indifférenciée, inhérente au travail; faire assumer cette part résiduelle, non plus par une seule catégorie sociale, réduite à l'esclavage, mais par le corps social tout entier; associer tous les travailleurs aux initiatives, aux responsabilités et aux réalisations de l'entreprise, ainsi qu'à la vie économique globale, tout ce qui précède s'appliquant aussi bien à l'agriculture qu'à l'industrie; créer des structures économiques et politiques qui permettent à chacun de répondre à sa vocation, et à tous de bénéficier au maximum des avantages de la mobilité sociale et du renouvellement démocratique des cadres dirigeants; promouvoir la fonc-

tion consommatrice en l'organisant de manière à lui permettre de maîtriser les excès, dégradants pour l'homme, de la publicité, du productivisme aveugle et de la technocratie; faire de la liberté, du sens des responsabilités, de l'initiative, de la culture, des loisirs même, non plus l'apanage de groupes et d'individus privilégiés, mais le droit inaliénable de tout être humain.

En résumé, c'est par la mise en oeuvre de *l'ensemble* des mesures qu'il préconise que le fédéralisme remplira la tâche primordiale de démassification et de déprolétarianisation de la société dans son ensemble.

IV - L'Europe fédérée

1° - *Esquisse de l'Europe.* — a) L'Europe fédérée assumera la responsabilité de la défense, de la diplomatie et de la politique économique et sociale de portée générale, toutes fonctions que les Etats d'aujourd'hui ne sont plus à même de remplir efficacement, et qui lui seront transférées par la Constitution fédérale.

b) La Constitution de l'Europe fédérée rappellera les droits de l'Homme et les libertés fondamentales, parfera les principes de la démocratie économique et sociale, consacra les libertés linguistiques et culturelles de toutes les ethnies, et respectera toutes les libertés, individuelles ou collectives, notamment celles des minorités politiques.

c) La Fédération européenne aura son organisation spécifique, comprenant un ensemble d'assemblées, représentatives du Peuple européen, des collectivités membres, et des collectivités économiques et sociales, un gouvernement et des tribunaux.

Dans les limites de ses attributions, elle disposera d'un pouvoir indépendant de décision; les ressources nécessaires lui seront garanties.

d) La Fédération européenne sera ouverte à toutes les collectivités européennes disposées à admettre et à respecter les principes de la Constitution fédérale.

e) La Fédération européenne ouvre le chemin d'une Fédération mondiale des peuples.

2° - *Mission de l'Europe.* — a) *L'Europe et la paix.* — Par sa contribution décisive aux forces de la liberté, la Fédération européenne renforcera, dans la « coexistence pacifique », la position de l'Occident et diminuera ainsi les risques de conflit armé.

b) *L'Europe et le monde libre.* — Libérée de toute servitude à l'égard des Etats-Unis, la Fédération européenne rétablira, sur une

base saine d'égalité et de communauté d'intérêts, les rapports des peuples d'Europe et d'Amérique.

c) *L'Europe et les pays satellisés.* — Pôle d'attraction et foyer de rayonnement, la Fédération européenne suscitera une vague d'espérance chez les peuples asservis et déclenchera inmanquablement un double processus: de *libéralisation* de la société totale, d'une part, et, d'autre part, de *libération* des « marches » de l'empire soviétique.

d) *L'Europe et le Tiers-Monde.* — La Fédération européenne reconnaîtra sans réserve l'indépendance politique et économique de tous les jeunes Etats. Elle permettra de mieux coordonner et d'accroître l'aide de l'Occident aux peuples libérés. Elle maintiendra et développera, sur la base d'une coopération libre et volontaire les liens économiques et culturels avec le Tiers-monde et tout particulièrement avec les pays d'Afrique. Par son exemple, elle leur facilitera le dépassement du nationalisme et la libre accession à toutes les formes du fédéralisme.

e) *L'Europe et le mieux-être.* — Par l'aménagement harmonieux de son territoire, par la mise en place d'un système développé d'infrastructures, par l'intensification des échanges, par l'établissement d'une banque et d'un fond de réserves européens, mais surtout par le renouvellement des structures et des institutions économiques et sociales, la Fédération européenne portera à un degré jamais atteint le volume de la production, le niveau de vie de tous les Européens, leurs facultés d'initiative, et permettra à tous de participer au patrimoine culturel, dans une démocratie renouée.

f) *L'Europe et la dignité humaine.* — Par la restauration de valeurs humaines, par le respect, sur tous les plans, de la dignité de la personne, la Fédération européenne instaurera un nouvel humanisme à la mesure des horizons illimités que la science et les techniques modernes ouvrent aux peuples de la terre entière.

V - Les objectifs stratégiques

Pour s'incarner dans les faits, le fédéralisme doit définir avec netteté et précision ses objectifs stratégiques.

1° - *L'Etat national*, en vertu de ses prétentions à la souveraineté absolue, est à la fois cadre d'existence et soutien de toutes les structures sclérosées; il incarne les forces conservatrices qui s'opposent à l'avènement de la démocratie fédérale. En conséquence il appartient aux fédéralistes de démembrer l'entité statonationale.

Ce *démembrement* doit s'effectuer dans deux sens opposés: d'une part vers le haut, par la création d'une fédération européenne; d'autre part vers le bas, par la suppression de tous les privilèges injustifiés et par la fédéralisation radicale de toutes les structures.

2° - Pour commencer, l'offensive doit se concentrer sur le *front européen* où l'affaiblissement des structures traditionnelles a déjà permis d'ébranler la souveraineté des Etats. La véritable révolution fédéraliste doit s'accomplir selon le principe démocratique: « L'Europe du peuple par le peuple et pour le peuple ». *L'Assemblée constituante européenne* doit devenir le point de ralliement et le centre de rassemblement des fédéralistes de tous les pays.

3° - Les fédéralistes, conscients de représenter l'avant-garde du Peuple européen, se constituent en *Force politique* unifiée sur la base de la présente Charte afin d'engager les peuples d'Europe dans le combat sans rémission pour la chute définitive des souverainetés étatiques.

Dans ce but:

a) Ils continueront de soutenir avec énergie les *Communautés Européennes* dans leur effort de résistance aux tentatives d'emprise des Etats nationaux et dans leur aspiration à l'Europe fédérée.

b) Ils lancent un appel à toutes les forces *progressistes* qui luttent pour le même idéal de dignité humaine, de justice et de paix; ils s'adressent à toutes les communautés vivantes: communes, syndicats, jeunesse ouvrières et agricoles, Universités et étudiants, etc.

c) Afin de dégager la volonté du Peuple européen et d'affirmer sa résolution, ils invitent ces forces à participer à la bataille pour la Fédération sous toutes ses formes, notamment: par le recrutement intensif de membres nombreux et représentatifs dans les rangs du M.F.E.; par des référendums ou élections libres, dites « primaires », comme celles que le Congrès du Peuple Européen mène depuis plusieurs années; par l'élaboration, dans le respect de la présente Charte, des *Cahiers de revendications*; enfin, en soulignant vigoureusement et à toute occasion, dans des campagnes de presse ou autrement, l'impasse à laquelle aboutissent infailliblement les conférences intergouvernementales européennes en l'absence d'un pouvoir fédéral.

Les fédéralistes, aile marchante de la révolution humaniste, profondément convaincus de la justesse de leur cause, affirment leur résolution d'emporter la victoire.

Par cette victoire, l'homme déprolétarisé, rendu à la liberté, au sens de sa responsabilité, au plein exercice de ses facultés créatrices, redeviendra citoyen conscient d'une cité fraternelle, maître de sa destinée.

PROJET DE MANIFESTE

Introduction

Le fédéralisme en tant qu'expérience culturelle et politique paraît être de peu d'importance et destiné à rester en marge de la vie contemporaine.

Ce sont encore les vieilles idéologies politiques, le libéralisme, la démocratie, le socialisme, le communisme qui occupent la scène. Toutefois le cours de l'histoire est arrivé à une phase, celle de l'unification sociale du genre humain, qui ne peut être ni comprise ni dominée par les vieilles idéologies qui, de ce fait, sont en pleine crise. Le fédéralisme est justement le nouvel instrument de pensée et d'action qui coïncide de plus en plus avec le cours de l'histoire, nous permettant donc de le comprendre et de le dominer.

En réalité, du point de vue de la politique, le fédéralisme, c'est-à-dire l'Etat fédéral, représente la dernière grande découverte d'un instrument de gouvernement démocratique. La démocratie directe fut le gouvernement démocratique des ressortissants d'une ville et elle ne réalisa aucune division des pouvoirs pour garantir la liberté. La démocratie représentative fut le gouvernement démocratique des ressortissants d'une nation et elle réalisa la division formelle des pouvoirs: le législatif, l'exécutif et le judiciaire. Le système fédéral correspond à un élargissement encore plus grand du domaine du gouvernement démocratique: c'est le gouvernement des ressortissants d'un espace supranational et qui peut s'étendre au monde tout entier. Il réalise la division substantielle des pouvoirs en divisant la souveraineté entre le gouvernement fédéral et les gouvernements des Etats membres. Ce fut Alexandre Hamilton, un des protagonistes de la fondation de la fédération américaine, qui le comprit

mieux que tout autre et qui expliqua par conséquent clairement le sens du nouveau moyen de gouvernement.

Mais une démocratie fédérale ne peut pas fonctionner de manière durable si elle n'a pas des dimensions mondiales, parce que la division substantielle des pouvoirs et la structure démocratique tendent inévitablement à s'effondrer sous le choc de la violence internationale. Quand la démocratie fédérale s'impose sur des espaces plus restreints que le monde entier, elle ne peut durer, de manière précaire, que dans ces Etats qui peuvent être considérés des sortes d'îles politiques.

Ces Etats sont exposés dans une moindre mesure aux changements de la balance mondiale du pouvoir et par conséquent ils n'ont aucun besoin de s'engager de façon permanente dans le domaine militaire et diplomatique, ou dans une politique de puissance sur l'échiquier international. Mais quand la balance internationale du pouvoir commence à peser sur eux, leur condition d'« île politique » disparaît: ils doivent faire face, à l'échelon international, à tous les engagements militaires, diplomatiques, économiques que leur pouvoir implique. Tout cela tend d'abord à entamer et ensuite à abattre leur frêle ossature de démocraties fédérales. Tel a été et tel est encore le destin des Etats-Unis d'Amérique. Or la vérité est que la tendance puissante vers l'unification du genre humain, qui caractérise la phase de l'histoire que nous sommes en train de vivre, tend à remplir au fur et à mesure tous les espaces vides qui permirent autrefois le maintien d'« îles politiques ». Les conditions qui autorisaient l'existence d'une démocratie fédérale à un échelon inférieur à celui du monde disparaissent. Par conséquent la réalisation complète et définitive de la démocratie fédérale correspond désormais à l'élimination de la guerre dans le monde par l'avènement de la fédération mondiale.

C'est pourquoi le fédéralisme coïncide dorénavant avec le cours de l'histoire qui pousse vigoureusement les hommes vers l'unification mondiale. Il paraît même coïncider avec un extraordinaire moment de l'évolution de l'humanité: le passage de la préhistoire à l'histoire, c'est-à-dire l'écroulement du dernier obstacle qui s'oppose encore au déploiement complet de toutes les capacités inhérentes à la condition humaine. Comme Kant l'a dit, dans la condition humaine existe la capacité potentielle d'une pensée et d'une volonté autonomes; mais elle reste potentielle aussi longtemps que les hommes ne réussiront pas à écarter les obstacles qui s'opposent à sa pleine réalisation. Après avoir conquis dans la mesure du possible le contrôle des calamités naturelles et vaincu ou être en train de vaincre la plaie de la misère, les hommes se trouvent maintenant aux prises avec le dernier obstacle qui s'oppose au libre déploiement de la condi-

tion humaine et maintient la violence de l'homme contre l'homme: la guerre. Le fédéralisme est le dépassement de la cause de la guerre: la division du monde en Etats souverains. Par la fédération mondiale, le dernier rempart de la violence chez les hommes, la guerre, est renversé, et l'anarchie internationale remplacée par le règne du droit entre les Etats. Et, comme Kant nous l'a appris, la Fédération mondiale ouvrira un monde où l'homme pourra considérer les autres hommes comme des fins et où il pourra développer de manière autonome et complète toutes les capacités qu'il possède. La Fédération mondiale ouvrira l'histoire du genre humain.

I

Le cours de l'histoire, poussé par l'évolution des rapports de la production, après avoir unifié les hommes à l'intérieur des pays les plus avancés, en jetant bas toutes les barrières de classe, est en train d'abattre les barrières entre les Etats.

La grandiose et progressive révolution des méthodes et donc des rapports de la production, d'après la science et la technologie modernes, a donné un formidable élan à l'histoire européenne et à celle de l'humanité tout entière. C'est la transformation de l'organisation productive du type artisanal doué de moyens rudimentaires et renfermé dans un marché restreint d'une économie de consommation locale, au type industriel pourvu d'instruments mécaniques de plus en plus puissants et perfectionnés, et ouvert à des marchés de plus en plus amples de la région à la nation, au continent, au monde tout entier, qui a imposé une grande révolution graduelle des relations humaines. L'évolution des rapports productifs a rapproché et intégré les individus qui, pendant la période précédente d'organisation de la production, vivaient séparés les uns des autres et n'avaient aucun contact entre eux. L'interdépendance des actions humaines augmente dans une mesure que l'histoire précédente de l'humanité a tout entière ignorée.

Pendant la première phase de ce cours de l'histoire, il y a eu une augmentation puissante *en profondeur* de l'interdépendance des actions humaines dans tous les domaines, économique, social, politique, culturel et ainsi de suite. C'est elle qui, tendant à éliminer toutes les divisions et toutes les luttes de classe, a plus étroitement uni tous les hommes d'un Etat. C'est aussi l'époque où naissent les grandes idéologies européennes, à travers lesquelles les hommes apprennent à interpréter la nouvelle réalité qu'ils sont en train de vivre, et qui reflètent le bou-

leversement profond de la société tout entière. Les valeurs de la liberté et de la justice se manifestent dans la conscience des hommes avec une puissance jusqu'alors inconnue. Le libéralisme et le libérisme annoncent la libération de la classe bourgeoise, crée par la révolution de l'organisation productive, des entraves et des obligations que la vieille société oligarchique et cristallisée de l'ancien régime lui avait imposées. La démocratie exprime l'exigence de faire participer aux décisions politiques tous les hommes que les nouveaux rapports de la production rendent progressivement conscients de leur participation à la vie productive du pays, renversant le vieux principe de légitimité fondé sur le droit divin. Le socialisme marque l'entrée de la nouvelle classe, le prolétariat, issue de la nouvelle organisation économique, dans la vie politique et son progrès sur l'échelle économique et sociale.

Le cadre étatique hérité du passé, développant sa structure bureaucratique, intégrant politiquement peu à peu toutes les énergies humaines et matérielles que les rapports de la production avaient déjà unifiées. Les hommes se représentèrent cette unité politique comme « la nation », une sorte de parenté de sang, de race, d'on ne sait quoi, une idéologie permettant de relier psychologiquement au pouvoir toutes les activités économiques, sociales, militaires, culturelles, scolaires, et ainsi de suite. A l'accroissement de l'intégration nationale correspond malheureusement la désintégration internationale. Le pouvoir politique de l'Etat est obligé par la balance internationale du pouvoir de s'emparer à des fins de puissance de toutes les nouvelles grandes énergies humaines et matérielles (il suffit de songer à la conscription obligatoire) que la vague sociale de l'interdépendance a fait naître dans le pays; il brise les nationalités régionales et la supranationalité européenne spontanées existantes pour se présenter aux autres Etats plus puissant et plus agressif qu'auparavant. Ce n'est donc pas seulement la vieille logique du système européen des Etats, toujours en suspens entre l'équilibre et l'hégémonie, et périodiquement ébranlé par la guerre, qui continue, mais cette logique augmente sa violence en proportion directe avec l'énorme accroissement de puissance des Etats, fondé sur le principe national.

Mais nous voilà aussitôt dans la deuxième phase du cours de l'histoire contemporaine, celle que nous sommes en train de vivre. C'est là que se vérifie l'accroissement *en extension* de l'interdépendance des actions humaines dans tous les domaines ci-dessus dits. Elle rapproche de plus en plus les uns des autres, les ressortissants de différents Etats, tous les hommes du monde, et tend à éliminer les divisions et les guerres entre les nations. De même que, dans les pays les plus avancés, la première phase avait

unifié les hommes dans l'Etat, la deuxième phase de cette évolution tend à l'unification du genre humain. Les diverses civilisations, les divers continents se rapprochent de plus en plus et ils ont déjà atteint un degré d'interdépendance jadis inimaginable. Cette interdépendance augmente constamment, menant l'humanité vers l'unification sociale. Le tiers monde, le monde des pays sous-développés et des anciennes colonies, a atteint aujourd'hui la première phase du développement social, celle où l'on tâche d'éliminer la division et les luttes entre les classes, mais il l'atteint au moment où les pays les plus avancés vivent l'expérience de l'unification sociale supranationale. On peut même dire que si les anciennes colonies entament aujourd'hui seulement la première phase de leur développement, c'est justement à cause de la puissance d'expansion de la société dans les pays les plus évolués. Et c'est encore dans l'interdépendance en extension de l'action humaine, c'est-à-dire dans l'aide de la part des hommes vivant dans les parties les plus évoluées du globe que réside l'espoir d'un développement rapide et organique des peuples des anciennes colonies. Le cours de l'histoire pousse énergiquement l'humanité, à tous les différents degrés de son développement, vers l'unité.

II

La division politique des hommes en nations, héritage du passé, trouve son dernier rempart dans la puissance continentale des U.S.A. et de l'U.R.S.S. qui, se faisant face partout dans le monde entier, cherchent à le garder divisé en deux camps d'Etats pour maintenir leur pouvoir hégémonique et freinent le processus d'adaptation des structures politiques à l'unification sociale du genre humain.

L'évolution des rapports matériels de la production, en intégrant socialement les hommes en espaces de plus en plus vastes et en augmentant les instruments matériels dont les hommes peuvent se servir, a donné une force croissante aux Etats nationaux et, par conséquent, a rendu de plus en plus dynamique l'équilibre politique européen, fondé sur la division de l'Europe en nations. Quand cette évolution économique et sociale atteint la dimension des Etats nationaux et qu'elle commence à la dépasser, la puissance de ces Etats arrive au maximum et leur pouvoir doit devenir le plus possible concentré et autoritaire pour s'emparer de toute nouvelle énergie naissante et pour éviter que les forces économiques et sociales sortent de leur milieu. C'est le moment tragique du nazisme et du fascisme

d'un côté, de l'anarchie internationale de l'autre côté. Les Etats nationaux ont atteint le point maximum de leur force de concentration et les tensions et les luttes pour le pouvoir sont soumises à la loi de l'anarchie internationale la plus complète. Le résultat en a été la dernière tentative hégémonique — la plus violente — dans le continent européen, la tentative hitlérienne.

Mais l'effrayante guerre mondiale qui l'a suivie a mis en même temps le point final à l'histoire séculaire du système politique européen et de la suprématie de l'Europe dans le monde. L'évolution des forces économiques et sociales avait désormais dépassé les dimensions des Etats européens et s'amplifiait encore jusqu'à atteindre des dimensions continentales. La fin de la deuxième guerre mondiale fit clairement comprendre ce fait, en étalant la faiblesse et la misère des nations européennes et en montrant clairement que le monde est à la merci des deux super-puissances continentales, les U.S.A. et l'U.R.S.S. L'équilibre politique européen finit et l'histoire de l'équilibre politique mondial est en train de commencer.

Pendant cet après-guerre les forces économiques, technologiques et sociales ont, de fait, passé par dessus toutes les barrières sociales nationales en Europe. La reconstruction et l'expansion de l'économie des Etats de l'Europe continentale, et surtout des Six, ont eu lieu à un niveau supranational. La contradiction entre les forces économiques et sociales et les structures politiques nationales, qui divisent encore l'Europe, devient par conséquent criante. La même contradiction est seulement embryonnaire, et par conséquent beaucoup plus limitée, pour les organismes politiques de dimensions continentales. La dimension continentale de la structure politique permet une production de masse la plus perfectionnée possible à l'heure actuelle, une bonne utilisation, bien que non encore à plein régime, des procédés de l'automatisation et de l'énergie nucléaire. En d'autres termes, par une structure politique de ces dimensions on réussit presque à contenir les énergies économiques et sociales qui sont poussées en avant par le cours de l'histoire vers l'interdépendance supranationale; ce qui explique en même temps la faiblesse des Etats européens et la force des Etats-Unis et de l'Union Soviétique. C'est pour cela que les U.S.A. et l'U.R.S.S. réussissent à être les piliers de l'équilibre mondial du pouvoir.

Mais tandis que d'un côté cet équilibre mondial bipolaire est le symptôme indirect de la tendance de l'histoire vers l'unification sociale de l'humanité, de l'autre côté il contraste et freine cette tendance, cristallisant les structures politiques par lesquelles les hommes sont organisés.

Les U.S.A. et l'U.R.S.S. se font face partout dans le monde, déterminant un équilibre à deux extrêmement rigide. Tout dé-

placement social, politique ou militaire, qui se produit où que ce soit dans le monde, prend toujours plus ou moins le sens de l'avance d'une des deux super-puissances et d'un recul de l'autre. Par conséquent, chacune d'elles est obligée de réunir toutes les ressources matérielles et humaines dont elle peut disposer, toutes les possibilités d'influence qu'elle peut avoir pour empêcher que l'autre ne fasse dangereusement pencher de son côté la balance de l'équilibre du pouvoir.

C'est ainsi que, bien qu'ils réussissent toujours plus péniblement à tenir de manière adéquate tout le front mondial, les U.S.A. et l'U.R.S.S. cherchent à diviser le monde en deux camps d'Etats pour maintenir leur pouvoir, et dans ce but ils enrégimentent et enchaînent dans les deux blocs toutes les énergies morales et matérielles du monde, emprisonnant l'exigence de l'unité dans la fausse solution de l'O.N.U. L'unification du monde est donc conçue comme la victoire d'un des deux blocs sur l'autre. Le reflet idéologique de cet équilibre bipolaire se montre clairement dans l'opposition entre le communisme et la démocratie qui correspondent aux deux différentes manières par lesquelles on a réalisé la première phase de l'interdépendance des actions humaines en profondeur, mais qui sont désormais dépassées par la pression de la vague sociale vers l'unification de l'humanité. L'opposition entre le communisme et la démocratie a surtout la fonction idéologique de déguiser sous les vieux principes appartenant à la phase historique précédente, la division de l'humanité entre les deux pouvoirs hégémoniques des U.S.A. et de l'U.R.S.S. Ce sont justement ces deux pouvoirs hégémoniques qui permettent aux structures nationales de durer, par leur poussée conservatrice vers le maintien du *statu quo* et de durer même là où, comme en Europe, elles sont déjà dépassées par les forces économiques et sociales supranationales et sont énormément affaiblies. Ainsi l'équilibre mondial à deux entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique, faisant durer la division de la terre en nations, freine le processus d'adaptation des structures politiques à l'unification sociale du genre humain.

III

Tandis que le libéralisme, la démocratie, le socialisme et le communisme dégénèrent parce qu'ils ne réussissent à dépasser ni la contradiction entre la justice et la liberté, qui est désormais absolue dans les pays les plus avancés, ni celle de la division de l'humanité en nations, fondement de la guerre, le fédéralisme, qui est la manière d'établir l'ordre de la paix sur le monde, donne aux hommes la capacité de connaître et de domi-

ner le cours de l'histoire et de sauver, par la paix, la justice et la liberté.

Dans l'histoire contemporaine l'Etat national, ayant annulé dans la nation les communautés politiques primaires, s'est violemment opposé aux valeurs de justice et de liberté que la première phase de l'évolution des rapports matériels de la production, visant à éliminer les luttes de classe, avait puissamment suscitées. Les idéologies européennes traditionnelles, toutes préoccupées de changer les structures intérieures politiques et sociales des Etats, ne s'étaient pas demandé avec réalisme comment obtenir l'ordre de la paix. Les libéraux autant que les démocrates, les socialistes autant que les communistes, tous avaient cru qu'on aurait automatiquement résolu le problème de la guerre par la seule modification des structures intérieures des Etats, qu'ils préconisaient. Cela leur permettait de se consacrer à cette modification, mais ne leur laissait pas le loisir de se rendre compte qu'ils étaient forcément en train d'aggraver la division internationale parce qu'ils étaient en proie à l'idéologie nationale. S'emparant à des fins de puissance de toutes les énergies suscitées par l'évolution économique et sociale, l'Etat national devait augmenter de plus en plus son pouvoir centralisateur par l'affaiblissement progressif ou par la destruction des frères institutions sociales et politiques, nécessaires à l'obtention de la justice et de la liberté. Sur le continent européen les hommes ont déjà vécu la contradiction tragique entre la justice et la liberté d'un côté, et le maintien de la guerre de l'autre.

En ce moment de l'histoire, tandis que l'évolution des rapports matériels de la production a déjà atteint la dimension continentale et achemine vers l'unification sociale du genre humain, la contradiction entre les valeurs de justice et de liberté et la division politique est en train de renaître partout dans le monde. La division politique fondée sur l'équilibre bipolaire pousse vers le nationalisme les gouvernements et les hommes, surtout ceux des deux super-puissances qui portent presque tout le poids de la balance mondiale du pouvoir. Cette contradiction est désormais absolue: la justice et la liberté ne peuvent pas trouver leur complète réalisation seulement dans une partie du monde; elles exigent comme prémisses nécessaires l'avènement de l'ordre de la paix sur le monde. La justice et la liberté appartiennent à tous les hommes et existent pour tous les hommes, et non seulement pour les Américains, pour les Russes ou pour les Européens. Les vieilles idéologies européennes ne donnent pas de réponse à ce nouveau grand problème. De la même manière qu'elles avaient fini par servir l'Etat national en Europe, à travers une progressive dégénération qui les portait souvent à contredire les valeurs

mêmes qu'elles avaient prêchées, aujourd'hui elles servent la division politique bipolaire du monde, en la masquant de leur voile. Cette dégénération étant désormais totale, elles en sont contraintes aujourd'hui à occulter l'absurde principe par lequel il nous faut concevoir les Américains, les Russes (et demain les Européens) tellement différents les uns des autres (à cause de leur race, de leur extraction, de je ne sais quoi) qu'on pourra sans difficulté penser qu'il est juste qu'ils s'entredétruisent. De la même manière en Europe, ces mêmes idéologies traditionnelles s'étaient déjà servilement pliées à masquer l'absurde principe d'après lequel les Français étaient conçus comme fondamentalement différents des Allemands, des Anglais, des Italiens, et à cause duquel les Européens se sont mutuellement détruits.

Aujourd'hui, à toutes les alternatives que posaient jadis les vieilles idéologies, est en train de se substituer l'alternative entre la division de l'humanité en nations et le fédéralisme. En fait, le fédéralisme a en soi les caractéristiques idéales et pratiques capables d'en faire le moyen nouveau pour comprendre le cours de l'histoire que nous vivons et mener les hommes vers l'unification politique du genre humain.

Dans la tradition fédéraliste (et surtout chez Kant) il y a d'un côté la claire conscience, devenue de nos jours une réalité, que les hommes ne pourront pas atteindre leur complète condition humaine d'êtres libres, avec le pouvoir de s'autodéterminer, avant que le gouvernement de la guerre ne soit extirpé du monde par l'unification politique de l'humanité. D'un autre côté la tradition fédéraliste (suivant l'enseignement de Hamilton) nous offre l'instrument technique apte à instituer un gouvernement supranational établissant l'ordre de la paix: c'est-à-dire la méthode de gouvernement à même de donner une organisation politique à l'unification sociale du genre humain. Le fédéralisme, ayant son but final dans la création de la fédération mondiale, est en même temps la pensée par laquelle les hommes sont en mesure de prendre conscience du cours de l'histoire qu'ils sont en train de vivre et l'instrument institutionnel par lequel ils sont à même de le dominer. Par le fédéralisme les hommes, quittant les fausses ornières des vieilles idéologies qui ne réussissent pas à tenir fermes les valeurs qu'elles préconisent, sauveront la liberté et la justice en les asseyant sur le solide fondement de la fédération mondiale.

IV

En Europe occidentale, l'unification sociale par dessus les barrières qui divisent les Etats, accumule contre les pouvoirs nationaux et le pouvoir hégémonique américain une immense force su-

pranationale qui est en mesure de briser l'équilibre mondial à deux par la fondation de la Fédération européenne et qui peut, pour la première fois dans l'histoire, dépasser les nations par le déchaînement matériel et idéal du fédéralisme sur le monde entier.

En quelle zone du monde va se réaliser la coïncidence du fédéralisme avec le cours de l'histoire? Non aux U.S.A. ou en U.R.S.S., rivés tous les deux au nationalisme par leur orgueil de puissances hégémoniques; non dans le Tiers monde, qui est en train de créer et d'affermir les Etats nationaux; mais en Europe et notamment dans l'Europe continentale occidentale, où le développement social a pris un caractère supranational en contradiction avec l'organisation politique nationale.

A partir de la fin de la deuxième guerre mondiale l'Allemagne, la France et l'Italie ne sont plus des centres où l'on prend les décisions fondamentales de la politique internationale ni des cadres pour la défense de l'indépendance et de la sécurité des Allemands, des Français et des Italiens. Une politique française d'opposition véritable à la politique allemande ou vice-versa, de même qu'un jeu politique de l'Italie entre la France et l'Allemagne, sont devenus aujourd'hui impensables. C'est l'Amérique qui assure la défense de l'Europe occidentale. Dans les Etats européens le pouvoir, qui sert encore à maintenir l'ordre à l'intérieur mais qui ne sert ni à pourvoir à la défense, ni à assurer l'indépendance du pays, se sépare des citoyens et penche vers l'autoritarisme. L'affaiblissement du consensus à l'intérieur et la fin de l'influence internationale provoquent l'*éclipse des souverainetés nationales*.

Et pourtant l'Europe s'enrichit. Elle s'était appauvrie en comparaison de l'Amérique quand la lutte entre Etats et le contrôle de l'économie, pour des fins de puissance militaire, avaient comprimé la production dans les marchés restreints des nations. Mais pendant cet après-guerre la convergence des Etats sous la protection américaine détermine une *réelle unité européenne de fait* qui ne se manifeste institutionnellement que par des superstructures confédérales (les prétendues Communautés) parce que, les Etats ayant gardé leur souveraineté absolue, le pouvoir et la lutte pour le pouvoir demeurent à l'échelon national; toutefois cette unité de fait assure une base politique suffisante pour la libéralisation des échanges, ce qui permet d'avoir en Europe un marché de vastes dimensions, dans les limites octroyées par cette libéralisation. Dans ce marché l'économie se développe rapidement, attribuant des caractères supranationaux à nombreux aspects de la vie sociale, économique, scientifique et technique. Et ces aspects se renforcent sans difficulté car ils trouvent un soubassement solide dans l'*ancienne*

supranationalité spontanée européenne de la religion, de la culture, de la science et du droit, que les dernières cent années de nationalisme ont brisée mais n'ont pas détruite.

Cette unité a beaucoup avancé. Ayant pris naissance dans le secteur des grandes concentrations industrielles, elle a désormais atteint le secteur le plus lent et le plus protégé, celui de l'agriculture, qui pose des problèmes de gouvernement et pas simplement de libéralisation des échanges. Elle est en passe d'entrer dans les moeurs, aussi bien dans le domaine de la science et de la technique que dans celui de la publicité et de la mentalité des consommateurs. Elle est présente dans les syndicats, à qui il faudrait l'unité à l'échelon européen et qui ne réussissent pas à l'obtenir sinon de manière insignifiante et précaire, faute d'un cadre étatique dans lequel agir. En résumé elle a tellement raffermi la société européenne qu'elle a radicalement modifié les relations économiques entre l'Europe et l'Amérique et qu'elle a même partiellement modifié la balance du pouvoir, assurant une consistance embryonnaire à l'idée de recouvrer, à l'échelon européen, l'indépendance que les Etats nationaux avaient perdue. Bref elle a désormais produit partout un remarquable *européisme diffus*.

Au niveau des cadres de la vie politique la situation du pouvoir en Europe et l'unité européenne *de facto* ont engendré l'*européisme organisé* (mouvements fédéralistes et mouvements pour l'unité de l'Europe) et l'*européisme organisable*. Le premier est formé par des individus qui ont, au moins partiellement, décidé de ne pas s'attacher au problème de modifier leur gouvernement national, mais de se consacrer au problème de la lutte pour la Fédération européenne. Le deuxième est formé par des individus qui, désirant élargir la sphère de la liberté et de la justice dans les sociétés nationales, n'y réussissent pas parce que les leviers de la rénovation sont européens et non pas nationaux. Le fédéralisme est le seul débouché politique s'offrant à ces individus dans la mesure où ils ne se plient pas à l'opportunisme et restent fidèles à ces valeurs.

L'ensemble de ces attitudes représente une énorme force virtuelle, totalement frustrée sur le plan politique, et partiellement réalisée sur le plan économique; l'Europe du Marché commun a acquis une influence mondiale sur le plan économique tandis qu'elle est demeurée impuissante vis-à-vis de la Russie et de l'Amérique dans la véritable politique internationale, faute d'un gouvernement européen. Cette force supranationale exerce une pression contraire au pouvoir des Etats nationaux et à celui de l'Etat hégémonique américain, qui l'empêchent de se réaliser complètement, et elle ne peut s'établir durablement que par l'avènement de la Fédération européenne.

Si cette force pouvait se manifester par le truchement d'un gouvernement fédéral européen, elle serait en mesure d'être le troisième centre effectif de la balance mondiale du pouvoir. Le monde ne serait plus le théâtre où deux colosses, obligés à une compétition de puissance, se font face et se défient, avec cette fâcheuse conséquence que tout point du monde devient un élément de leur propre sécurité, que le coût militaire de la sécurité monte pour tous les Etats, que toutes les relations internationales se raidissent. Ce troisième centre briserait l'équilibre à deux, ferait baisser partout la tension et le coût militaire de la sécurité et renverserait le cours de la politique mondiale en raffermissant partout l'aspiration universelle à la détente et à la fin de la compétition dans les armements. Il est à souligner que l'Europe fédérée, non plus partagée en deux par l'Amérique et par la Russie, mais en mesure de se défendre toute seule, verrait s'ouvrir la voie pour l'unification démocratique avec les Européens de l'Est. Dans la balance mondiale du pouvoir les éléments politico-sociaux acquerraient du poids, favorisant partout les classes politiques portées au progrès civil, tandis que les éléments philo-militaires et nationalistes se verraient affaiblis d'autant. La politique même des plus forts Etats, l'Amérique, l'Europe et la Russie, obligée à se manifester plus sur le plan économique-social que sur le plan militaire, finirait par avoir une influence bienfaisante dans leurs zones respectives d'influence, *grosso modo* sur l'Amérique latine, l'Afrique et l'Orient, poussant les nouvelles démocraties, fondées sur le parti unique, à une démocratisation plus complète, et les expériences communistes vers des lignes politiques non-staliniennes. Bref, le monde courrait rapidement vers la fin de la phase nationale, démocratique et socialiste de l'histoire et l'on créerait partout les conditions préalables à la fédération mondiale.

Mais la force sociale supranationale européenne ne s'exprimerait pas seulement par son gouvernement. En Europe, la poussée vers la concentration du pouvoir fédéral, due à la politique étrangère, serait longtemps balancée par la poussée centrifuge des traditions nationales. Cette tension fédérale et la culture, dont le dépassement des nationalités permettrait l'épanouissement — sans toutefois les suffoquer —, occasionnerait des attitudes mondialistes en opposition au gouvernement et à sa limitation européenne, à l'unison avec toutes les attitudes semblables jaillissant partout sur la terre. C'est à ce point que commencerait la dernière phase de la lutte fédéraliste, qui vise au gouvernement fédéral mondial.

V

Les gouvernements nationaux de l'Europe occidentale obligés à la collaboration européenne pour garder leur pouvoir, présentent faussement cette collaboration comme la construction de l'Europe et entravent la force sociale supranationale qu'ils maintiennent divisée, impuissante et sans conscience de soi-même.

Comme toute autre force sociale, la force supranationale européenne — l'europhisme diffus — ne peut pas atteindre son objectif sans une direction politique autonome, c'est-à-dire sans une avant-garde politique qui soit à elle. Puisque cette avant-garde ne s'est pas encore complètement développée à cause de la division de l'europhisme organisé, elle est encore sous le contrôle total des gouvernements nationaux, voire des forces politiques qui les contrôlent ou les limitent.

Par ce contrôle premièrement l'europhisme diffus reste divisé parce que ces forces ne peuvent organiser la population que séparément Etat par Etat; deuxièmement il demeure impuissant parce que ces forces ne peuvent pas aller au-delà des quelques objectifs confédéraux qui laissent le pouvoir et la lutte pour le pouvoir à l'échelon national; et enfin il reste sans conscience parce que ces forces constituant leur puissance à l'intérieur des Etats qu'elles sont à même de modifier mais non pas de dépasser, imposent une division du monde en nations.

Cela ne dépend pas de la volonté pure et simple des hommes, mais de la structure de la lutte politique. Les modifications politiques normales, soit qu'elles tournent à l'avantage des travailleurs, soit qu'elles favorisent les patrons, soit qu'elles aident au développement des intérêts spirituels, sont toujours exclusivement nationales, même si elles dépendent d'une exigence supranationale et internationale, parce que le cadre existant à l'intérieur duquel il est possible d'agir aussi bien que le pouvoir établi que l'on peut conquérir et influencer, sont nationaux. C'est pourquoi toute intervention politique normale et le processus politique ordinaire dans son ensemble n'engendrent que des réponses nationales et contribuent à maintenir tout le pouvoir dans le cadre national et à conserver l'Etat national. Cette ligne politique générale s'incarne pratiquement sans cassure dans la classe dirigeante et dans la classe politique, qui, toutes les deux, considèrent le gouvernement national comme un instrument dépendant d'elles-mêmes et tout le reste comme des affaires dépendant des autres. D'ailleurs toutes les situations d'influence ou de pouvoir sont nationales. Pour les garder, ou du moins pour ne pas les compromettre, il faut maintenir le cadre national, imposer la culture nationale, continuer à obliger les gens

à penser que l'on peut discuter et changer toute attitude politique (libérale, démocratique, socialiste et même communiste ou fasciste) mais qu'il n'est absolument pas possible de mettre en discussion la question de savoir s'il faut ou non rester politiquement et juridiquement Allemands, Français, Italiens.

Le fait que les problèmes fondamentaux changent de dimensions n'apporte pas en soi de variation au fonctionnement du système politique national. En Europe les gouvernements, ne pouvant plus se défendre tout seuls, collaborent dans les domaines de la défense et de la politique étrangère par le truchement des organismes internationaux *ad hoc*, de l'O.T.A.N. à l'U.E.O. En plus ces gouvernements, ne pouvant plus garder dans leur cadre les rapports économiques, ont abandonné la vieille politique protectionniste et crée de nouveaux organismes *ad hoc* de collaboration internationale aux divers échelons, qui vont du Fonds Monétaire International aux organisations plus limitées telles que la C.E.C.A., la C.E.A., la C.E.E. C'est ainsi qu'ils donnent effectivement satisfaction au besoin d'unité européenne, au moins en partie: la partie qui peut coexister avec une simple collaboration entre Etats et le maintien de la division politique. Mais tout cela ne suffit pas à donner une solution efficace aux problèmes supranationaux et pas même à garder la confiance du peuple. C'est pourquoi les gouvernements cherchent à la tromper, à lui faire accroire qu'ils sont en train de faire l'Europe, qu'ils s'occupent activement de l'unité européenne, qu'ils font tout leur possible pour la faire avancer. C'est aussi dans cette intention qu'ils présentent faussement la collaboration entre Etats comme le processus de construction de la véritable unité politique, et les événements de la politique nationale de collaboration européenne comme les moments successifs de cette construction, prétendant apparaître par là comme les vrais artisans de l'unification.

Mais il ne fait pas le moindre doute que dans le domaine politique il n'y a eu, depuis des années, aucun progrès. La lutte des partis, les partis eux-mêmes, le pouvoir politique sont nationaux comme ils l'ont toujours été. L'unification sociale a beaucoup progressé, comme on l'a vu, et avance sans discontinuer. Mais la structure de la lutte politique est restée la même qu'auparavant, sans aucune modification dans le sens européen. A aucun échelon il n'y a une lutte politique directe, une intervention directe des citoyens, un vote populaire pour le pouvoir de diriger la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, l'Euratom ou le Marché commun. L'homme de la rue, source véritable du pouvoir politique, ne sait pas même au juste ce que sont ces organismes. Il n'y a pas de possibilité d'ailleurs qu'il le sache: il peut voter pour un parti national, il peut modi-

fier un gouvernement national, tandis qu'il ne peut ni voter pour un parti européen, ni modifier peu ou prou un gouvernement européen. Il ne peut rien pour faire avancer l'unité politique de l'Europe. Il s'ensuit qu'il ne peut pas s'unir aux autres Européens des autres pays, qu'il ne peut même pas prendre conscience de la force qu'il aurait en s'unissant aux autres Européens. Naturellement, la politique nationale de collaboration européenne ne peut pas durer à perpétuité. Elle subit deux sortes d'érosions: une de l'intérieur et l'autre de l'extérieur. Celle-ci est due à l'euro-péisme diffus qui ne peut pas se fixer sans un gouvernement fédéral européen et qui par conséquent ne peut suivre de manière durable les forces nationales. L'autre tient aux fondements mêmes des forces nationales et sa manifestation la plus marquante est la séparation des bases d'avec les sommets. La politique de collaboration européenne des forces nationales ne peut pas en effet réaliser des objectifs démocratiques, aussi bien en politique nationale qu'en politique sociale, parce qu'elle contrôle directement les seuls gouvernements nationaux qui ne servent pas à cette fin, et qu'elle ne peut pas gouverner l'Europe, le seul moyen d'en obtenir la réalisation. Cela met en évidence le fait qu'on peut victorieusement combattre le contrôle des gouvernements sur l'euro-péisme diffus.

VI

Seule une avant-garde fédéraliste, par une politique d'opposition permanente aux Etats en tant que communautés exclusives, peut unifier la force sociale supranationale, la libérant des entraves de l'euro-péisme gouvernemental, la rendre puissante et consciente et la mener vers le pouvoir de constituer la Fédération Européenne.

Les forces et les partis nationaux divisent politiquement l'euro-péisme diffus, le maintenant aveugle et impuissant. Pour le raffermir il faut lui donner de la force par l'unité, par la connaissance consciente de l'objectif et de la direction à suivre pour l'atteindre. Comment obtenir cela?

Dans l'Europe continentale le processus politique trébuche toutes les fois qu'il se heurte aux problèmes de dimensions européennes: il s'agit de problèmes que les gouvernements nationaux ne peuvent pas résoudre ou qu'ils résolvent mal. En ces circonstances, quand on pense que la cause de la mauvaise solution ou de la solution manquée est nationale et qu'on montre une alternative nationale, non seulement on n'élimine pas la cause du mal par l'affaiblissement de sa propre force mais on

divise même les attitudes politiques des Européens, les séparant Etat par Etat. Au contraire on unifie les attitudes politiques à l'échelon européen si l'on reconnaît la dimension européenne des problèmes, si l'on distingue clairement les éléments supranationaux en discussion et qu'on en montre l'alternative non dans la conduite de son propre gouvernement mais dans la Constituante européenne. C'est en ce cas, en effet, que pour toute l'Europe deviennent valables un seul point de vue, une seule position politique (l'opposition européenne aux gouvernements nationaux) et un seul objectif stratégique (la Constituante européenne). C'est ainsi qu'on se délivre des objectifs nationaux et des positions nationales qui divisent les Européens en différents champs de bataille. En plus on se raffermit car on se met en contact avec la réalité de la politique et on acquiert un espoir positif de pouvoir la corriger.

Il est une différence aussi bien théorique que pratique entre le premier comportement et le second. En effet à la suite d'une déformation en sens national de la réalité historique, on est obligé de suivre le premier comportement pour une question pratique: la décision d'agir sur le terrain national, le désir de conserver des liaisons avec la classe dirigeante nationale ou une alliance avec une quelconque force politique nationale. On ne peut au contraire suivre le deuxième comportement et obtenir la coïncidence de son propre jugement avec la réalité historique que si l'on a le courage de se placer carrément hors du cadre national et d'agir indépendamment des forces nationales et contre le pouvoir national. Finalement cela arrive quand on choisit, dans la lutte politique, la position d'opposition à la communauté, quand on est vraiment prêt à aller non seulement contre le gouvernement, non seulement contre le régime, mais aussi contre l'Etat en tant que communauté exclusive. Il n'est pas d'autre moyen de créer un front politique uni à l'échelon supranational.

Il s'agit donc d'entraîner le plus grand nombre possible de militants sur cette position pour qu'ils puissent, par la diffusion à toute occasion d'un mot d'ordre européen dans le plus grand nombre possible de villes, s'opposer à chaque instant aux fausses solutions nationales et confédérales que les forces politiques nationales cherchent à imposer à l'opinion publique du secteur de l'euro-péisme diffus. Au début une telle politique ne peut être menée que par ceux qui ont décidé de s'occuper exclusivement du problème européen, autrement dit dans les seuls milieux de l'euro-péisme organisé. En réalité elle a commencé à apparaître, quoiqu'encore imparfaitement, au sein du M.F.E. Il s'agit d'une politique qui va s'étendre. C'est la seule en mesure de jeter graduellement dans la lutte l'euro-péisme organisé, tout en le

maintenant uni, la seule donc qui peut donner un minimum de force à ses prises de position et qui peut lui permettre, par l'accroissement progressif de l'influence de ces prises de position, d'exercer une pression unitaire sur l'euro-péisme organisable, sur ceux qui souhaitent éliminer les maux des sociétés nationales mais qui n'ont pas encore compris qu'on peut le faire au seul échelon européen (en fin de compte il s'agit des gens qui font une affaire personnelle de la contradiction entre les valeurs et les faits). Il s'agit donc au fond de la politique unitaire de l'euro-péisme organisé et organisable, à même d'amener toutes les énergies vraiment progressives sur la plateforme de l'opposition de communauté et de la requête du pouvoir constituant du peuple fédéral européen.

Par cette politique un vrai mouvement politique supranational pourrait se former; il acquerrait du poids dans l'équilibre politique et, par son influence sur l'euro-péisme diffus de l'opinion publique, y introduirait la composante européenne manquante. Le sillon creusé entre le caractère supranational de la société, en augmentation, et la politique nationale des gouvernements et de la classe politique nationale, va s'approfondir encore. Il serait donc facile à un mouvement supranational de déplacer beaucoup d'énergies du domaine de la nation au domaine européen et de les soustraire en même temps aux alternatives historiquement fausses qui se forment à l'intérieur des Etats entre gauche et droite, libéralisme et socialisme, fascisme et communisme. Quand cette force supranationale arriverait à un certain niveau de développement, il se formerait une balance de pouvoir entre son influence fédéraliste et l'influence confédérale des gouvernements nationaux. On verrait enfin face à face le « fédérateur » et le nationalisme sous son dernier déguisement: le confédéralisme des gouvernements et des partis nationaux.

C'est à ce moment que la première grosse difficulté européenne dans un grand Etat national, la France ou l'Allemagne, permettrait une crise résolutive. Il est évident qu'on ne peut pas faire la Fédération sans enlever leur pouvoir aux Etats, c'est-à-dire sans crise du pouvoir. Le mouvement supranational qui déplace des énergies du terrain national au terrain européen, porterait là la crise historique des Etats et faciliterait la crise de leur pouvoir. Il s'agira probablement d'une enième crise du pouvoir démocratique national, c'est-à-dire d'une crise que, faute d'une alternative européenne, seules des forces autoritaires seraient en mesure d'exploiter: en dernière instance le fascisme ou le communisme seuls. Si cette crise éclatait, les forces démocratiques nationales perdraient le contrôle du pouvoir et par conséquent leur influence sur l'euro-péisme diffus. Ce dernier, soit la majorité de la population, se détacherait en-

fin tout à fait de ses mentors nationaux et serait à la complète disposition du Mouvement supranational qui pourrait le rendre conscient et uni par les mots d'ordre de « pouvoir fédéral européen » et de « Constituante ». Il est sûr que cette position rassemblerait beaucoup plus de gens que les positions autoritaires fasciste et communiste. Il est impossible de prévoir dès maintenant si cette Constituante qui aura la tâche de reconstruire le pouvoir échappé aux Etats sera légale, c'est-à-dire si elle sera convoquée par les Parlements nationaux, ou si elle sera révolutionnaire. Cela dépendra de la gravité de la crise du pouvoir et de la capacité des forces nationales de garder ou non, sous le couvert de la Constituante européenne, le contrôle de l'armée et de la police.

VII

L'organisation de cette lutte pour un pouvoir futur dans un cadre, le cadre européen, qui n'est pas encore établi, exige un mouvement supranational et une action en mesure de faire de tout intérêt et de tout sentiment supranational un élément de la construction et de l'affermissement de son cadre politique, pour empêcher que l'inertie pure et simple garde les Européens sous l'emprise des pouvoirs nationaux et les faire converger sur le terrain européen.

Comment peut-on organiser une politique d'opposition de communauté et qui exige la reconnaissance du pouvoir constituant du peuple européen? Il s'agit donc de recruter progressivement les énergies de l'europhisme organisé et de l'europhisme organisable, sans jamais immobiliser ses propres forces, de faire donc un Mouvement, non un parti. Il s'agit d'unifier ces forces au niveau supranational, de faire donc un Mouvement supranational qui ne devra jamais prendre part aux élections nationales, pour ne pas scinder en autant de tronçons nationaux, mais qui devra par contre, le cas échéant, les saboter. Il s'agit d'instituer un contact profond entre l'action des militants et les idées et les sentiments de la population, d'attribuer donc aux sections locales le caractère de centres d'agitation de l'opinion publique et de centres d'une nouvelle culture politique. Il s'agit de donner au Mouvement la capacité de battre le rappel de toute la population au moment décisif, de créer donc un interlocuteur européen visible des gouvernements nationaux, en mesure de descendre dans les rues aux jours de la crise. Il s'agit d'assurer la vie des sections et du centre européen sans se lier à aucune forme de pouvoir national et, par conséquent, d'autofinancer le centre

européen et l'activité financière des sections. Il s'agit enfin de susciter l'exigence qui réussira enfin à canaliser dans ces instruments d'action les énergies de l'europhisme organisé, de l'europhisme organisable et de l'europhisme diffus.

Dans la situation actuelle les incitations à agir politiquement sous quelque forme que ce soit, de l'adhésion idéale à une force politique au militantisme proprement dit, restent toujours dans le domaine de la nation. C'est là seulement qu'on est en mesure d'obtenir des résultats politiques. Dans la lutte politique nationale l'intérêt et les résultats, la propagande et l'action, coïncident. Il suffit de modifier les opinions des citoyens pour modifier la quantité des voix des partis et, par conséquent, la conduite du gouvernement. Le cadre où agissent les partis — l'Etat — rend automatique la coïncidence entre la forme de propagande la plus simple d'une idée politique et l'action pour lui donner du pouvoir. Mais la lutte politique pour le fédéralisme et pour l'Europe doit se déployer dans un cadre qui n'a pas encore été établi, sur un terrain où il n'est pas de balance de pouvoir, c'est-à-dire de moyen pour que l'accroissement du nombre des personnes favorables à l'Europe se traduise en un accroissement du pouvoir de la faire. C'est ce qui rend vains les sacrifices des militants et fait tourner à vide le moulin de la propagande qui, coupée de l'action politique véritable, n'est pas à même d'obtenir des résultats politiques. On ne peut sortir de l'impasse que par une action *ad hoc*, symbolisant de manière visible le peuple européen et son pouvoir constituant et faisant vivre le cadre européen en tant que réalité psychologique dans l'esprit de tous ceux qui, n'importe comment, prendront part à cette action.

Il est de toute évidence que cette action-cadre ne doit exclure aucune autre action fédéraliste, mais qu'elle doit au contraire les mettre toutes en valeur dans leur diversité, nécessaire pour pouvoir coller à la réalité de l'Europe. Dans la situation actuelle les diverses actions fédéralistes ont peu de poids parce qu'elles trouvent en soi leur fin. Elles pourraient se raffermir, si l'on pouvait faire de chacune d'elles un des facteurs de renforcement du cadre européen de la lutte pour le pouvoir et du fédérateur visible. Pour atteindre ce but l'action-cadre doit avoir les caractères suivants: a) elle doit être menée par les Européens mêmes sous la conduite des fédéralistes; b) elle doit leur apprendre que la lutte pour l'Europe est en train de naître et va se renforçant; c) elle doit progresser sans arrêt dans l'espace et dans le temps, de manière à faire dépendre le renforcement du cadre et du pouvoir de faire l'Europe des Européens eux-mêmes et de tous les hommes de bonne volonté disposés à entrer dans les rangs des fédéralistes. C'est seulement ainsi, en faisant coïncider l'engagement et les résultats, la propagande et l'action, fina-

lement le travail et l'accroissement de la force, qu'on pourra canaliser progressivement dans le Mouvement supranational les énergies dont on dispose, l'europhisme organisé, l'europhisme organisable et l'europhisme diffus.

A son échelon le plus bas l'action-cadre est le recensement volontaire du peuple fédéral européen. Ses moyens d'expression sont: a) adhésion à la Fédération européenne moyennant une signature sur une fiche, compte progressif des fiches jusqu'à l'obtention de la majorité au moins dans le cadre de l'Europe des Six et paiement de la fiche d'adhésion par l'adhérent, pour le financement de la campagne; b) prise de position des recensés, sur l'initiative des fédéralistes, dans les feuilles officielles de la campagne, toutes les fois que les Etats étalent leur impuissance à résoudre les problèmes politiques de dimension européenne.

A propos du lancement et de la diffusion de cette campagne on doit se souvenir que le M.F.E., ou même une seule partie du Mouvement, sont assez forts pour obtenir en une année un million d'adhésions et surmonter ainsi l'actuel moment d'inertie. Sur la base de ce nombre d'adhésions on peut légitimement faire la prévision suivante. Partout en Europe on parle de l'Europe, par la force même des choses. Eh bien, là où la campagne aura eu lieu, tout individu qui parle de l'Europe, parlera aussi de cette campagne (qu'est-ce que ce recensement volontaire du peuple européen? Est-ce que cela est utile, ou non?). Ces individus parleraient donc du but de la campagne — la majorité pour la Fédération — comme d'une entreprise dont le succès dépend de chacun et de tous. La campagne serait donc dans l'opinion de chacun un peu plus avancée qu'elle ne le serait dans la réalité: le décalage dû au fait que tous ceux qui en apprennent l'existence sont en mesure de la faire progresser par leur adhésion ou par celle de leurs amis et ainsi de suite. Ainsi la campagne recruterait toute la bonne volonté européenne existante et, par la présence des fédéralistes dans toutes les villes et leur contact organique avec la population, ferait surgir de véritables centres d'agitation de l'opinion publique et de culture politique.

A un certain niveau de développement l'action-cadre, tout en continuant sous sa forme élémentaire pour étendre le Mouvement supranational partout, nous permettra de relancer le Congrès du Peuple Européen et de le pourvoir d'une majorité strictement fédéraliste. Par l'incitation à l'action chez les anciens fédéralistes et par la création de nouveaux groupes, l'action-cadre nous permettra de faire le même jour dans un temps pas trop éloigné des élections du C.P.E. dans une centaine de villes. Et le jour où nous ferons dans une centaine de villes en même temps les élections du C.P.E., en les centrant sur le problème

de l'Europe politique, en exploitant une situation dans laquelle les citoyens éprouvent le besoin de l'Europe sans que les gouvernements soient à même d'y pourvoir, nous ferons naître sans aucun doute un grand mouvement d'opinion publique, un pouvoir européen réel. Ce jour enfin la lutte véritable entre ceux qui veulent l'Europe et ceux qui ne la veulent pas commencera dans les termes décisifs de la Constituante d'un côté et du maintien de la souveraineté absolue des Etats nationaux de l'autre, sans tous les faux-fuyants, si commodes, d'aujourd'hui, qui permettent à tous de se déclarer pour l'Europe sans jamais la faire.

TABLE DES MATIERES DE LA IV^e ANNEE (1962)

<i>L'ouverture à gauche, en Italie</i>	p. 123
<i>L'Espagne, l'Europe et l'antifascisme</i>	» 211
<i>La situation de l'Occident et l'unité européenne</i>	» 287

Essais (ordre alphabétique)

MARIO ALBERTINI, <i>Qu'est-ce que le fédéralisme?</i>	» 3
MARIO ALBERTINI, <i>La politique</i>	» 139
MARIO ALBERTINI - FRANCESCO ROSSOLILLO, <i>La décadence du fédéralisme aux Etats-Unis</i>	» 219
ANDREA CHITI-BATELLI, <i>Nouvelle stratégie atlantique et défense de l'Europe</i>	» 298
LUDWIG DEHIO, <i>La continuité de l'histoire germano-prussienne de 1640 à 1945</i>	» 162

Les problèmes de l'action (ordre chronologique)

<i>Le IX^e Congrès du M.F.E.: introduction et documents</i>	» 28
<i>La politique de la minorité du M.F.E.</i>	» 257
<i>Projet d'action-cadre pour le M.F.E.</i>	» 274
<i>Le Projet de Charte et le Projet de Manifeste du fédéralisme</i>	» 339

Les faits et les idées (ordre chronologique)

<i>Lord Bertrand Russell et le problème de la paix (m. s.)</i>	» 180
<i>L'Europe des Etats, l'Europe du Marché commun et l'Europe du peuple fédéral européen (m. a.)</i>	» 187
<i>Trois congrès (mais aucune idée...) (a. c.)</i>	» 194

<i>A propos d'« Etats généraux »</i> (a. c. b.)	pag. 199
<i>Les fédéralistes et le « non » au référendum français</i> (m. a.)	» 247
<i>L'objection de conscience en France</i> (m. a.)	» 250
<i>A dix ans de la naissance de la C.E.C.A.</i> (a. c. b.)	» 253
<i>Le nationalisme américain</i> (m. s.)	» 314
<i>Considérations sur quelques écrits à propos d'une nouvelle conscience nationale allemande</i> (a. c.)	» 319
<i>Planification européenne et planification nationale</i> (a. c. b.)	» 334

Les livres (ordre chronologique)

L. Armand, M. Drancourt, <i>Plaidoyer pour l'avenir</i> (a. c.)	» 112
E. Kuby, <i>Alles im Eimer</i> (s. g.)	» 114
A. Clement, H. Buchheim, L. Dehio, T. Schieder, K. Buchheim, <i>Gibt es ein deutsches Geschichtsbild?</i> (a. c.) .	» 116
R. Sainz de Varanda, <i>Les Espagnols devant l'Europe</i> (a. c. b.)	» 118
The Institute for studies in Federalism, <i>Essays in Federalism</i> (f. r.)	» 201
Club Jean Moulin, <i>L'Etat et le citoyen</i> (a. c. b.)	» 204

Les documents

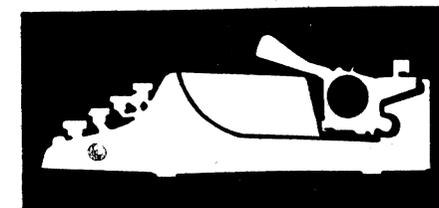
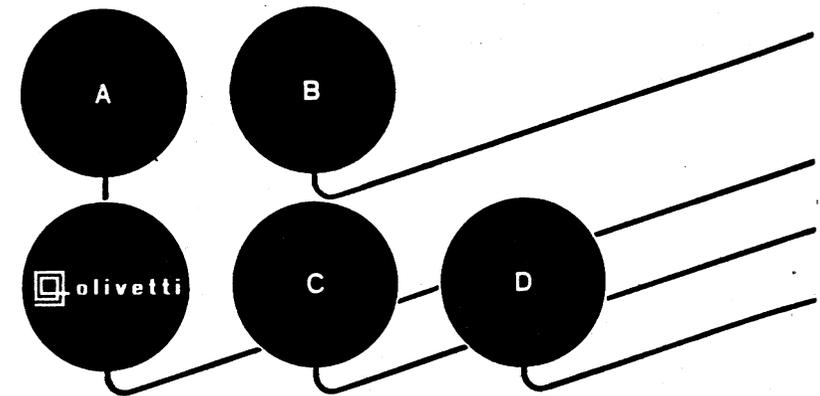
<i>Compte rendu de la revue pour l'année 1961</i>	» 121
---	-------

Olivetti Lettera 22

PROVARE UNA PORTATILE VUOL DIRE

osservare le dimensioni e il peso
saggiare la scorrevolezza del carrello
sentire come scattano i suoi tasti
contare il numero dei suoi servizi
assicurarsi se è robusta o no
analizzare la chiarezza dei segni
verificare l'allineamento delle righe
controllare se scrive anche inclinata
guardare se le copie sono nitide
sperimentare tutti i suoi comandi
vedere se entra ed esce facilmente
 dalla sua valigetta, **domandare**
 quanto costa - e alla fine

ACQUISTARE UNA LETTERA 22



Prezzo lire **42.000** + I.G.E.



**MAGNETI
MARELLI**



TUBI in P. V. C. RIGIDO

per edilizia

acquedotti

irrigazione

industria

lastre SAROLUX

tapparella SARONNO

tuboplastica italiana s.p.a.

Saronno

Direttore responsabile Mario Albertini - Editrice Libera Associazione
Il Federalista - Autorizzazione Tribunale di Pavia n. 117 del 18-4-1962 -
Scuola Tipografica Figli della Provvidenza - Milano - Spedizione in
abbonamento postale - Gruppo IV.